

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES AU SAHEL : UNE ADAPTATION FACE À
LA VULNÉRABILITÉ? ÉTUDE DE CAS DANS LE VILLAGE DE KOUMBRI, AU
BURKINA FASO

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR
JULIE LAROCQUE

DÉCEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Les changements climatiques, phénomène réel et documenté, jouent aussi un rôle fascinant pour l'esprit humain : ils sont la source d'inquiétudes réelles mais parfois disproportionnées. Quand j'ai entendu le chiffre avancé par Myers comme quoi 250 millions de personnes pourraient être des réfugiés climatiques d'ici 2050, je me suis questionnée. En tant que diplômée en relations internationales et droit international, je me demandais comment le débat était abordé par la communauté internationale. Je me suis vite rendu compte qu'il y avait encore beaucoup d'inconnues dans l'équation. J'ai alors décidé que j'avais envie d'aller voir sur le terrain qui étaient ces gens que plusieurs craignent tant, en ayant l'idée fort peu modeste de démêler les incompréhensions! Mais sans ce rêve je n'aurais jamais pu me rendre au bout de l'exercice. Débute alors toute une aventure qui marquera ma vie à jamais. Ce mémoire est plus que l'aboutissement de la maîtrise, c'est l'accomplissement d'un projet et le résultat d'un réel acharnement.

Je tiens premièrement à remercier mon directeur de mémoire, Laurent Lepage, pour son apport essentiel à mon cadre conceptuel et à la réalisation de mon terrain, et le CRSH pour sa contribution financière, sans laquelle la partie terrain de ma recherche n'aurait pu être réalisée. Mon passage à Paris avant de me rendre au Burkina Faso a aussi été un moment d'apprentissage inégalable. Un merci particulier à deux femmes qui ont posé un geste académique si généreux qu'il est impossible de l'oublier. Merci à Sabine Henry pour son accueil et au temps qu'elle m'a consacré lors de ma visite à son département de géographie de la FUNDP à Namur et merci à Véronique Lassailly-Jacob pour son aide et son soutien à Paris, puis à Ouagadougou. À Paris, j'ai également pu bénéficier de l'aide de François Gemenne et Alexandre Magnan. Toutes ces personnes m'ont permis de développer une approche multidisciplinaire qui se reflète assurément dans ce mémoire.

Je remercie Mathieu Badolo et toute l'équipe de l'IAVS à Ouagadougou, qui joua un rôle essentiel pour me permettre de démarrer en confiance la partie terrain de ma recherche, et Amidou Ganamé de la FNGN, qui a permis de faire de Koumbri mon village d'attache

pendant deux mois. Je remercie évidemment tous les habitants de Koumbri et en particulier les membres de l'UGNK qui m'ont si bien accueillie chez eux. Je me sens très choyée d'avoir pu vivre ces deux mois à leurs côtés. Je ne voudrais pas oublier les autres personnes qui ont fait de ce temps passé au Burkina Faso un moment si agréable et inoubliable. Il y en a beaucoup, mais je tiens à souligner la présence réconfortante de Guillaume, au téléphone, et de mes deux colocos québécois-ouagalais Anne-Marie et Alex. Doux souvenirs que ceux passés en votre compagnie.

Enfin, je ne peux passer sous silence ceux qui ont été présents tout au long de ma rédaction et sans qui ce mémoire n'aurait jamais vu le jour. Merci à ceux qui m'ont relu et corrigée avec rigueur et sans pitié! Hélène et Fabien. Merci à ceux qui m'ont permis de ventiler lorsque j'en avais besoin, Virginie, Yan, Myriam, Marie-Eve. Merci à ma famille qui a compris lorsque j'avais besoin d'aide et qui m'a permis de prendre du recul physiquement, sur la Côte-Nord! Je termine par remercier celle qui a fait tout ça : relecture et soutien moral exceptionnel qui m'a permis de ne pas me rendre du côté obscur du mémoire : Martine!! Je ne saurai jamais te dire assez merci.

J'espère que ce mémoire sera à la hauteur de toute l'aide que j'ai eu la chance de recevoir.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES FIGURES.....	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SYMBOLES ET ACRONYMES.....	xv
RÉSUMÉ.....	xvii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
INTRODUCTION À LA QUESTION DES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES EN REGARD DU DROIT INTERNATIONAL.....	5
1.1 Introduction.....	5
1.2 Les migrations dans le domaine juridique international.....	6
1.2.1 Réfugié.....	7
1.2.2 Migrant.....	9
1.2.3 Déplacé	10
1.3 Droits fondamentaux.....	12
1.4 Débats autour d'une définition commune.....	13
1.5 Les notions qui font débat.....	16
1.5.1 Traverser une frontière.....	16
1.5.2 Types de phénomènes environnementaux inclus/exclus.....	17
1.5.3 Déplacement temporaire ou permanent	18
1.5.4 Déplacement forcé ou volontaire	18
1.6 La définition utilisée pour ce mémoire	20

1.7 Conclusion.....	21
CHAPITRE II	
CADRE CONCEPTUEL	23
2.1 Introduction	23
2.2 Questions de recherche.....	24
2.3 Le concept de sécurité humaine dans les relations internationales	25
2.3.1 Sécurité alimentaire.....	28
2.3.2 « Sustainable livelihoods » (ou moyens de subsistance).....	29
2.4 Le concept de vulnérabilité	30
2.4.1 Première composante : l'exposition	30
2.4.2 Deuxième composante : la sensibilité	31
2.4.3 Troisième composante : la capacité d'adaptation.....	32
2.4.4 Vulnérabilité comme résultante, élément intermédiaire ou point de départ de l'analyse	33
2.4.5 Vulnérabilité individuelle ou collective	33
2.4.6 Facteurs de vulnérabilité	34
2.5 Adaptation	36
2. 6 Démarche méthodologique	38
2.6.1 Recherche qualitative	39
2.6.2 Démarche inductive.....	39
2.6.3 L'étude de cas	40
2.6.4 Méthodes de collectes de données	41
2.6.4.1 Entretiens semi-dirigés et ouverts	41
2.6.4.2 Observation directe et participante.....	42
2.6.4.3 Échantillonnage	44

2.6.5 Considérations éthiques	44
2.7 Conclusion	45
CHAPITRE III	
LE BURKINA FASO DANS LE CONTEXTE ACTUEL	47
3.1 Introduction.....	47
3.2 Les changements climatiques.....	48
3.2.1 Impacts des changements climatiques	50
3.2.2 La désertification	52
3.3 Contexte géographique	53
3.3.1 Territoire et climat	54
3.3.1.1 Pluviométrie	54
3.3.1.2 Sols.....	56
3.3.1.3 Ressources en eau	58
3.3.2 Populations et société.....	59
3.3.2.1 Femmes, hommes, jeunes	61
3.3.2.2. Ethnies.....	62
3.3.2.3 Langues	63
3.3.2.4 Religions	64
3.4 Contexte économique.....	65
3.4.1 Agriculture	65
3.4.2 Élevage.....	67
3.4.3 Industries.....	68
3.4.4 Secteur informel.....	69
3.5 Contexte politique et institutionnel.....	70
3.5.1 Historique.....	71

3.5.1.1 Période coloniale	71
3.5.1.2 Période postcoloniale	73
3.5.2 Le Burkina Faso aujourd'hui.....	77
3.6 Conclusion.....	78
CHAPITRE IV	
RÉSULTATS	79
4.1 Introduction.....	79
4.2 Koumbri	80
4.3 Structure politico-institutionnelle.....	85
4.3.1 Système politique	85
4.3.2 Système d'éducation	88
4.3.3 Système de santé	90
4.4 Cohésion sociale.....	91
4.5 Diversification des activités économiques / de subsistance	94
4.6 Perception de son environnement	97
4.6.1 Pluie.....	97
4.6.2 Productivité agricole	99
4.6.3 Coût de la vie	100
4.7 Adaptation.....	101
4.7.1 Utilisation des ressources et choix possibles.....	101
4.7.2 Migration.....	102
4.7.3 Groupements paysans.....	104
4.8 Conclusion.....	107
CHAPITRE V	
DISCUSSION	109
5.1 Introduction.....	109

5.2 Vulnérabilité et sécurité humaine	110
5.2.1 Sécurité alimentaire	111
5.2.2 Différents groupes, différentes vulnérabilités : les femmes	114
5.3 Mise en place de mesures d'adaptation.....	116
5.4 Limites à l'adaptation	118
5.4.1 Limites éthiques	119
5.4.2 Limites liées au savoir ou à la connaissance	119
5.4.3 Perceptions quant au risque.....	120
5.4.4 Limites culturelles.....	120
5.5 Les sites aurifères comme facteur de changement.....	121
5.6 La migration comme stratégie d'adaptation.....	123
5.6.1 Migration comme stratégie d'adaptation collective (ou institutionnelle)	123
5.6.2 Migration comme stratégie d'adaptation individuelle (ou de ménage).....	124
5.6.3 Facteurs influençant la migration comme stratégie d'adaptation.....	124
5.7 Conclusion	125
CONCLUSION.....	127
APPENDICES.....	131
BIBLIOGRAPHIE.....	159

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
2.1	Exemples, pour chacune des quatre catégories, de facteurs de vulnérabilité, classifiés selon l'échelle étudiée et les domaines analysés	34
3.1	Impacts potentiels de changements climatiques	50
3.2	Zones où les impacts potentiels des changements climatiques risquent de créer des conflits	51
3.3	Système de zones sèches en Afrique de l'Ouest	53
3.4	Évolution des taux d'urbanisation au Burkina Faso	60
3.5	Densité de population par région	61
3.6	Répartition de la population résidente par milieu de résidence selon le sexe	61
3.7	Les ethnies au Burkina Faso	63
3.8	Zones de vulnérabilité alimentaire au Burkina Faso	67
3.9	Répartition de la population née à l'étranger par pays de naissance	75
3.10	Migration interne entre régions	76
4.1	Localisation de Koumbri sur la carte géographique du Burkina Faso	80
4.2	Population résidante de la province du Yatenga	81
4.3	Village de Koumbri	82
4.4	Exemple d'une ONG présente au village de Koumbri	86
4.5	Des habitants de Koumbri devant un puits devenu non fonctionnel	98

4.6	Ravin créé par la pluie ne s'infiltrant pas dans le sol	99
4.7	L'Union des groupements Naam de Koumbri	105
4.8	Exemple d'une méthode d'adaptation : le cordon pierreux	107

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
2.1	Facteurs de vulnérabilité	35
3.1	Méthodes d'évaluation des facteurs de vulnérabilités	48
4.1	Manifestations des changements climatiques sur les secteurs et les groupes les plus vulnérables	83
4.2	Taux de scolarité chez les répondants	89
4.3	Avec qui passez-vous le plus de temps? (réponse ouverte, plusieurs réponses possibles)	91

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AM	Alphabétisation en mooré
BIT	Bureau international du Travail
BM	Banque mondiale
BTEC	Banque traditionnelle d'épargne et de crédit
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CÉDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEG	Collège d'enseignement général
CFA	Communauté financière africaine
CIA	Central Intelligence Agency
CSPS	Centre de santé et de promotion sociale
CVD	Comité villageois de développement
ETP	Évapotranspiration potentielle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture / Food and Agriculture Organization
FMI	Fonds monétaire international
FNGN	Fédération nationale des groupements Naam
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GSA	Grenier de sécurité alimentaire
HCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
IDH	Indice de développement humain

OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PANA	Programme d'action d'adaptation
PCD	Plan communal de développement
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques
PIDESC	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UA	Union africaine
UGNK	Union des groupements Naam de Koumbri
UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

RÉSUMÉ

Nous entendons de plus en plus parler de réfugiés climatiques, des témoignages de peuples se trouvant face à une situation environnementale ou climatique sans issue, qui les obligent à se réfugier vers des contrées plus clémentes. Souvent, ces histoires se concentrent vers les petits États insulaires qui voient leur terre disparaître au profit de l'océan ou de la mer. Quelle est la situation vécue par ceux qui subissent aussi les conséquences des changements climatiques, mais au profit d'une avancée du désert?

L'objectif principal de ce mémoire est de comprendre un phénomène dont on parle de plus en plus mais qui souffre d'un manque d'informations à la base et d'une définition reconnue par tous. Nous avons voulu recueillir des données nous permettant de mieux saisir la façon dont perçoivent et réagissent les premiers concernés face aux changements dans leur environnement de vie. Nous désirions également mettre en lumière le facteur environnemental dans leurs prises de décision.

Ce mémoire est le fruit d'un séjour de deux mois dans le village de Koumbri, où des données empiriques ont été recueillies. Ce village du nord du Burkina Faso se situe dans une zone particulièrement affectée par la dégradation des sols et la désertification. L'entretien semi-dirigé et l'observation participante ont été les méthodes de collecte de données privilégiées. Elles ont ensuite été analysées en utilisant les concepts de vulnérabilité et de sécurité humaine.

Les principaux résultats présentés permettent de mieux saisir la perception et la compréhension qu'ont les villageois de leur environnement ainsi que les méthodes prises pour s'adapter. Lorsque la nourriture ne peut être fournie par leur propre production, les paysans doivent user de leur imagination pour trouver les moyens de subvenir à ce besoin vital, sans compter que cela engendre également des contraintes dans les autres sphères de leur vie : possibilité ou non de fréquenter un établissement scolaire, devoir trouver un boulot hors du contexte familial, etc. Selon les perceptions qu'on a de son environnement, les conséquences qui en découlent et les moyens mis à notre disposition, différentes méthodes d'adaptation sont mises en œuvre. Notre mémoire met en lumière la migration comme une de ces méthodes, tout en démontrant qu'elle n'est pas la seule à laquelle ont recours les paysans de Koumbri.

Mots-clés : migration, réfugiés climatiques, adaptation, vulnérabilité, sécurité humaine, Sahel, changements climatiques, environnement, désertification, Burkina Faso.

INTRODUCTION

La migration de populations humaines vers des terres plus clémentes n'est pas un phénomène nouveau (Lackzo et Aghazarm, 2009). Il semble inutile de mentionner que l'humanité a, depuis toujours, migré. La sédentarisation est un phénomène récent dans l'histoire humaine (Legrand, 2007). Pourtant, aujourd'hui la migration est considérée comme un phénomène marginal et même illégal à certains égards, si on se fie aux règles qui l'encadrent, comme nous aurons l'occasion de le constater dans ce mémoire. Les frontières n'ont pas créé que des États, mais tout un système et une idéologie où « citoyenneté » et « étranger » sont des mots utilisés sans nécessairement se poser la question de la provenance de ces concepts. Dans un contexte où les changements climatiques amènent à se questionner sur nos modes de vie, la migration fait partie des sujets sur lesquels nous devons nous pencher. Si la migration environnementale existe bel et bien, sa codification à l'échelle internationale manque toujours à l'appel. Les conséquences actuelles et futures de ce flou sont nombreuses. Ces dernières vont d'une incompréhension des risques que vivent les populations affectées et qui mettent en péril non seulement leur épanouissement personnel, mais aussi leur vie, aux conflits pouvant se dessiner de l'échelle communautaire à l'échelle inter-étatique.

Il est difficile de quantifier les migrations passées et futures qui ont un ou des liens avec l'environnement, encore moins avec les changements climatiques. Des tentatives statistiques ont cependant été avancées :

The findings of a joint report by the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), the Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) and the Norwegian Refugee Council (NRC) show that at least 36 million people were displaced by sudden onset natural disasters that occurred in 2008. More than half of the displacement – 20 million persons – was estimated to be climate-related. (Lackzo et Aghazarm, 2009 : 20).

Avec les changements climatiques, on se retrouve dans une situation où de nombreuses communautés sont aux prises avec des phénomènes environnementaux qui mettent en jeu la possibilité même de continuer à vivre sur leur territoire d'origine (Kasperson et Kasperson,

2001 ; Organisation internationale pour les migrations [OIM], 2009 ; Agence des Nations Unies pour les réfugiés [HCR], 2009 ; Parlement européen, 2008 ; Gemenne, 2009 ; Myers, 2001). On pense par exemple au cas des îles du Pacifique qui, à terme, risquent d'être submergées de façon définitive (Duvat et Magnan, 2010 ; Cournil et Gemenne, 2010). Si c'est le phénomène d'élévation du niveau de la mer qui frappe le plus souvent l'imaginaire, d'autres populations vivent aussi des situations difficiles. La désertification est un de ces phénomènes, plus lent, mais tout aussi dévastateur. Toutefois, les assises qui mènent au phénomène migratoire semblent moins bien comprises.

C'est dans ce contexte que s'inscrit ce mémoire de maîtrise, qui a comme objectif de contribuer à la compréhension d'un phénomène dont on parle de plus en plus à tous les niveaux, mais dont les informations à la base manquent. En fait, notre objectif est double : nous désirons augmenter les connaissances terrain du phénomène de migration environnementale – comprendre et rendre compte de la situation sur le terrain – et mettre en lumière l'influence de l'environnement sur la décision de partir pour une personne ou une famille. Dans le but d'augmenter la connaissance sur un phénomène jugé relativement récent, nous avons opté pour une étude de cas sur le terrain. Dans un contexte de vulnérabilité face au climat comment se dessine l'adaptation ? La migration est-elle une de ces méthodes d'adaptation et, si c'est le cas, pour quelles raisons ? Notre étude de cas a eu lieu à l'automne 2010 – pour une période de deux mois – dans un village du nord du Burkina Faso, un village aux prises avec des problématiques de dégradation des sols menant à la désertification.

Afin de mieux comprendre la situation, il était nécessaire de débiter par une mise en contexte, soit l'état de la question de la migration environnementale au niveau juridique international. C'est le sujet de notre premier chapitre. Le chapitre suivant établit le cadre conceptuel qui nous a guidés pour développer nos méthodes de collecte de données et les moyens de les analyser. Le chapitre trois est également une mise en contexte, de la situation générale au Burkina Faso. Nous avons pris soin de relever les éléments qui concernent particulièrement les changements climatiques, la vulnérabilité et la migration. Le chapitre

quatre révèle les résultats de notre étude de cas à Koumbri, Burkina Faso. Enfin, le dernier chapitre analyse et discute des résultats dévoilés au chapitre quatre.

Nous espérons humblement que ce mémoire contribuera à la compréhension du phénomène des migrations environnementales dans une perspective où la vulnérabilité aux changements climatiques y joue un rôle déterminant.

CHAPITRE 1

INTRODUCTION À LA QUESTION DES MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES EN REGARD DU DROIT INTERNATIONAL

Dans ce chapitre nous faisons une revue de la littérature de la question des réfugiés climatiques. À l'heure actuelle, en regard du droit international, quel est le terme à utiliser pour définir ces personnes? La communauté internationale ne s'entend pas sur une définition commune. Pourquoi n'y a-t-il pas consensus? Quelles implications politiques et juridiques aura l'utilisation d'un terme ou d'un autre? Comprendre ce contexte est essentiel lorsque l'on désire entreprendre une recherche terrain ayant comme thématique la migration due à des causes environnementales.

1.1 Introduction

La migration de populations humaines vers des terres plus clémentes n'est pas un phénomène nouveau, comme nous l'avons déjà exposé en introduction. Avec la sédentarisation de la majorité des peuples, mais surtout du fait de l'intégrité territoriale consacrée aux États (Guilhaudis, 2005 ; Marchesin, 2008 ; Soccol, 2004) depuis l'avènement de l'État moderne en 1648 par les traités de Westphalie (Marchesin, 2008), il n'est plus considéré « normal » de migrer d'un pays à un autre. Du moins, l'accès d'une personne vers un pays dont elle n'a pas la nationalité est très bien réglementé¹ (Prujiner, 1993). Pourtant, les problèmes environnementaux aujourd'hui font en sorte qu'on remarque une recrudescence des mouvements migratoires ayant pour cause, notamment, les impacts des changements climatiques (Barnett et Webber, 2010 ; McLeman et Smit, 2006 ; Morton, Boncour et

¹ « ... aucun État n'est obligé de recevoir des étrangers sur son sol, avec une seule atténuation à l'égard des réfugiés » (Prujiner, 1993 : 72). Ajoutons à cela aussi le principe de non-refoulement (Kälin, 2010).

Laczko, 2008 ; Warner *et al.*, 2008). Ce phénomène est déjà documenté et il semble qu'il s'amplifiera au fil de l'intensification de la menace (Cournil et Gemenne, 2010 ; Duvat et Magnan, 2010 ; Gemenne, 2009 ; GIEC, 2007 ; Groupe Verts/ALE, 2008 ; Myers, 2001). Des déplacements dus aux phénomènes environnementaux ont donc été documentés, mais peut-on pour autant parler de ces personnes comme étant des « réfugiés climatiques » au sens juridique du terme? En regard du droit international, quel est le terme à utiliser pour définir ces personnes? Qui peut-on ou doit-on inclure dans cette définition? Quelles implications politiques et juridiques aura l'utilisation d'un terme ou d'un autre? D'entrée de jeu, il faut dire que la communauté internationale n'a pas encore trouvé de consensus (Oliver-Smith et Shen, 2009). Mais plusieurs chercheurs se penchent sur ces questions.

Dans ce chapitre, nous tenterons de démystifier le tout à la lumière d'une revue de la littérature sur le sujet. Bien comprendre les instruments juridiques internationaux est très important même dans un contexte de plus petite échelle, pour pouvoir comprendre la situation dans son ensemble et par la suite défendre des contextes précis dans le cadre de plaidoyers devant les institutions internationales. C'est ainsi qu'on peut tenter de faire bouger les choses à ce niveau – en faisant valoir et dans le but de faire respecter les droits fondamentaux des personnes concernées. Nous débiterons par une brève revue des termes utilisés dans les conventions internationales et régionales qui ont pour objet le déplacement des personnes. Nous verrons alors que les débats autour d'une définition commune sont importants dans le contexte du droit et de la diplomatie internationaux; plusieurs notions font l'objet de débats. Ceci permet d'expliquer la réticence de la communauté internationale à reconnaître ces personnes compte tenu des implications juridiques et politiques. Nous développerons ensuite les notions débattues, car certaines ont de forts liens avec les questions d'adaptation et de vulnérabilité, comme nous pourrions le constater.

1.2 Les migrations dans le domaine juridique international

La question que nous nous sommes posée à la base est la suivante : peut-on utiliser le terme « réfugié climatique » en parlant des personnes qui font l'objet de notre étude de cas? Cette question simple en apparence se révèle plus complexe lorsqu'on l'aborde d'un point de vue

du droit international. Dans cette partie, nous allons discuter de trois termes utilisés en droit international pour qualifier les personnes en mouvement : les réfugiés, les migrants et les déplacés.

1.2.1 Réfugié

Du point de vue du domaine juridique, utiliser le terme « réfugié » réfère à la définition qu'on retrouve dans la Convention relative au statut de réfugié de 1951² [ci-après nommée Convention sur les réfugiés]. Toute personne « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques [et qui] se trouve hors du pays dont elle a la nationalité » (HCR, 2007) peut demander le statut de réfugié. Il y a quatre éléments essentiels à cette définition : 1) traverser une frontière est une action étroitement liée à la définition de réfugié – nul ne peut être réfugié dans son propre pays; 2) la notion de peur – la personne doit craindre la persécution; 3) la raison de la peur doit provenir du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques – son environnement n'est donc pas dans la liste; 4) cette peur doit être fondée (McNamara, 2007). On remarque que nulle part il n'est mentionné que l'environnement ou le climat peut être considéré comme une sorte de persécution. Le HCR confirme ce fait : « Bien que les facteurs environnementaux puissent contribuer à générer des mouvements transfrontaliers, il n'existe pas de motif en soi pour l'octroi du statut de réfugié aux termes du droit international des réfugiés » (Guterres, 2008). Pour résumer : « Ceux qui franchissent une frontière parce que les ressources de leur lieu de vie sont devenues insuffisantes (quelle que soit la cause de cette dégradation) ne peuvent se prévaloir du statut juridique de réfugiés » (Gonin et Lassailly-Jacob, 2002 : 6). Le statut de réfugié ne peut être accordé que si une personne répond aux quatre critères mentionnés précédemment. La définition a établi et limité le mandat et en retour le mandat limité nourrit un discours des acteurs du milieu qui ne donne pas beaucoup de marge de manœuvre pour une extension de cette définition à d'autres types de persécution (McNamara, 2007). Pourtant, des instruments régionaux se sont inspirés de la Convention

² Et son protocole de 1967 qui vient mettre à jour la Convention en étendant le statut aux personnes qui sont devenues réfugiées après le 1^{er} janvier 1951.

sur les réfugiés, mais vont plus loin, ce qui démontre l'évolution possible, théoriquement, de la Convention sur les réfugiés soit en modifiant celle-ci ou en créant des protections complémentaires.

La Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique [ci-après nommée Convention de l'OUA sur les réfugiés] (1969, entrée en vigueur en 1974) utilise la même définition que celle retrouvée dans la Convention sur le statut de réfugié, mais ajoute à son article 1.2 :

Le terme "réfugié", s'applique également à toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité. (OUA, 1969 : 2).

Dans la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés (1984) [ci-après nommée Déclaration de Carthagène] – signée dans un contexte de forts déplacements en Amérique latine – les États signataires ont décidé qu'il était important d'envisager l'extension du concept de réfugié. Ainsi, une précision fut ajoutée :

De cette manière, la définition ou le concept de réfugié dont l'application est à recommander dans la région pourrait, non seulement englober les éléments de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967, mais aussi s'étendre aux personnes qui ont fui leur pays parce que leur vie, leur sécurité ou leur liberté étaient menacées par une violence généralisée, une agression étrangère, des conflits internes, une violation massive des droits de l'homme ou d'autres circonstances ayant perturbé gravement l'ordre public. (HCR, 1984 : 26).

Cependant, cette déclaration s'adresse spécifiquement aux pays de la région de l'Amérique latine et surtout, elle est officiellement non contraignante (HCR, 2005).

D'autres instruments régionaux concernant les réfugiés existent, comme les Principes de Bangkok sur le statut et le traitement des réfugiés [ci-après nommé Principes de Bangkok] adoptés en 1966 par ce qui s'appelait alors Comité consultatif juridique afro-asiatique – aujourd'hui Organisation consultative juridique Asie-Afrique. Les Principes de Bangkok intègrent la définition de la Convention sur les réfugiés et y incluent :

... les personnes qui, en raison d'une agression extérieure, d'une occupation ou d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une région ou sur l'ensemble du territoire de leurs pays d'origine ou de nationalité, sont obligées de quitter leurs lieux de résidence habituelle afin de chercher refuge dans un autre lieu à l'extérieur du pays d'origine ou de nationalité (HCR, 2005 : 2)

Ces exemples d'instruments complémentaires régionaux visent à démontrer que le terme « réfugié » est extrêmement bien balisé au niveau juridique international et est encadré par le HCR. Les réfugiés climatiques – ou réfugiés de l'environnement – n'existent pas au sens juridique du terme (Gonin et Lassailly-Jacob, 2002 ; Guterres, 2008). Le terme est cependant utilisé fréquemment dans nos conversations quotidiennes. Nous sommes d'avis que l'utilisation du terme « réfugié » ne doit pas être réfutée, car cela a un sens important dans l'imaginaire populaire, ce qui peut avoir un impact par la suite sur la façon dont les institutions internationales vont interpréter un phénomène ou une situation. Le concept a été flexible par le passé (Guterres, 2008); dans l'absolu son extension est toujours possible, du moins si l'on se réfère aux instruments complémentaires régionaux.

1.2.2 Migrant

Nous venons d'exposer le concept de réfugié. Pour ce qui est de « migrant », au sens juridique, le terme n'a été défini que dans une seule convention, qui concerne cependant une catégorie bien spécifique de migrants : les travailleurs. C'est la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille [ci-après nommée Convention sur les travailleurs migrants]. On définit ainsi les travailleurs migrants : « ...personnes qui vont exercer, exercent ou ont exercé une activité rémunérée dans un État dont elles ne sont pas ressortissantes » (Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, 1990). Encore une fois, la notion d'État et de frontière est un élément clé de la définition du migrant. Selon cette définition, une personne (un travailleur dans ce cas-ci) ne peut être migrante si elle se déplace à l'intérieur des frontières de son propre pays. Pour donner un exemple, une personne qui se déplace pour aller travailler de Montréal à Vancouver, ou de Koumbri à Ouagadougou, ne pourrait se réclamer de cette Convention même si on pourrait avoir tendance à utiliser le terme « migrant » dans notre quotidien. Par

association, il est légitime de croire qu'en relations internationales on considère la frontière comme un aspect essentiel de la définition de migrant. Ceci ne signifie pas pour autant qu'on ne puisse utiliser ce terme pour les personnes quittant leur milieu de vie pour les causes associées au climat ou à l'environnement. Premièrement, parce que ces personnes peuvent *aussi* être des travailleurs, mais surtout, simplement parce qu'il n'existe pas encore de cadre juridique pour ce type de migrant. Peut-être est-ce d'ailleurs pour cette raison qu'on voit de plus en plus les diplomates utiliser le terme « migrations environnementales »? Parce que cela n'engage à rien ni juridiquement, ni politiquement, mais permet de reconnaître que le phénomène des déplacements causés par l'environnement (et non les changements climatiques) existe? Mais en utilisant le terme « migrant », dans le contexte juridique international, on exclut *de facto* les personnes se déplaçant à l'intérieur de leurs propres frontières, en considérant que ceux qui restent dans leur pays doivent être « gérés » par celui-ci. C'est le principe de non-intervention³.

1.2.3 Déplacé

Tant en ce qui concerne le réfugié que le migrant (travailleur), la notion de frontière est une partie intégrante de la définition. Pourtant, les personnes changeant de milieu de vie pour des causes environnementales ne traverseront pas nécessairement une frontière (McAdam, 2010 ; Renaud *et al.*, 2007). Le phénomène du déplacement à l'intérieur des frontières a aussi été pensé au sein des relations internationales. Sont alors nés les Principes directeurs relatifs aux personnes déplacées dans leur propre pays [ci-après nommés Principes relatifs aux personnes déplacées] (Commission des droits de l'Homme, 1998). Par conséquent, les personnes qui se déplacent à l'intérieur des frontières de leurs pays pour n'importe quelle raison – dont pour des raisons liées à l'environnement – ne peuvent se prévaloir du statut de réfugié ou de travailleur migrant. En revanche, elles se qualifient comme étant des « déplacées internes » (HCR, 2009). Les personnes qui se déplacent ont donc elles aussi une certaine protection juridique internationale, si leur pays de résidence a signé cesdits Principes. Il y a cependant

³ Du principe de souveraineté des États découle le principe de non-intervention auquel les États sont particulièrement attachés, car bien qu'il ne soit pas inclus expressément dans un texte législatif international contraignant, il s'y retrouve implicitement (Guilhaudis, 2005) et il a fait l'objet de plusieurs mentions, notamment aux Nations Unies (Soccol, 2004).

un bémol. Comme son nom l'indique, ce texte se trouve à être des principes directeurs; ceux-ci ne peuvent avoir un statut juridique contraignant pour les États signataires, contrairement à la Convention sur les réfugiés et à la Convention sur les travailleurs migrants. On se retrouve dans une situation où : « de nombreux pays qui comptent des personnes déplacées ne veulent pas protéger les droits de ces personnes ou n'ont pas les moyens nécessaires pour y parvenir » (Kälin, 2005 : 8). Aussi, on veut respecter le principe de non-intervention. Néanmoins, l'évolution du droit international fait en sorte qu'aujourd'hui certaines interventions sont possibles : « lorsque l'intervention unilatérale d'un État est 'sollicitée' par un autre État, lorsque c'est une intervention 'd'humanité' ou lorsqu'est mis en œuvre le droit d'assistance humanitaire » (Soccol, 2004 : 31). Dans le cas de déplacements internes causés par l'environnement, nous sommes d'avis que la question pourrait se poser, à savoir si la question humanitaire n'amènerait pas le devoir d'intervention des autres États. Par ailleurs, l'idée de « casques verts » onusiens a été énoncée timidement par le secrétaire général des Nations Unies en 2011⁴. Nous n'en sommes pas encore à une idée concrète de ce que cela impliquerait au niveau juridique international, mais cela est invoqué comme une piste de solutions par certains.

Mais le droit international est toujours en évolution. Pour preuve, le 22 octobre 2009 est née la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique [ci-après nommée Convention de Kampala]. Cette dernière fait œuvre de pionnière au niveau juridique international en transformant le droit à la protection des déplacés en une norme légalement contraignante (Stavropoulou, 2010). La Convention de Kampala, bien qu'elle ne soit pas encore entrée en vigueur, car le minimum de ratifications requises n'a pas encore été atteint, démontre qu'il existe une lacune juridique en ce qui concerne les déplacés internes (Stavropoulou, 2010). Il est intéressant de voir que cette lacune tente d'être comblée au niveau régional. N'ayant pas de données permettant d'analyser si les déplacés pour causes environnementales seront bel et bien considérés par

⁴ Dans son discours du 20 juillet 2011, le Secrétaire général des Nations Unies a mentionné le rôle vital que pourrait jouer le Conseil de sécurité pour maintenir le lien entre changements climatiques, paix et sécurité. (ONU, 2011). Ceci est un appel voilé à l'utilisation des chapitres 6 [règlements pacifiques de différends] et 7 [action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression] – chapitres relevant du Conseil de sécurité – de la Charte des Nations Unies.

cette Convention, il serait intéressant de se pencher plus avant sur la question quelques années après son entrée en vigueur.

L'OIM résume bien la situation : « Les personnes migrant pour des raisons environnementales ne rentrent véritablement dans aucune des catégories prévues par le cadre juridique international en vigueur. » (OIM, 2009 : 3).

1.3 Droits fondamentaux

Mais l'OIM n'a que partiellement raison : au-delà des termes juridiques considérés appropriés ou non pour exprimer la situation de ces personnes, celles-ci ont toujours des droits fondamentaux et il est de notre devoir humanitaire de s'assurer qu'elles puissent jouir de leurs droits et libertés en toute quiétude. Ces droits et libertés fondamentaux sont ceux que l'on retrouve dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et incluent le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne (art. 3), le droit à l'asile (art. 14) et le droit à une nationalité (art. 15)⁵. De même, les ressortissants des pays ayant ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques [ci-après appelé PIDCP] et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [ci-après appelé PIDESC] peuvent se prévaloir des droits et libertés évoqués dans ces deux *Pactes*. Ceux-ci incluent, par exemple : le droit à la vie (art. 6, PIDCP), la liberté de choisir son lieu de résidence à l'intérieur de son propre pays (art. 12 PIDCP), le droit à un niveau de vie suffisant pour eux-mêmes et leurs familles, y compris nourriture, vêtements et logement suffisants (PIDESC, art. 11). Pour le contexte de ce mémoire, notons que le Burkina Faso et le Canada ont accédé à ces deux Pactes, respectivement le 4 janvier 1999 et le 19 mai 1976.

Le droit à l'alimentation est reconnu par le droit international, à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948) et à l'article 11 du PIDESC (1966). Le droit à l'alimentation est établi. Malheureusement : « Parmi tous les droits de l'homme, le droit à l'alimentation est certainement celui qui est le plus constamment et le plus massivement violé

⁵ On pense ici aux personnes qui risquent de perdre littéralement leur territoire dû à la submersion de leurs îles par l'élévation du niveau de la mer.

sur notre planète », et ce, pour plusieurs raisons (Ziegler, 2011). L'insécurité alimentaire n'est malheureusement pas un phénomène étranger dans pratiquement – sinon toutes – les régions du monde.

Le Conseil des droits de l'Homme a reconnu que les changements climatiques jouent un rôle certain en ce qui concerne la jouissance des droits de la personne pour les populations dans sa résolution 7/23, du 28 mars 2008 :

The Human Rights Council has played a key role in drawing attention to the human rights implications of climate change. [...] in resolution 7/23, the Council expressed concern that “climate change poses an immediate and far-reaching threat to people and communities around the world” and requested the Office of the High Commissioner for Human Rights to prepare a study on the relationship between climate change and human rights. After considering the study which was produced through wide-ranging consultations, the Council in March [of 2009] adopted resolution 10/4, unequivocally recognizing that “climate change-related impacts have a range of implications, both direct and indirect, for the effective enjoyment of human rights”. (Conseil des droits de l'Homme, 2009 : 2).

Les droits de la personne et les problématiques environnementales sont en fait le même côté d'une médaille, que ce soit en regard de l'accès à l'eau, à l'utilisation de l'énergie ou à la résilience au climat (Burleson, 2010). Dès lors, ils ne peuvent être pensés séparément.

1.4 Débats autour d'une définition commune

Nous venons de présenter différents accords internationaux et régionaux qui traitent des déplacements humains. Nous avons pu constater l'importance qui est accordée à la définition des termes utilisés. L'UNESCO affirmait en 2005 que « ... la complexité des flux migratoires contemporains rend [la distinction entre réfugiés et migrants] de moins en moins absolue. » (UNESCO, 2005 : 19). Malgré ce flou entre la réalité sur le terrain et les mots sur papier, au sein des relations internationales il y a une nette distinction à faire entre un réfugié et un migrant. Un réfugié est un migrant, mais un migrant n'est pas nécessairement un réfugié. Un déplacé n'est ni un migrant, ni un réfugié. À la lumière de ces éléments, revenons à la question qui motive ce chapitre. Quel terme, juridiquement parlant, est-il préférable d'utiliser

pour désigner les personnes qui se déplacent pour des motifs en lien avec l'environnement? Utiliser un ou l'autre de ces termes, sans le modifier, fera en sorte d'inclure ou d'exclure certaines personnes. Le modifier demandera un consensus au niveau international. Y a-t-il une solution? Tant les chercheurs que la communauté internationale n'ont pas encore réussi à s'entendre sur le sujet :

The main reason for the lack of definitions for migration caused in part by environmental change and degradation is linked to two issues: the challenge of isolating environmental factors from other migration drivers, and the possible institutional and governance implications of defining this range of environmentally-related migration (Warner *et. al.*, 2008 : 2).

1) La notion de frontière; 2) les changements environnementaux « éligibles »; 3) le déplacement temporaire ou permanent; 4) volontaire ou forcé, sont les principaux points sur lesquels les débats achoppent. Nous allons ici exposer quelques-unes des nouvelles définitions proposées et ce qu'elles signifient (c'est-à-dire qui/quoi elles incluent et/ou excluent).

Ce fut le PNUE qui a, pour la première fois au niveau international, tenté une définition. El Hinnawi a décrit les réfugiés environnementaux comme suit :

...those people who have been *forced* to leave their traditional habitat, *temporarily or permanently*, because of a *marked environmental disruption (natural and/or triggered by people)* that jeopardized their existence and/or seriously affected the quality of their life . By 'environmental disruption' in this definition is meant any physical, chemical, and/or biological changes in the ecosystem (or the resource base) that render it, temporarily or permanently, unsuitable to support human life [C'est nous qui soulignons] (1985 : 4).

Cette définition n'a cependant jamais été entérinée par la communauté internationale. Elle a toutefois permis de populariser un terme qui allait devenir la source de nombreux débats (Castles, 2010). Diane C. Bates utilise la même appellation, mais elle désire rester vague quant à la définition qu'elle propose, une définition qualifiée comme étant toujours en évolution afin d'être la plus inclusive possible. Les réfugiés environnementaux seraient donc des personnes : « ...who migrate from their usual residence due to changes in their ambient non-human environment » (Bates, 2002 : 468). Cette auteure classe d'ailleurs les réfugiés

environnementaux en trois différentes catégories en fonction du type de problème environnemental à la base du départ [push factor⁶] : les réfugiés environnementaux pour cause de désastre, d'expropriation de leur environnement ou de détérioration de leur environnement (Bates, 2002).

Récemment, l'OIM a elle aussi tenté sa définition, pour les personnes qu'elle qualifie de migrants environnementaux :

On appelle migrants environnementaux les personnes ou groupes de personnes qui, essentiellement pour des raisons liées à un *changement environnemental soudain ou progressif* influant négativement sur leur vie ou leurs conditions de vie, sont *contraintes de quitter leur foyer ou le quittent de leur propre initiative, temporairement ou définitivement*, et qui, de ce fait, se déplacent à l'intérieur de leur pays ou en sortent [c'est nous qui soulignons]. (OIM, 2009 : 5).

Ajoutons à cela les définitions proposées à l'intérieur des multiples propositions de conventions internationales pour protéger ces personnes. Parmi celles-ci, la Convention pour les personnes déplacées par les changements climatiques propose cette définition :

Climate change displaced persons [CCDPs] are groups of people whose habitual homes have or will become *temporarily or permanently* uninhabitable as a consequence of a climate change event. A "climate change event" is defined as "*sudden or gradual* environmental disruption that is *very likely caused by human induced* climate change." [c'est nous qui soulignons]. (Hodgkinson et Young, 2012 : 11).

La Convention sur le statut international des personnes déplacées par l'environnement propose quant à elle celle-ci :

"Environmentally-displaced persons" are individuals, families and populations confronted with a *sudden or gradual environmental disaster* that inexorably impacts their living conditions, resulting in their *forced displacement*, at the outset or throughout, from their habitual residence [c'est nous qui soulignons]. (Prieur *et al.*, 2010 : 3).

⁶ Voir Lee (1966). Certaines forces sont répulsives; elles vont tirer les personnes hors du milieu où elles vivent (push), alors que d'autres sont attractives; elles vont attirer les personnes vers des endroits qu'elles considèrent comme hospitaliers (pull). Le « push-pull factor » fait partie des théories des comportements migratoires.

La Convention sur les réfugiés climatiques propose plutôt celle-là :

...an individual who is *forced* to flee his or her home and to relocate *temporarily or permanently* across a national boundary as the result of *sudden or gradual environmental disruption that is consistent with climate change* and to which humans more likely than not contributed [c'est nous qui soulignons]. (Docherty et Giannini, 2009 : 361).

Mais le but ici n'est pas de faire une liste exhaustive de toutes les définitions qui existent dans le monde académique ou institutionnel. Plutôt, nous voulons démontrer premièrement l'ampleur, non seulement des définitions possibles, mais de la terminologie pouvant être utilisée. Deuxièmement, le fait que malgré l'existence de toutes ces définitions, aucune d'entre elles ne fait consensus. Le terme utilisé n'est donc pas banal. Surtout, comme le mentionne François Gemenne (2009), l'absence de consensus empêche tout débat d'avoir lieu. Jane McAdam va elle aussi en ce sens : « ... the fact that there is still no internationally agreed definition of what it means to be an environmental 'migrant', 'refugee' or 'displaced person' makes it difficult to systematically progress deliberations about appropriate multilateral legal and institutional responses » (2010 : 2).

1.5 Les notions qui font débat

Comme nous l'avons mentionné précédemment, quatre notions sont débattues principalement : 1) traverser une frontière est-il nécessaire ou non; 2) quels types de phénomènes environnementaux sont inclus/exclus; 3) le déplacement est-il temporaire ou permanent; 4) le déplacement est-il forcé ou volontaire.

1.5.1 Traverser une frontière

Traverser une frontière peut être évalué objectivement, dans la mesure où les frontières d'un pays ne sont pas contestées. En ce qui concerne la définition d'une personne qui quitte son milieu de vie pour des raisons liées à l'insuffisance des ressources sur son territoire, le débat se situe au niveau de l'octroi ou non du statut à une personne qui ne traverserait pas la frontière du pays où elle a la nationalité. Décider d'inclure ou non le fait de traverser une frontière est un débat qui n'est pas réglé pour le moment. Selon nous, la notion de frontière ne devrait pas être un obstacle à la définition d'un migrant environnemental, c'est-à-dire que dès qu'une personne quitte son milieu de vie et que l'environnement est au moins une des

causes de ce départ, qu'elle traverse ou non une frontière, elle migre et, en ce sens, elle a droit à une protection, d'un point de vue humanitaire à tout le moins.

1.5.2 Types de phénomènes environnementaux inclus/exclus

L'impact des changements climatiques sur les migrations est un phénomène qui inquiète de plus en plus (McAdam, 2010; Kälin, 2010; Castles, 2010). Nous le verrons plus loin (ch. 3), les scientifiques du climat ont réussi à établir l'existence des changements climatiques et leurs impacts perçus et envisagés – les activités humaines étant parmi les causes de ces dernières. Néanmoins, parmi les définitions proposées, certaines incluent uniquement les changements climatiques comme étant des phénomènes justifiant les déplacements, alors que d'autres préfèrent parler de perturbations environnementales. Plusieurs des définitions proposées mettent en exergue le fait que les phénomènes environnementaux peuvent être soudains ou graduels. Tel que mentionné par Gemenne : « On distingue généralement trois types d'impacts [des changements climatiques] susceptibles de provoquer des flux migratoires significatifs: l'intensité accrue des catastrophes naturelles, la hausse du niveau des mers et la raréfaction des ressources d'eau potable - également appelé stress hydrique » (2009 : 141). Les autres types de disruptions environnementales ne doivent pas être laissés pour compte pour autant : dès qu'une menace environnementale devient une menace à la vie d'un individu, la cause, qu'elle soit liée aux changements climatiques ou non, devient bien futile. Faire la preuve qu'un phénomène environnemental est lié aux changements climatiques ne devrait pas être un frein à l'aide envers une personne déplacée. C'est ce qui nous pousse à croire que la définition commune adoptée ne devrait pas se limiter uniquement aux changements climatiques.

1.5.3 Déplacement temporaire ou permanent

L'octroi d'un visa temporaire ou permanent peut se faire aisément, au sens où la juridiction à cet effet existe dans la plupart des États⁷. Maintenant, il est vrai que définir si un migrant temporaire est un migrant environnemental est un débat difficile à clore, même s'il nous semble évident que la migration temporaire, souvent circulaire⁸, est une forme d'adaptation. En effet, la migration temporaire permet de pallier une situation économique et sociale précaire. Dans un contexte où les services écosystémiques sont l'essentielle manière de répondre à ses besoins primaires (agriculture de subsistance arrosée par la pluie, par exemple), il est inconcevable de penser les problèmes environnementaux en dehors des problèmes économiques, politiques et culturels (Gemenne, 2009 ; Castles, 2010). Migrer de façon temporaire et/ou circulaire est donc une façon de s'adapter à une situation environnementale en dégradation, en allégeant le fardeau des personnes qui restent : en leur fournissant des moyens financiers pour atténuer les difficultés, tout en diminuant la pression démographique sur le territoire en question (Gemenne, 2009).

1.5.4 Déplacement forcé ou volontaire

Nous sommes tentés d'analyser un peu plus en profondeur la question du départ volontaire versus le départ forcé (ou involontaire). Tout comme la notion de migration temporaire ou permanente, le déplacement volontaire ou forcé a de forts liens avec la notion d'adaptation. C'est aussi un élément difficile à évaluer de façon objective.

Dans le cas des départs ayant pour cause l'environnement ou le climat, la ligne qui sépare un départ volontaire d'un départ forcé ou involontaire est très mince sinon inexistante, dans tous les cas elle est très subjective. Comment évaluer le moment où la dégradation de

⁷ La question éthique concernant le refus d'un visa, de même que le principe de non-refoulement, sont effectivement des aspects essentiels, mais nous n'en traiterons pas ici, car cela dépasserait le cadre dans lequel s'inscrit ce mémoire.

⁸ La migration circulaire est une migration temporaire où le migrant quitte quelque temps (en jours, mois ou années), revient dans son milieu de vie initial, et quitte encore quelque temps. Cela crée un cercle de déplacement.

l'environnement est « suffisante » pour permettre de partir? À quel moment peut-on juger que le départ est « forcé »? Comme le mentionne McAdam :

As the refugee literature shows, it cannot always be anticipated when people will move in response to triggers like war or persecution. Some people flee instantly, some move later on, while others never move. The line between movement that is 'voluntary' and 'forced' is also very blurred, and people's decisions will involve a delicate mix of both elements in different proportions (2010 : 2).

Certains seront tentés de croire qu'un départ planifié est automatiquement un départ volontaire. Mais est-ce vraiment et nécessairement le cas? Anticiper un désastre (par exemple dans les cas de changements environnementaux lents et graduels comme la désertification) et décider d'y remédier avant qu'il ne soit trop tard en quittant son milieu de vie, est-ce vraiment un départ volontaire? Dresser la ligne entre un départ volontaire ou forcé n'est pas toujours évident (Laczko et Aghazarm, 2009). Les changements climatiques amènent à des situations qui rendent la distinction entre migrations volontaire et forcée désuète. Ainsi, des personnes qui décident de migrer d'un environnement qui se dégrade lentement peut être mésinterprété comme étant des migrants économiques alors qu'à la base c'est la situation environnementale qui dégrade lentement ses conditions de vie (Warner *et al.*, 2008). C'est d'ailleurs une des questions qui a motivé notre réflexion pour notre étude de cas. Par ailleurs, Walter Kälin apporte un point de vue très intéressant à ce sujet. Plutôt que de nous demander quelles sont les motivations qui ont poussé une personne à quitter son milieu de vie, nous devrions plutôt nous demander s'il serait prudent pour cette même personne d'y retourner :

...the point of departure should not be the subjective motives of individuals or communities behind their decision to move, but rather whether, in light of the prevailing circumstances and the particular vulnerabilities of those concerned, it would be unreasonable, and thus inappropriate, to require them to return to their country of origin. ...this test, like the one to determine refugee status, emphasises the prognosis - whether it would be safe to return (2010 : 97).

La vulnérabilité est donc un facteur très important de la migration environnementale. Car sans moyens pour s'adapter sur place, devant une situation géographique et biophysique vulnérable, une personne serait plus susceptible de migrer, devant ainsi la forme d'adaptation la plus appropriée dans le contexte. La question de la vulnérabilité et de la migration comme conséquence de cette vulnérabilité sera développée dans le chapitre suivant.

Ce ne serait donc plus une question de départ volontaire ou forcé, mais plutôt une question de survie dans des conditions de vie décente qui permettent l'épanouissement personnel. Certains chercheurs proposent de voir le départ volontaire ou forcé comme un continuum, où la réalité se trouve quelque part sur une ligne imaginaire, car peu de décisions sont si bien tranchées entre complètement volontaires et complètement forcées (Hugo, 1996 cité dans Laczko et Aghazarm, 2009).

Comme nous allons en discuter au chapitre suivant, nous sommes d'avis que lorsqu'une personne n'arrive plus à nourrir adéquatement elle-même et sa famille, quitter son milieu de vie, avant d'en arriver à une catastrophe telle que la famine, est légitime. Quitter donc, pour aller gagner son pain ailleurs, sur une base qu'on pourrait qualifier autant de volontaire que de forcée – le départ pouvant se faire avec joie ou avec peine, anticipant ou en réaction à une catastrophe – est justifié, puisque la qualité de vie, éventuellement la vie elle-même, est menacée.

Face à toutes ces notions débattues, on peut se demander si les migrants environnementaux seront un jour encadrés par la communauté internationale. Cela démontre que les changements climatiques présentent des défis multiples : défis d'adaptation, défis humanitaires, défis de sécurité (Castles, 2002). L'étude de cas qui est le point central de ce mémoire est en fait un exemple d'une communauté aux prises avec des problématiques de dégradation des sols et qui doit trouver les moyens pour s'y adapter. Humblement, nous espérons que ce genre de travaux sur le terrain amènera les décideurs à comprendre sous un autre angle la problématique des déplacements causés par l'environnement, et que les réponses institutionnelles et juridiques, qu'elles soient internationales, régionales ou locales, pourront en être bonifiées et mieux adaptées à la réalité *in situ*.

1.6 La définition utilisée pour ce mémoire

Au final, peu importe la façon dont on peut – ou veut – qualifier les personnes se déplaçant pour des causes liées à leur environnement naturel; ces personnes existent bel et bien. Mais d'ici à ce que parvienne un accord chez la communauté internationale, quel nom leur donner afin de rester suffisamment englobant pour n'oublier personne au passage? Le droit

international fait une distinction entre « réfugié », « migrant » et « déplacé ». Des définitions juridiques claires existent pour différencier les trois. Nous croyons tout de même qu'une personne peut migrer tout en restant à l'intérieur des frontières de son propre pays et être réfugiée pour causes autres que celles énumérées dans la Convention sur le statut de réfugié. Comme le prouvent le Protocole additionnel de 1967, la Convention de l'OUA et la Déclaration de Carthagène, une définition peut toujours être retravaillée, améliorée, précisée, bref, changée. Pour des soucis de précision et en vue de faire des plaidoyers devant les instances internationales, il est important de faire une différenciation juridique des termes existants. Pour autant, nous ne condamnons pas l'utilisation des termes « réfugiés climatiques » ou « réfugiés de l'environnement » ou de tout autre terme qui permettrait aux gens d'exprimer la façon dont ils comprennent et conçoivent les déplacements de populations pour causes environnementales ou climatiques⁹. C'est d'ailleurs le terme de « réfugié climatique » qui a permis d'obtenir une certaine attention du public en général sur le phénomène (Laczko et Aghazarm, 2009). Pour ce mémoire, nous utiliserons plutôt le terme « migrations environnementales » tel qu'il a été défini par l'OIM car nous croyons que c'est la définition la plus inclusive de toutes celles proposées, en plus d'avoir un rayonnement certain, compte tenu de la tribune qu'exerce l'OIM sur la scène diplomatique internationale.

1.7 Conclusion

Malgré l'absence de consensus sur le terme à utiliser, il reste que des communautés vivent ce phénomène et doivent se déplacer pour simplement survivre. Ce mémoire de maîtrise a donc pour but d'exposer le cas d'une de ces communautés, afin de mettre de l'avant une réalité qui va au-delà des discussions théoriques et diplomatiques. Malgré tout, nous croyons qu'il importe peu de connaître les raisons qui mènent à l'augmentation du niveau de la mer ou à la dégradation des sols menant à la désertification – qu'elles soient liées aux changements climatiques ou non. Si ces phénomènes sont observés, ils sont réels et ont des conséquences

⁹ Nous aurions pu aussi développer sur la question des apatrides, qui jouissent d'une Convention propre : la Convention relative au statut des apatrides. Celle-ci ne s'applique que si le pays disparaît géographiquement et non institutionnellement (si les Nations Unies prennent le relais) (voir art. 1.2 i). Ce sont donc surtout les pays menacés par l'élévation du niveau de la mer qui peuvent être concernés par cette Convention. Cela pose énormément de questions relatives à la culture du pays disparu et au transfert de ses ressortissants. Nous n'irons donc pas en profondeur vers cette voie qui pourrait en soi être le sujet d'un mémoire.

sur la vie des communautés vivant ces bouleversements. L'adaptation, dans des sociétés où les technologies pour l'adaptation et les ressources financières sont peu accessibles, peut aussi être la migration (McLeman et Smit, 2006; Gemenne, 2009). Nous préciserons ce sujet aux chapitres suivants.

La dégradation des sols menant à la désertification est un phénomène vécu par la population sahéenne, notamment au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest. Les données dans la région sahéenne s'accumulent peu à peu, mais elles restent encore peu nombreuses. Concernant les migrations dues à ce phénomène, peu de données récentes existent même si l'on reconnaît la problématique de la désertification et de la vulnérabilité des populations sahéennes (GIEC, 2007; Gemenne 2009). Notre étude de cas s'inscrit donc dans une dynamique visant à augmenter la connaissance terrain liée au phénomène des migrations environnementales.

CHAPITRE II

CADRE CONCEPTUEL

Le monde n'est pas « self-evident », il ne se donne pas à voir immédiatement, tel qu'il est, même aux yeux de ceux qui jouissent d'une bonne vue. – Jean Ziegler (2011)

2.1 Introduction

Nous avons consacré un chapitre au concept de migrant environnemental et nous avons pu constater que la communauté internationale ne s'est pas encore entendue sur le sujet. Nous avons expliqué brièvement les raisons pour lesquelles le consensus ne peut être atteint pour le moment. Les notions qui font débat (frontières, départ forcé vs volontaire, temporaire vs permanent et types de phénomènes environnementaux) sont teintées de concepts qui doivent, à leur tour, être explicités. Une définition commune est à la base de ce qui pourra ensuite mener à une action collective en faveur des personnes aux prises avec des défis environnementaux qui mènent à une adaptation par l'entremise de la migration. Les concepts de sécurité humaine, de vulnérabilité et d'adaptation viennent nourrir le concept de migration environnementale – ils permettent de mieux en comprendre le phénomène.

Trop souvent encore des affirmations alarmistes viennent entretenir l'idée d'une marée humaine venant s'établir dans les pays développés, alors que la réalité est toute autre (Peyraut, 2011; Oliver-Smith et Shen, 2009). C'est cette réalité dont nous devons, en tant que chercheur, rendre compte. C'est aussi pour cette raison que les études de cas, à cette étape-ci de la construction de la connaissance, sont essentielles. Voilà la réflexion de base qui a mené à effectuer une étude de cas sur le terrain. Au niveau micro (étude de cas), nous abordons la problématique selon une approche basée sur les concepts de vulnérabilité et d'adaptation. En effet, une des façons d'approcher la relation climat-migration est en utilisant le concept de

vulnérabilité (McLeman et Smit, 2006). De plus, vulnérabilité et adaptation vont de pair (Kelly et Adger, 2000; Magnan, 2010) – nous l’expliquerons dans ce chapitre. En ayant un cadre d’analyse bien établi, il sera ensuite possible de passer au niveau macro, soit la gouvernance internationale, car nous comprendrons mieux les origines. La sécurité humaine est le concept qui vient rallier les conditions socio-économiques vécues par les individus à une protection des droits de la personne à l’échelle internationale.

Dans ce chapitre nous commencerons par exposer les questions à la base de notre recherche. Nous définirons ensuite les concepts qui composent le cadre de cette recherche : sécurité humaine, vulnérabilité et adaptation. Nous terminerons en exposant la démarche méthodologique utilisée pour effectuer l’étude de cas.

2.2 Questions de recherche

La question générale de notre recherche a déjà été exposée au chapitre précédent : à l’heure actuelle, en regard du droit international, quel est le terme à utiliser pour définir les personnes se déplaçant de leur milieu de vie vers un autre pour des raisons liées à leur environnement? C’est le contexte de notre recherche. Les questions spécifiques se divisent en trois catégories :

1. Comment faire la distinction entre un migrant économique et un migrant environnemental?

Pour répondre à cette question, nous allons démontrer que les besoins financiers peuvent être liés aux phénomènes environnementaux, par exemple pour ceux qui vivent d’agriculture de subsistance. La sécurité humaine est un concept qui aide à faire le lien entre économie et environnement.

2. Quels sont les facteurs de vulnérabilité qui deviennent un frein au respect des droits fondamentaux?

Pour répondre à cette question, nous allons définir le concept de vulnérabilité et les facteurs permettant d’identifier cette dernière.

3. Comment les personnes affectées par de potentiels déclencheurs de migration perçoivent-elles leur environnement et les risques auxquels elles font face? Cela affecte-t-il leur capacité d'adaptation? Quels mécanismes sont mis en place pour s'adapter? Est-ce que le déplacement est une option à leurs yeux?

Pour répondre à cette question, nous sommes allés sur le terrain et avons posé des questions en prenant en compte les facteurs de vulnérabilité identifiés précédemment.

2.3 Le concept de sécurité humaine dans les relations internationales

Le concept de la sécurité humaine est un concept de relations internationales axé sur les droits fondamentaux (civils, politiques, sociaux, économiques et culturels). C'est un point de départ à la réflexion, qui permettra ensuite d'identifier les enjeux de phénomènes complexes telle la migration environnementale. La sécurité humaine n'est pas une panacée, mais un guide. On utilise le terme « sécurité humaine », mais ce dernier est plus facile à appréhender en sachant qu'il est basé sur les droits de la personne et leur respect (Buzan et Hansen, 2009; Commission sur la sécurité humaine, 2003). Le Rapport de la Commission sur la sécurité humaine définit le concept ainsi : « protéger le noyau vital de toutes les vies humaines, d'une façon qui améliore l'exercice des libertés et facilite l'épanouissement humain » (2003 : 17).

Les théories classiques de la sécurité qui ont dominé le champ des relations internationales jusqu'à la fin de la guerre froide étaient tournées vers la sécurité étatique, où l'État répond de la sécurité pour sa nation, principalement grâce à sa force militaire (Renaud *et al.*, 2007). Le concept de sécurité humaine vient recentrer le débat autour de l'individu, de l'humain, et affirme que l'État peut aussi être une menace à l'individu – pas uniquement le garant de sa protection (Commission sur la sécurité humaine, 2003). Sans entrer dans les détails du cheminement qui mena jusqu'à l'apparition officielle du concept de sécurité humaine – car cela pourrait faire l'objet d'un mémoire en soi – nous trouvons essentiel de mentionner que l'apparition et la popularisation de ce dernier – ainsi que d'autres théories critiques de la sécurité – ont permis de développer une façon de penser les conflits détournée de l'acteur étatique uniquement (Macleod, Dufault et Dufour, 2002). À la fin de la guerre froide au début des années 1990, la communauté internationale a pu se projeter hors de l'idée de relations internationales bipolaires (deux pouvoirs régissant le domaine international) et développer

l'idée que l'État ne devait peut-être pas être l'acteur central des relations internationales (Basty, 2008 ; Gros, Castillo et Garapon, 2008). Non seulement l'État pouvait être une menace pour sa population, mais d'autres facteurs pouvaient aussi contribuer au mal-être de cette dernière, que ce soit des problématiques environnementales, des conflits interethniques ou des conflits se rapportant à la distribution ou à l'accès aux ressources, par exemple (Macleod, Dufault et Dufour, 2002). Nous avons vu que l'émergence d'un droit international humanitaire pose la question à savoir si le principe de non-ingérence ne pourrait pas parfois laisser place au principe d'intervention à visée humanitaire (cf. ch. 1). L'approche de sécurité humaine va en ce sens; elle complète le concept de sécurité étatique (Commission sur la sécurité humaine, 2003). La primauté de l'État est remise en question.

L'approche humanitaire véhiculée par le concept de la sécurité humaine est centrale pour aborder la complexité des défis posés par les changements climatiques :

Human security is closely linked to the development of human capabilities in the face of change and uncertainty. Individuals and communities faced with both rapid change and increasing uncertainty are challenged to respond to climate change in new ways that protect their social, environmental, and human rights, and that empower them to respond through both mitigation and adaptation. Surprisingly, the issue of climate change has been widely discussed and debated among scientists and policymakers as an environmental issue, rather than as human security issue. (O'Brien et Leichenko, 2007 : 1).

D'un point de vue anthropocentrique, aborder la question des changements climatiques comme une problématique de sécurité humaine est essentiel puisque ces changements viennent ébranler l'existence de l'humanité. La protection de l'environnement est au cœur de la sécurité humaine, car sans accès aux ressources, la vie humaine est impossible. Les droits de la personne et les enjeux environnementaux sont deux côtés d'une même médaille, que ce soit en regard de l'accès à l'eau potable, l'utilisation de l'énergie (chauffage) ou la résilience au climat (Burlison, 2010). « La pauvreté, l'injustice, la dégradation de l'environnement et les conflits réagissent les uns sur les autres d'une manière complexe et active » (CMED, 1989 : 348). S'il n'est pas possible de se nourrir convenablement, par exemple, la sécurité de l'individu ne peut être atteinte

complètement : « The importance of emphasising *human* security is that it suggests cognate areas of policy and discourse, such as environmental justice and human rights, which serve to broaden our understanding of environmental concerns » (Page et Redclift, 2002 : 10).

Plus qu'uniquement être à l'abri du besoin et de la peur, la notion d'émancipation est centrale au concept de sécurité humaine (Commission sur la sécurité humaine, 2003). Ken Booth, théoricien des relations internationales, explique qu'en théorie, être émancipé, c'est être en sécurité. Il définit l'émancipation ainsi : « Emancipation is the freeing of people (as individuals or groups) from those physical and human constraints which stop them carrying out what they would freely choose to do » (cité dans Viau, 1999 : 82). Cela signifie qu'il faut avoir les moyens de s'épanouir, de participer à l'amélioration de ses conditions de vie, de reconnaître les problématiques auxquelles nous faisons face et d'être outillé pour y remédier afin d'être capable de faire des choix concernant nos vies en toute connaissance de cause (Lonergan, Langeweg et Hilderink, 2002; Commission sur la sécurité humaine, 2003). Cette sécurité doit émaner des peuples eux-mêmes, et non d'une force externe qui viendrait imposer une façon de faire les choses. C'est pourquoi les moyens pour devenir émancipé peuvent être de plusieurs ordres. Mais les outils pour y parvenir s'articulent surtout autour de l'éducation, la santé, l'accès aux ressources, la participation à la vie citoyenne, et un milieu de vie propice aux échanges (Basty, 2008 ; Commission sur la sécurité humaine, 2003).

La sécurité humaine attire l'attention sur des problématiques particulières qui nuisent au bien-être et à l'intégrité physique des individus : la faim, l'accès à de l'eau salubre, les questions démographiques, la dégradation des ressources environnementales (Commission sur la sécurité humaine, 2003). Ces problématiques s'inscrivent dans des champs de réflexions qui ont été développées au sein de la communauté scientifique. La sécurité alimentaire et l'idée de « sustainable livelihoods » (ou moyens de subsistance) abordent des problématiques spécifiques qui sont aussi parties intégrantes de la sécurité humaine. Nous croyons important de bien comprendre ces thématiques spécifiques, car elles sont particulièrement importantes pour le contexte qui nous intéresse dans l'analyse de notre étude de cas.

2.3.1 Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est définie ainsi par le GIEC :

Situation dans laquelle des personnes ont un accès assuré à une nourriture saine et nutritive en quantités suffisantes pour leur garantir une croissance normale et une vie saine et active. L'insécurité alimentaire peut résulter d'un manque de nourriture, d'un pouvoir d'achat insuffisant, de problèmes de distribution ou d'une mauvaise utilisation des aliments dans les ménages (2007 : 87).

La sécurité alimentaire est partie intégrante de la sécurité humaine; on peut même dire qu'elle en recèle tous les aspects: l'économie, les relations sociales, le développement communautaire, la structure des pouvoirs politiques et l'environnement. La sécurité alimentaire est en fait un concept complexe qui englobe toutes les sphères de la vie d'un individu (Sage, 2002). Comme on peut le comprendre par sa définition, elle ne concerne pas uniquement les périodes de famines. L'insécurité provenant de la non-assurance d'avoir suffisamment de quoi se nourrir, se répétant année après année, fait partie de l'insécurité – ou vulnérabilité – alimentaire. Il en est de même de la non-diversification alimentaire qui peut mener à des carences graves et la mauvaise distribution des denrées qui peut exister tant à l'échelle locale qu'internationale.

Il ne suffit pas d'avoir quelque chose à se mettre sous la dent pour être en sécurité alimentaire, encore faut-il que la nourriture ait les propriétés nutritionnelles suffisantes pour permettre d'avoir une vie saine et active (FAO, 2008). C'est ce qui permet d'avoir suffisamment d'énergie pour pouvoir vaquer à ses activités quotidiennes. Être bien nourri est une condition sine qua non pour s'épanouir et ainsi arriver à couvrir les autres aspects de la sécurité humaine (éducation, choix de vie, participation citoyenne, travail, etc.). La connaissance des propriétés nutritionnelles des aliments est primordiale à la réalisation de la sécurité alimentaire. L'éducation alimentaire est donc essentielle.

2.3.2 « Sustainable livelihoods » (ou moyens de subsistance)

Il n'y a pas de traduction française qui permette de parfaitement rendre compte de ce que signifie « sustainable livelihoods ». On utilise surtout ces termes: « moyens de subsistance », « système d'activités », « système de subsistance ». Cela inclut toutes les sphères de la vie et leurs interactions, leur complexité, que ce soit dans la sphère agricole, institutionnelle, sociale, ou autre. Nous incluons les moyens de subsistance comme faisant partie de la sécurité humaine, car un système de subsistance durable est une des façons d'atteindre un état de sécurité humaine (et alimentaire de ce fait) : « ...building sustainable livelihood security is a way of ensuring human security in all its manifold dimensions » (Sage, 2002 : 144). Les moyens de subsistance incluent toutes les activités permettant l'existence, tout simplement. Ils sont partie intégrante de la sécurité humaine, car ils permettent de se rendre compte de la façon dont les personnes vivent leur quotidien et perçoivent cette façon de vivre.

A livelihood comprises people, their capabilities and their means of living, including food, income and assets. Tangible assets are resources and stores, and intangible assets are claims and access. A livelihood is environmentally sustainable when it maintains or enhances the local and global assets on which livelihoods depend, and has net beneficial effects on other livelihoods. A livelihood is socially sustainable which can cope with and recover from stress and shocks, and provide for future generations. (Chambers and Conway, 1991 : 1).

Il est important de comprendre que, même dans une société vivant essentiellement d'agriculture de subsistance, les conditions biophysiques du territoire ne sont pas les seuls facteurs de prise de décision au quotidien. Les facteurs sociaux, économiques, culturels, politiques, psychologiques, sont tout aussi importants dans le choix d'adopter telle ou telle façon de cultiver la terre ou d'autres moyens pour subvenir à ses besoins (Daane, 2012).

Il est urgent de recentrer le débat autour de l'humain et de son environnement, notamment en ce qui a trait à la question des migrations environnementales. Problématique mondiale, cela amène forcément au constat de l'artificialité des frontières. Nous devons penser le phénomène autrement, en dehors de la notion de sécurité étatique : « Le patrimoine commun de l'humanité ne saurait être géré à partir d'un centre national, quel qu'il soit [...] » (CMED, 1989 : 360). Le concept de sécurité humaine vient nous rappeler que le contexte socio-

économique d'une population donnée peut être plus important que le choc climatique en soi. Cela ne signifie pas que les changements environnementaux ne sont pas en cause en ce qui concerne la migration ou les problématiques d'insécurité humaine. Au contraire, les changements climatiques vont venir exacerber des vulnérabilités déjà existantes.

2.4 Le concept de vulnérabilité

Nous soutenons que, bien qu'étant perçues pour des raisons économiques à la base (besoin d'argent pour acheter la nourriture, cuisiner, construire sa demeure, etc.), les problématiques environnementales peuvent être sous-jacentes aux phénomènes migratoires (CMED, 1989). La vulnérabilité liée aux changements climatiques et aux droits de la personne peut mener à la migration.

Il y a de multiples compréhensions du concept de vulnérabilité, autant dans les sciences sociales que dans les sciences naturelles; la vulnérabilité n'a pas de définition universelle (Downing *et. al*, 2003). Il est donc important de bien expliquer notre compréhension du concept dans le cadre de ce mémoire. La définition la plus communément acceptée de vulnérabilité dans le domaine des changements climatiques est celle proposée par le GIEC (Magnan, 2010). C'est aussi celle à laquelle nous adhérons. La vulnérabilité liée aux changements climatiques est fonction de l'exposition, de la sensibilité et de la capacité d'adaptation. La définition précise que donne le GIEC se lit comme suit :

Mesure dans laquelle un système est sensible – ou incapable de faire face – aux effets défavorables des changements climatiques, y compris la variabilité du climat et les phénomènes extrêmes. La vulnérabilité est fonction de la nature, de l'ampleur et du rythme de l'évolution et de la variation du climat à laquelle le système considéré est exposé, de la sensibilité de ce système et de sa capacité d'adaptation (2007 : 89).

2.4.1 Première composante : l'exposition

L'exposition peut se résumer au contexte géographique de l'endroit étudié. Comme le mentionnent Kelly et Adger (2000), cela situe le contexte de l'étude. Dans le cas qui nous intéresse, nous nous référerons au chapitre suivant pour comprendre la partie « exposition »

de la définition de vulnérabilité pour le Burkina Faso en général. Nous aborderons aussi cet aspect pour la région précise faisant l'objet de l'étude de cas dans le chapitre réservé à notre analyse.

Le Sahel en général est situé dans une zone exposée à des phénomènes climatiques particuliers : « The Sahelian countries are particularly vulnerable because not only do they almost all belong to the LDC [least developed countries] group [...] but also their geographic location just at the southern age of the Sahara desert exposes them to particularly harsh climatic conditions » (Kandji, Verchot et Mackensen, 2006 : 1).

2.4.2 Deuxième composante : la sensibilité

La sensibilité est définie ainsi par le GIEC :

Degré auquel un système est influencé, positivement ou négativement, par la variabilité du climat ou les changements climatiques. Les effets peuvent être directs (par exemple la modification des rendements agricoles due à un changement de la valeur moyenne, de l'amplitude ou de la variabilité de la température) ou indirects (par exemple les dommages causés par une augmentation de fréquence des inondations côtières en raison d'une élévation du niveau de la mer). Cette notion de sensibilité ne doit pas être confondue avec celle de sensibilité du climat, qui fait l'objet d'une définition distincte. (2007 : 87).

La sensibilité concerne tant les systèmes biophysiques que socio-économiques, selon ses effets sur un système. Au niveau biophysique, notons par exemple que certaines régions géographiques sont plus sensibles et rendent les populations y vivant plus vulnérables : « People who live on arid or semi-arid lands, in low-lying coastal areas, in water-limited or flood-prone areas, or on small islands are particularly vulnerable to climate change » (Watson, Zinyoera et Moss. 1996 : 24 cité dans Olmos 2001 : 8). La sensibilité peut être en partie fonction du niveau de développement (GIEC, 2007). Le GIEC conclut dans son Rapport de synthèse qu'on peut diminuer la sensibilité aux changements climatiques par l'adaptation (2007). Par exemple, la population haïtienne a été plus durement touchée par le tremblement de terre en 2010 que l'ont été les Japonais lors du phénomène similaire en 2011. Plusieurs facteurs socio-économiques peuvent expliquer ce fait. Par exemple, la société japonaise, issue d'un pays développé et habitué aux séismes, avait adapté ses infrastructures en conséquence. Cette explication est avancée par Annick Foucrier – en prenant en exemple

le cas de la Californie (1997). Nous développerons le concept d'adaptation plus loin dans ce chapitre.

2.4.3 Troisième composante : la capacité d'adaptation

La capacité de s'adapter signifie la capacité d'anticiper, de surmonter, de résister et de se relever de l'impact d'un phénomène naturel (Wisner *et al.*, 2003). S'il est possible de faire une association entre sensibilité et développement, la capacité d'adaptation est, pour sa part, sans aucun doute liée au développement : « La capacité d'adaptation [est] intimement liée au développement socioéconomique, [et] est inégalement répartie entre les sociétés et au sein de ces dernières » (GIEC, 2007 : 14). Certains pays en développement seraient donc plus vulnérables aux changements climatiques, compte tenu de leur exposition à la menace, le haut niveau de sensibilité face à cette exposition, et leur faible capacité d'adaptation. Pour ces raisons, l'Afrique serait d'ailleurs l'un des continents les plus vulnérables (GIEC, 2007). Au sein des sociétés, la capacité d'adaptation est elle aussi répartie de façon inégale. Ceci sous-tend, et est affirmé par d'autres auteurs comme Kelly et Adger, que la pauvreté a un lien direct avec l'accès aux ressources – et donc avec la capacité d'adaptation (2000). Ces auteurs se réfèrent aussi à Reardon et Taylor (1996) en affirmant : « There are strong links between inequality and a lack of diversification of income sources as well as with poverty, placing further constraints on response options » (Kelly et Adger, 2000 : 330). Ce qui signifie que des personnes ou groupes de personnes peuvent être plus sensibles devant un phénomène climatique similaire, selon leur situation socio-économique et les options qui leur sont offertes afin de contrer les effets négatifs. Par exemple, les personnes considérées comme plus vulnérables en raison de leur situation économique, la couleur de leur peau, leur sexe ou leur mauvaise santé ont été plus touchées (plus sensibles) par les impacts de l'ouragan Katrina que les autres catégories de la population elles aussi affectées par cette dernière (Gemenne, 2010). Füssel et Klein abondent dans le même sens : « Cross-scale comparisons of vulnerability have revealed that even if the overall vulnerability of a country to climate change is low, certain subgroups of the population may still be strongly affected » (2006 : 317).

2.4.4 Vulnérabilité comme résultante, élément intermédiaire ou point de départ de l'analyse

La vulnérabilité peut être la résultante, un élément intermédiaire¹⁰ ou le point de départ de l'analyse (Füssel et Klein, 2006 ; Kelly et Adger, 2000). La vulnérabilité en tant que résultante de l'analyse signifie que c'est la sensibilité du système, suite aux changements climatiques et aux mesures d'adaptation engagées, qui va déterminer la vulnérabilité de la population ciblée. L'analyse peut aussi être intermédiaire – ou centrale – c'est-à-dire que l'espace de vulnérabilité consiste autant en l'exposition à un stresser, la capacité de s'adapter à ce stress, les conséquences qui s'ensuivent et les risques d'une lente récupération. Pour nous, le concept de vulnérabilité est un point de départ, c'est-à-dire que nous débutons par identifier les sensibilités du système étudié – tant biophysiques que socioéconomiques – ce qui va déterminer la capacité d'adaptation. Le contexte est donc essentiel; il faut identifier les sensibilités qui peuvent limiter la capacité de réponse face à un stresser ou une crise. L'évaluation de la vulnérabilité, dans ce cas, ne dépend pas de prédictions sur les comportements d'adaptation (Kelly et Adger, 2000). Plutôt, elle expliquera les comportements, permettant ainsi de mieux les comprendre et de trouver des solutions adaptées au contexte : « ...a 'contextual' approach, focuses on the context and underlying social, economic, political, institutional, technological, cultural, and environmental conditions that influence exposure, sensitivity, and adaptive capacity » (O'Brien et Wolf, 2010 : 236). Les solutions proviendront de la base.

2.4.5 Vulnérabilité individuelle ou collective

Aussi, il est important de faire la distinction entre la vulnérabilité individuelle et la vulnérabilité collective (Kelly et Adger, 2000). Nous avons déjà mentionné que les vulnérabilités ne seront pas les mêmes au sein des différents groupes sociaux d'une même population géographique. Il faut bien identifier le ou les groupe(s) qui font partie de l'analyse, puisque la vulnérabilité dans un même contexte géographique et politique peut différer d'un groupe à un autre.

¹⁰ Füssel et Klein (2006) utilisent le terme *intermediary* (intermédiaire) alors que Kelly et Adger (2000) utilisent le terme plus précis de *overarching or focal* (englobant ou central).

2.4.6 Facteurs de vulnérabilité

La définition du GIEC est englobante et obtient un consensus auprès des scientifiques des différents horizons qui travaillent sur le sujet des changements climatiques. Néanmoins, en utilisant cette définition, on peut identifier des facteurs de mesures différents, au niveau de l'échelle étudiée et des domaines analysés, qui amèneront à des résultats et compréhensions différents même si le sujet de départ est identique. Les différentes compréhensions du concept se distingueront selon les facteurs de vulnérabilité qu'ils vont prioriser : socioéconomiques et/ou biophysiques, à plus petite et/ou plus grande échelle (Füssel, 2007).

Table 1
Examples for each of the four categories of vulnerability factors classified according to the dimensions sphere and knowledge domain

Sphere	Domain	
	Socioeconomic	Biophysical
Internal	Household income, social networks, access to information	Topography, environmental conditions, land cover
External	National policies, international aid, economic globalization	Severe storms, earthquakes, sea-level change

Figure 2.1 Exemples, pour chacune des quatre catégories, de facteurs de vulnérabilité, classifiés selon l'échelle étudiée et les domaines analysés. (Füssel, 2007 : 158)

La vulnérabilité observée dépendra desquels de ces facteurs seront pris en compte. Füssel (2007) donne un exemple pour illustrer ce fait. Il pose la question : laquelle des deux régions est la plus vulnérable, la Floride ou le Tibet? La réponse va dépendre des facteurs qui seront privilégiés. Si on parle des conditions socio-économiques, le Tibet est plus vulnérable, mais si on parle des conditions biophysiques, la Floride est plus vulnérable. Si on inclut tant les facteurs biophysiques que socio-économiques, la réponse sera nuancée et on considérera les deux régions vulnérables, à des degrés différents. De même, comme nous l'avons mentionné précédemment, certaines catégories d'une population sont plus vulnérables que d'autres. On peut décider de prendre en compte ou non ces catégories dans notre analyse.

Pour notre part, nous croyons que tous ces facteurs de vulnérabilités sont importants à prendre en compte dans l'équation. C'est pour cette raison que nous avons consacré un chapitre complet au contexte dans lequel évolue le Burkina Faso en général. Mais dans notre étude de cas, nous nous concentrons sur les facteurs socio-économiques d'une communauté locale c'est-à-dire la vulnérabilité sociale. Les facteurs socio-économiques – incluant les institutions¹¹ présentes sur place – auront une incidence sur la vulnérabilité.

Pour notre analyse, nous nous inspirons des facteurs de vulnérabilités présentés par Magnan, regroupé en 5 grands thèmes :

Tableau 2.1
Facteurs de vulnérabilité

Facteurs de vulnérabilité	Socioéconomiques	Biophysiques	Internes	Externes
Sensibilité environnementale/ Type de végétation		X	X	
Niveau de développement général	X			X
Structure politico-institutionnelle du village étudié	X		X	
Cohésion sociale du village étudié	X		X	
Diversification des activités économiques/de subsistance du village étudié	X		X	

Tableau inspiré de Füssel (2007) et Magnan (2009)

En plus des facteurs de vulnérabilités énumérés précédemment et que nous avons utilisés comme base pour définir les données à collecter, notre étude de cas s'est intéressée à la vulnérabilité sociale, soit la perception d'une personne face à son environnement et ses

¹¹ Par « institutions », nous incluons aussi les normes culturelles et les « règles du jeu », pas seulement les institutions politiques officielles (Kelly et Adger, 2000).

capacités d'adaptation : « ...the environment is itself socially constructed, and its resources as well as its hazards, are always experienced through people's social, cultural, economic and political beliefs and behaviors » (Oliver-Smith et Shen, 2009 : 10). Cette vulnérabilité ressentie, soit la perception qu'ont les villageois de leur environnement, révèle la conscience qu'ils ont des risques auxquels ils font face. Dans ce sens, le contexte social et économique d'une population d'un milieu donné peut être plus important que les changements climatiques en tant que tels, et avoir des conséquences sur le respect et la réalisation des droits fondamentaux (Fraser *et al.*, 2011).

2.5 Adaptation

Dans le contexte de la présente étude, nous privilégions l'adaptation à l'atténuation (ou mitigation) pour diverses raisons. Premièrement, il existe un consensus selon lequel même si toutes les mesures d'atténuation possibles étaient mises en place aujourd'hui et réduisaient les émissions de GES en deçà des objectifs fixés par le protocole de Kyoto¹², les changements climatiques auraient tout de même lieu à un certain niveau. Dans les prédictions les plus conservatrices, le réchauffement planétaire s'élèverait à près de 2° Celsius d'ici 2090-2099 par rapport à 1980-1999 (GIEC, 2007). Ses impacts se feront donc inévitablement ressentir (GIEC, 2007). Sans minimiser l'importance de l'atténuation malgré les impacts inévitables – les objectifs établis visant à réduire les émissions de GES dans l'atmosphère doivent être atteints afin de ne pas dépasser un seuil de réchauffement critique pour l'espèce humaine et l'ensemble des écosystèmes à diverses échelles – celle-ci doit être mise en œuvre aux côtés des mesures d'adaptation : « L'adaptation peut réduire la sensibilité aux changements climatiques, tandis que l'atténuation peut réduire le degré d'exposition à ces changements (à leur rythme comme à leur étendue) » (GIEC, 2007 : 64). Un consensus existe voulant que les mesures d'atténuation doivent être entreprises par les pays présentant de fortes émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, précisément ceux y ayant contribué de manière

¹² Le protocole de Kyoto est un document élaboré par la CCNUCC. En 1995 lors de la première Conférence des Parties à Berlin, les membres s'entendirent qu'ils devaient prendre des engagements plus solides que ceux retrouvés dans la CCNUCC. C'est ce qu'on appelle le « Mandat de Berlin ». En 1997 lors de la troisième Conférence des Parties à Kyoto, au Japon, le protocole fut adopté et ouvert à signatures aux membres de la CCNUCC, dans l'objectif de réduire les émissions de GES (atténuation) (United Nations Framework Convention on Climate Change, 2013).

historique¹³. Dans le cas qui nous intéresse, le Burkina Faso se trouve à être un pays où les émissions de GES sont très faibles¹⁴. Se concentrer sur l'adaptation est beaucoup plus cohérent. Il faut donner aux populations tous les outils nécessaires pour faire face aux impacts des changements climatiques qu'ils subiront, d'autant plus que le pays se retrouve dans une zone géographique sensible aux impacts des changements climatiques (GIEC, 2007; Watson, Zinyoera et Moss, 1996 : 24 cité dans Olmos, 2001).

Tout comme pour la vulnérabilité, il existe une multitude de définitions de ce qu'est l'adaptation (voir Smit *et al.*, 2000). Tout comme pour la vulnérabilité, nous privilégions la définition utilisée par le GIEC, compte tenu de son aspect englobant qui permet de tenir compte des disciplines multiples qui se sont penchées sur la question dans le domaine des changements climatiques. Le groupe d'experts définit ainsi l'adaptation :

Initiatives et mesures prises pour réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains aux effets des changements climatiques réels ou prévus. On distingue plusieurs sortes d'adaptation : anticipative ou réactive, de caractère privé ou public, autonome ou planifiée. Citons à titre d'exemple l'édification de digues le long des cours d'eau ou des côtes et le remplacement des plantes fragiles par des espèces résistant aux chocs thermiques. (GIEC, 2007 : 76).

Tout comme la définition de vulnérabilité inclut l'adaptation – par l'entremise de la capacité d'adaptation – la définition d'adaptation inclut la vulnérabilité. Il est indéniable, vulnérabilité et adaptation vont de pair (Kelly et Adger, 2000 ; Magnan, 2010 : Smit et Wandel, 2006). Il est nécessaire de comprendre le système et ses vulnérabilités afin de proposer, en harmonie avec les populations, des mesures d'adaptation appropriées qui, à leur tour, réduiront les vulnérabilités socioéconomiques et biophysiques. « Adaptations are manifestations of adaptive capacity, and they represent ways of reducing vulnerability » (Smit et Wandel, 2006 : 286). L'adaptation vise à réduire la vulnérabilité, mais la vulnérabilité est aussi un frein à

¹³ Pour ce faire, une annexe a été ajoutée : les pays faisant partie de l'annexe 1 du protocole de Kyoto sont soumis à des engagements visant la réduction des émissions de GES auxquels ne sont pas soumis les pays non listés à cette dernière.

¹⁴ Le Burkina Faso n'émet pas même 1 tonne de GES par année par habitant (PNUD, 2011 : 167)

l'adaptation. Ces deux concepts sont intrinsèquement liés. Pour établir les mesures d'adaptation appropriées ou reconnaître celles mises en place dans une société donnée, nous devons saisir les vulnérabilités existantes.

Migrer peut être, pour une certaine catégorie d'une population, une stratégie d'adaptation parmi d'autres. L'exemple de Barnett et Webber illustre très bien cette situation :

We take as a given that the social processes that create poverty and marginality are more important determinants of migration outcomes than environmental changes per se. For example, farmers in Australia, who experience climatic variability comparable to farmers in Northern Ethiopia, do not suffer hunger and do not resort to migration as a coping strategy in the same way as Northern Ethiopian farmers. Thus it could be argued that migrations triggered by drought in Northern Ethiopia are primarily driven by poverty and institutional failures, rather than by climatic variability. In other words, migration may be an effect of environmental change (an outcome that migrants might rather have avoided) as well as an adaptation response (to avoid or adjust to an even more undesirable outcome). Therefore, reducing the likelihood of migration arising from climate change is largely within the control of people. However, without improved political and economic institutions to reduce poverty and marginality, environmental change will continue to be an important proximate factor in migration decisions. (2010 : 38).

La migration peut être une forme d'adaptation pour les populations les plus vulnérables (Barnett et Webber, 2010 ; Castles, 2010). Ainsi, dans le contexte des changements climatiques, les décideurs pourraient commencer par reconnaître que la migration des populations vulnérables est une forme d'adaptation, et qu'en ce sens, ces populations ont besoin de leur protection et de leur assistance (Kälin, 2010). Le Rapport Brundtland le mentionnait déjà à la fin des années 1980 : les effets sociaux et économiques de la dégradation de l'environnement contribuent effectivement à l'exode rural (1989).

2. 6 Démarche méthodologique

Dans cette partie, nous allons exposer la méthode que nous avons entreprise pour effectuer cette recherche, c'est-à-dire le type de recherche que nous avons choisi d'entreprendre et les raisons pour lesquelles nous avons fait ce choix, la démarche préconisée ainsi que les moyens utilisés pour collecter les données nous permettant de répondre à nos questions de recherche.

2.6.1 Recherche qualitative

Nous avons opté pour une recherche qualitative plutôt que quantitative, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce que nous ne cherchons pas à quantifier une situation (par exemple le nombre de migrants); nous tentons de comprendre une situation, une façon de percevoir la réalité qui pourrait expliquer des façons d'agir qui diffèrent de la compréhension que l'on peut en avoir initialement, lorsque nous ne sommes pas confrontés aux mêmes réalités : « Qualitative researchers stress the socially constructed nature of reality, the intimate relationship between the researcher and what is studied, and the situational constraints that shape inquiry. [...] They stress how social experience is created and given meaning » (Denzin et Lincoln, 1994 : 4). Le but de notre recherche est de documenter et analyser une situation, pour ensuite l'exposer aux décideurs qui pourraient alors mieux être à même d'adapter leurs législations et plans d'action, en fonction de ce qui est vécu et compris sur le terrain. C'est de cette façon que les mesures d'adaptation les plus appropriées pourront être mises en place. On ne peut séparer le sujet (migrants) de l'objet (migration). La recherche qualitative veut se rapprocher de la perspective de l'acteur par l'intermédiaire de différentes techniques de collecte de données comme les entretiens et l'observation (Denzin et Lincoln, 1994). En ce sens, cette approche méthodologique est plus appropriée à notre objectif de recherche.

2.6.2 Démarche inductive

Notre démarche est inductive, car nous souhaitons nous baser sur nos observations et l'analyse de nos données afin de mener éventuellement à un modèle général – soit une façon d'appréhender la question des migrations environnementales à l'échelle internationale, en harmonie avec ce qui est vécu par les personnes visées. Notre étude de cas se veut un exemple d'une situation localement définie. Nous ne prétendons pas que notre seule étude de cas puisse parvenir à une généralisation du phénomène de migration environnementale en lien avec les changements climatiques. Elle offre des pistes qui, analysées avec d'autres études de cas, permettront de se rapprocher de cet objectif ultime. Nous n'avions pas *a priori* sur le sens à donner aux données que nous allions collecter sur le terrain. Nous désirons plutôt donner un sens *a posteriori* aux données brutes qui nous ont été fournies par

l'intermédiaire de nos méthodes de collecte de données (Blais et Martineau, 2006). Nos données seront donc interprétées selon notre cadre conceptuel, en nous basant sur des catégories qui nous permettent de classer ces données, sans leur attribuer un sens au préalable : « ...the process of inductive qualitative inquiry frequently depends on insight and on the process of linking data » (Morse, 1994 : 231). Ces catégories – les facteurs de vulnérabilité – ont été définies un peu plus haut dans ce chapitre.

2.6.3 L'étude de cas

Nous avons privilégié l'étude de cas comme méthode de recherche qualitative, car nous croyons que c'était la meilleure façon de réunir les données qui nous permettraient de documenter le phénomène des migrations environnementales. Nous avons en fait cherché à comprendre si les personnes visées se déplacent et, le cas échéant, pour quelle(s) raison(s). « The essence of a case study, the central tendency among all types of case study, is that it tries to illuminate a decision or set of decisions: why they were taken, how they were implemented, and with what result » (Schramm, 1971, cité dans Yin, 2003 : 12)

L'étude de cas est un moyen d'explorer en profondeur un phénomène encore nouveau : « ...case study research involves the study of a single instance or small number of instances of a phenomenon in order to explore in-depth nuances of the phenomenon and the contextual influences on and explanations of that phenomenon » (Baxter, 2010 : 81). Notre étude de cas vise en définitive à augmenter la connaissance d'un sujet peu ou mal compris. L'accumulation de connaissances est donc une étape importante afin d'en arriver à une compréhension globale. L'étude de cas est dès lors tout à fait appropriée : « ...the distinctive need for case studies arises out of the desire to understand complex social phenomena » (Yin, 2003 : 2). Nous avons décidé d'analyser un cas unique compte tenu du temps et des ressources qui nous étaient impartis dans le contexte de ce mémoire de maîtrise. Notre cas s'est arrêté au village de Koumbri, au Burkina Faso.

La dégradation des sols menant à la désertification est un phénomène vécu par la population sahélienne, notamment au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest. Les données dans la région sahélienne s'accumulent peu à peu, mais elles restent encore peu nombreuses. Concernant les

migrations dues à ce phénomène, peu de données récentes existent même si l'on reconnaît la problématique de la désertification et de la vulnérabilité des populations sahéliennes (GIEC, 2007). Notre étude de cas s'inscrit donc dans une dynamique visant à augmenter la connaissance terrain liée au phénomène des migrations environnementales.

Le village a été sélectionné une fois en terre burkinabè. Les critères de sélection étaient :

- Village soumis à une problématique de désertification;
- Village où la sécurité de la chercheuse pouvait être assurée, dans un contexte où, à l'automne 2010, un réseau terroriste (Al-Qaïda au Maghreb islamique [AQMI]) menaçait certaines régions du pays, selon l'Ambassade du Canada au Burkina Faso;
- Village pouvant accueillir la chercheuse pour deux mois.

2.6.4 Méthodes de collectes de données

Afin de répondre à nos questions de recherche, nous avons privilégié les méthodes de collecte de données suivantes :

2.6.4.1 Entretiens semi-dirigés et ouverts

Nous avons développé un questionnaire destiné aux habitants du village étudié (cf. appendice A). Ce questionnaire faisait suite à nos nombreuses lectures et visait à obtenir l'information nous permettant de mieux documenter, puis analyser, le phénomène visé. Nos questions appelant à des réponses ouvertes ont été séparées en fonction des différentes catégories élaborées, en lien avec notre cadre conceptuel. Une fois en sol burkinabè, le questionnaire a été révisé par des Burkinabès, afin de s'assurer d'une compréhension sur la signification et l'intention derrière chaque question, qui peut différer d'une région francophone à une autre selon les mots utilisés. Comme la majorité des villageois ne maîtrisaient pas suffisamment le français et que la chercheuse ne maîtrisait pas suffisamment la langue locale (le mooré), un traducteur pour les hommes et une traductrice pour les femmes accompagnait la chercheuse lors des entretiens.

Une fois sur le terrain, nous avons aussi interviewé des informateurs clés. En effet, nous avons vite compris que les employés des institutions gouvernementales en place au village pouvaient nous informer sur des situations ou façons de faire de manière à nous éclairer sur la situation globale au village : « Dans l'entrevue avec un informateur clé, celui-ci communique une information qui concerne un groupe plus large et dont il fait partie. [...] Étant donné que l'information ne le concerne pas en particulier, l'informateur clé est théoriquement moins réactif à la situation que ne le sont les sujets (Contandriopoulos *et. al.*, 2005 : 73). Comme ces informateurs étaient tous spécialisés dans des domaines différents (environnement, santé animale, agriculture paysanne, préfecture), nous ne pouvions utiliser le même questionnaire pour chacun. Les questions se sont déroulées plus ouvertement, telle une discussion, en laissant la place à l'interlocuteur pour s'exprimer pleinement.

Avec les enfants et les adolescents, les entretiens n'étaient pas appropriés. Nous voulions cependant aussi obtenir leur point de vue sur ce qui les entoure. Nous avons donc effectué une activité de dessins avec les enfants du primaire. Pour les adolescents du lycée, nous avons développé, avec un des professeurs, des questions ouvertes à répondre par écrit. Ces dernières ont été soumises aux élèves de 4^e et 3^e¹⁵.

2.6.4.2 Observation directe et participante

L'observation directe permet de collecter de l'information « en direct », concernant les lieux et les événements à l'intérieur de l'étude de cas (Yin, 2003). Cette méthode de collecte de données nous a permis de visualiser les éléments en lien avec la désertification et la dégradation des sols, les initiatives mises en place (fonctionnelles ou non) et d'observer les relations entre les villageois (dynamiques de genre, relations avec les jeunes et les enfants, liens avec les non-natifs, etc.).

L'observation participante signifie que l'observateur interagit pleinement avec son sujet (Contandriopoulos *et. al.*, 2005). Cette dernière a pris une place importante dans notre collecte de données. L'objectif principal de l'observation participante était d'obtenir des

¹⁵ Ce qui est l'équivalent dans le système scolaire québécois à la 3^e et 4^e secondaire.

informations qui pouvaient difficilement être obtenues autrement, ou venait compléter ce qui nous était affirmé durant les entretiens. L'observation participante nous a permis d'amasser des informations plus informelles, qui ne nous auraient peut-être pas été données dans des circonstances officielles : « Researchers record small snippets of informal daily conversation that yield valuable insights » (Ervin, 2000 : 142). Il est important de mentionner ici que nous n'agissions pas en tant qu'« espion », en usurpant des informations qui ne nous auraient pas été transmises d'une autre façon. Nous avons plutôt cherché à nous intégrer à la communauté afin de mieux la comprendre, ce qui, en plus des réponses à notre questionnaire, nous permet une analyse de la situation plus juste, plus respectueuse en ayant une vision plus globale de la situation. C'est pour cette raison qu'il était important pour nous de rester le plus longtemps possible au village et d'y vivre, afin de nous familiariser avec les façons de faire et d'être. Nous n'aurions pas saisi autant les nuances de la situation si nous étions restés au village le temps de faire les entrevues uniquement. De même, les habitants n'auraient peut-être pas eu le temps de bien comprendre pourquoi nous étions chez eux à leur poser des questions. Il était essentiel de vivre au sein de la communauté.

Nous pouvons distinguer quatre caractéristiques pour ce type d'observation : 1. L'observateur doit s'insérer dans le groupe qu'il étudie; 2. la neutralité est un mythe; 3. l'étude et la compréhension du phénomène social sont liées à l'engagement personnel de l'observateur; 4. l'observation s'effectue conjointement à l'élaboration de la recherche (Lapassade, 2002). En étant complètement immergée dans la communauté étudiée, nous avons tenté d'en devenir une partie intégrante, en participant le plus possible aux activités quotidiennes de la communauté, lorsque cette dernière nous le permettait. La confiance a dû être acquise de part et d'autre. D'ailleurs, nous avons vécu un mois complet au village avant d'amorcer les entretiens, afin de bien s'absorber du quotidien et de mieux connaître les habitants, et vice-versa. Ceci nous a aussi permis d'acquérir la confiance des habitants, ou du moins de diminuer leur méfiance, leur permettant de se livrer plus ouvertement.

Le fait d'être une femme blanche joue probablement sur la neutralité, avec les biais que cela occasionne de part et d'autre sur les données finales, mais cela fait partie des limites imposées par la vie et fait partie intégrante des problématiques de recherche¹⁶ tout comme d'autres biais seraient créés par la présence d'un homme blanc, d'une femme noire, d'un homme asiatique, ou de toute autre caractéristique humaine pouvant parfois être considérée comme une limite. La neutralité n'existe pas. Cependant, nous croyons qu'établir un lien de confiance entre les acteurs et le(s) chercheur(s) permet d'atténuer ces biais, qui ne pourront jamais complètement disparaître. Ils sont plutôt une richesse humaine que nous devons cultiver et intégrer à toute recherche qui tente de comprendre des comportements humains.

2.6.4.3 Échantillonnage

Nous avons sélectionné un échantillon de la population totale du village en tentant de rester le plus représentatifs possible. Ainsi, 10 hommes et 10 femmes âgés entre 20 et 70 ans ont été sélectionnés. Parmi ceux-ci, il y a 17 personnes de l'ethnie Mossi (majoritaire à Koumbri) et 3 de l'ethnie Peuls. Donc 17 des répondants se disent agriculteurs et 3 se disent éleveurs¹⁷. 19 sont musulmans (majoritaires à Koumbri) et 1 catholique, 3 se réclament être aussi des commerçants et 1 travaille aussi au sein de la mairie du chef-lieu. La majorité des entretiens ont été effectués en Moore, puis traduits; quatre entretiens ont été menés en français : deux avec des hommes et deux avec des femmes.

2.6.5 Considérations éthiques

Comme convenu par le comité d'éthique de la faculté des sciences de l'UQAM, nous avons obtenu l'approbation éthique pour notre projet, étant donné que celui-ci portait sur l'humain. Les conditions étaient particulières et les exigences canadiennes pouvaient paraître farfelues par nos semblables burkinabès. La tradition orale étant de mise, la parole a été préférée à la signature écrite. Pour pouvoir effectuer notre recherche, il nous a fallu au préalable l'accord

¹⁶ Que ces recherches soient interculturelles ou non, intergénérationnelles ou non.

¹⁷ Les ethnies au Burkina Faso ont tendance à se réclamer selon leurs origines nomades ou sédentaires. Ainsi les Mossi se considèrent avant tout agriculteurs et les Peuls, éleveurs, même si souvent les deux activités sont pratiquées.

du chef de village, qui a été obtenu par les responsables de l'Union paysanne de Koumbri, en notre nom.

Pour ce qui est de nos entretiens, au début de chacun d'eux nous avons expliqué le but de notre recherche et assuré de la confidentialité des données. Nous avons obtenu le consentement des personnes interviewées de façon verbale, que nous avons enregistré. En effet, la majorité des personnes interviewées étant non scolarisées, ne sachant ni lire ni écrire et ne parlant pas le français, le consentement devait se faire de façon verbale. Aucun nom n'a été retenu; chaque interviewé a été associé à un numéro. Pour les enfants, nous avons d'abord obtenu l'autorisation des professeurs. Nous avons ensuite expliqué à tous les élèves que l'activité était volontaire et qu'ils ne devaient pas écrire leur nom sur les copies. Les enfants qui ne voulaient pas participer n'ont reçu aucune sanction.

La presque totalité des entretiens a été traduite sur place. L'interprète était un résident du village (un traducteur masculin pour les entretiens avec les hommes et une traductrice féminine pour les entretiens avec les femmes), car nous n'avions pas les moyens de payer, loger et nourrir une personne étrangère au village pour la durée de notre séjour. Le risque de conflit de confidentialité pouvait se poser, mais dans la réalité, le plus grand risque était que l'interviewé s'autocensure, ce qui aurait créé un biais dans la recherche. Nous n'avons cependant pas eu le choix compte tenu des moyens mis à notre disposition. De plus, après avoir parlé et rencontré des personnes ayant déjà travaillé dans de telles situations lors de notre préparation pré-terrain, nous avons compris que c'est de cette façon que les chercheurs fonctionnent règle générale lorsqu'ils se trouvent dans une situation où ils ne comprennent pas la langue locale.

2.7 Conclusion

Nous avons vu dans ce chapitre le cadre théorique qui a servi de base à la construction de notre démarche méthodologique et à notre analyse. Au niveau des relations internationales, la façon d'aborder la problématique est en utilisant le concept de sécurité humaine. Pour ce faire, nous devons comprendre ce qui peut nuire à l'atteinte de cette sécurité. Le concept de vulnérabilité – et son pendant qui est l'adaptation – nous permet de mieux en saisir les

tenants et aboutissants. Cette base étant maintenant établie, nous pouvons aller voir ce qu'il en est sur le terrain. C'est ce que nous nous proposons de faire dans les chapitres suivants en commençant par une revue générale de la situation au Burkina Faso. Nous dévoilerons ensuite les résultats de notre étude de cas et nous terminerons par une discussion de ce que nous avons pu récolter sur le terrain.

CHAPITRE III

LE BURKINA FASO DANS LE CONTEXTE ACTUEL

3.1 Introduction

Pourquoi est-ce dans le nord du Burkina Faso que nous avons décidé de faire une étude de cas sur le sujet des migrations environnementales et des vulnérabilités des populations sujettes à ce phénomène? C'est la question générale à laquelle nous répondrons dans ce chapitre. Ce dernier a pour but de démontrer la vulnérabilité générale du pays en ayant en tête les facteurs de vulnérabilité établis au chapitre précédent (voir tableau). Ce pays n'a pas été choisi au hasard, pas plus que la région dans laquelle s'est effectuée l'étude de cas. Nous voulons avec ce chapitre informer le lecteur sur les aspects suivants : quel est le climat du pays, qui sont les Burkinabè et quel est le contexte général dans lequel évolue le Burkina Faso? Pour débiter, nous allons exposer les impacts des changements climatiques de façon générale et ceux qui affectent particulièrement le Burkina Faso. Par la suite, nous aborderons la situation géographique (physique et humaine), économique et politico-institutionnelle du pays. En ayant une meilleure vision d'ensemble sur ce qui « fait » le Burkina Faso, il nous sera plus aisé de parler du village de Koumbri et de ses habitants dans notre étude de cas, car nous pourrons mieux comprendre le contexte dans lequel ils évoluent quotidiennement.

Tableau 3.1
Méthodes d'évaluation des facteurs de vulnérabilités

Facteurs	Sensibilité biophysique	Sensibilité socioéconomique	Exposition	Capacité d'adaptation
Sensibilité environnementale/ Type de végétation	Changements climatiques		Contexte géographique : Territoire et climat	
Niveau de développement général		Contexte économique		Contexte économique
Structure politico-institutionnelle		Contexte politique et institutionnel		Contexte politique et institutionnel
Cohésion sociale		Contexte géographique : populations et société		Contexte géographique : Populations et société
Diversification des activités économiques/de subsistance	Contexte économique / contexte politique et institutionnel / contexte géographique	Contexte économique		Contexte économique

Tableau inspiré de Füssel (2007) et Magnan (2009)

3.2 Les changements climatiques

Les scientifiques ont réussi à démontrer que les changements climatiques sont un phénomène bien réel, comme en témoignent les évaluations publiées par le GIEC¹⁸. Ces changements ont des conséquences pour l'humain, en mettant en péril les moyens de subsistance et la sécurité de nombre d'entre eux (Guterres, 2008). Leurs prédictions ont une importance sociale majeure, car elles permettent aux populations de se prémunir contre leurs impacts négatifs, en augmentant leur capacité d'adaptation.

¹⁸ Leur dernier rapport d'évaluation est en date de 2007.

Des modèles les plus conservateurs à ceux plus catastrophiques, il existe au moins un point commun : les changements climatiques ont bel et bien lieu et ont des impacts sur la biodiversité, essentiellement en raison des activités humaines (GIEC, 2007). Notre but ici n'est pas d'expliquer de façon scientifique et technique l'existence des changements climatiques, mais de vulgariser le phénomène afin d'en comprendre les impacts globaux sur l'environnement et la biodiversité. Nous reviendrons plus en détail sur les impacts environnementaux recensés sur le territoire de notre étude de cas, au chapitre suivant. De façon générale les changements climatiques se manifestent surtout en termes d'impacts dus à l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes (GIEC, 2007). La figure ci-dessous permet de saisir rapidement le genre d'incidence que pourraient avoir les changements climatiques sur les différentes ressources biologiques et humaines.

Phénomène* et évolution anticipée	Probabilité de l'évolution future selon les projections établies pour le XXI ^e siècle sur la base des scénarios SRES	Principales incidences anticipées par secteur			
		Agriculture, foresterie et écosystèmes {GT II 4.4, 5.4}	Ressources en eau {GT II 3.4}	Santé {GT II 8.2, 8.4}	Industrie, établissements humains et société {GT II 7.4}
Journées et nuits froides moins nombreuses et moins froides, journées et nuits chaudes plus nombreuses et plus chaudes, sur la plupart des terres émergées	<i>Pratiquement certain^b</i>	Hausse des rendements dans les régions froides, baisse dans les régions chaudes ; invasions d'insectes plus fréquentes	Effets sur les ressources en eau tributaires de la fonte des neiges ; effets sur certaines sources d'approvisionnement	Baisse de la mortalité humaine due au froid	Baisse de la demande énergétique pour le chauffage, hausse pour la climatisation ; détérioration de la qualité de l'air urbain ; perturbations moins fréquentes des transports dues à la neige et au verglas ; effets sur le tourisme hivernal
Périodes ou vagues de chaleur plus fréquentes sur la plupart des terres émergées	<i>Très probable</i>	Baisse des rendements dans les régions chaudes en raison du stress thermique ; risque accru d'incendies	Hausse de la demande ; problèmes liés à la qualité de l'eau (prolifération d'algues, p. ex.)	Risque accru de mortalité liée à la chaleur, surtout chez les personnes âgées, les malades chroniques, les très jeunes enfants et les personnes isolées	Baisse de la qualité de vie des personnes mal logées dans les régions chaudes ; incidences sur les personnes âgées, les très jeunes enfants et les pauvres
Fortes précipitations plus fréquentes dans la plupart des régions	<i>Très probable</i>	Perte de récoltes ; érosion des sols ; impossibilité de cultiver les terres détrempées	Effets néfastes sur la qualité de l'eau de surface ou souterraine ; contamination des sources d'approvisionnement ; atténuation possible de la pénurie d'eau	Risque accru de décès, de blessures, de maladies infectieuses, d'affections des voies respiratoires et de maladies de la peau	Perturbation des établissements humains, du commerce, des transports et de l'organisation sociale lors des inondations ; pressions sur les infrastructures urbaines et rurales ; pertes matérielles
Progression de la sécheresse	<i>Probable</i>	Dégradation des sols ; baisse des rendements ou perte de récoltes ; mortalité plus fréquente du bétail ; risque accru d'incendies	Intensification du stress hydrique	Risque accru de pénurie d'aliments et d'eau, de malnutrition, de maladies d'origine hydrique et alimentaire	Pénurie d'eau dans les établissements humains, l'industrie et les collectivités ; baisse du potentiel hydroélectrique ; possibilité de migration des populations
Augmentation de l'activité cyclonique intense	<i>Probable</i>	Perte de récoltes ; déracinement d'arbres par le vent ; dégâts causés aux récifs coralliens	Perturbation de l'approvisionnement en eau lors des pannes de courant	Risque accru de décès, de blessures et de maladies d'origine hydrique et alimentaire ; états de stress post-traumatique	Perturbations causées par les inondations et les vents violents ; impossibilité de s'assurer auprès du secteur privé dans les zones vulnérables ; possibilité de migration des populations ; pertes matérielles
Incidence accrue des épisodes d'élévation extrême du niveau de la mer (à l'exception des tsunamis) ^c	<i>Probable^d</i>	Salinisation des eaux d'irrigation, des estuaires et des systèmes d'eau douce	Diminution de la quantité d'eau douce disponible en raison de l'intrusion d'eau salée	Risque accru de décès et de blessures lors des inondations ; effets sanitaires liés à la migration	Coût de la protection du littoral par rapport au coût de la réaffectation des terres ; possibilité de déplacement des populations et des infrastructures ; voir aussi l'activité cyclonique (ci-dessus)

Figure 3.1 Impacts potentiels de changements climatiques. (GIEC, 2007 : 53)

3.2.1 Impacts des changements climatiques

Il y aura trois grands impacts liés aux changements climatiques pour l'humain. Premièrement, le réchauffement risque de créer des problématiques de sécheresse ayant des conséquences sur les services rendus par les écosystèmes, comme des terres fertiles permettant de cultiver la nourriture. Deuxièmement, les événements dits extrêmes risquent d'augmenter et d'empêcher certaines communautés de vivre sur leur territoire dévasté. Troisièmement, l'augmentation du niveau de la mer pourrait obliger des populations entières à se déplacer (Morton, Boncour et Laczo, 2008). La figure suivante donne une idée des endroits où ces impacts risquent de se faire sentir sur le continent africain. On voit que la

région où se situe le Burkina Faso risque d'être affectée particulièrement par un déclin au niveau de la production agricole et par une migration en raison des facteurs environnementaux.

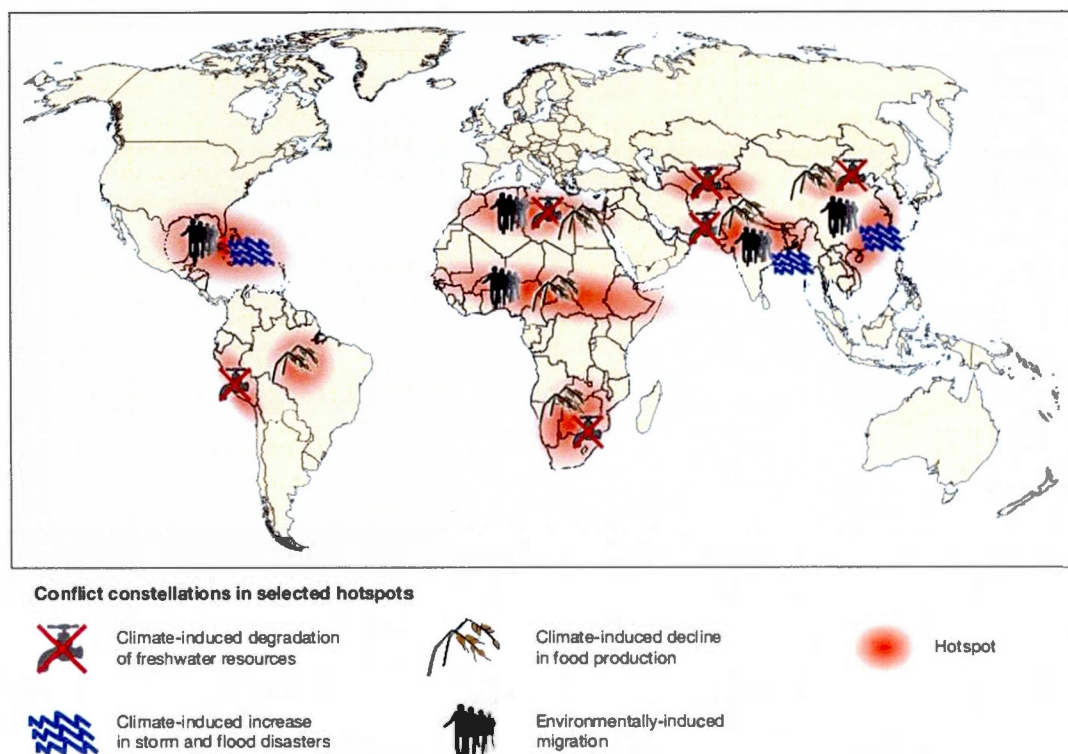


Figure 3.2 Zones où les impacts potentiels des changements climatiques risquent de créer des conflits (German Advisory Council on Global Change, 2007 : 4)

Le Burkina Faso risque aussi de subir une diminution de ses ressources en eau pour cause d'une diminution des précipitations. En effet, en moyenne sur la Terre :

Au cours des dernières décennies, les précipitations ont diminué de plus de 2 mm (soit près de 3 %) par rapport à la période 1951–1980. Le recul le plus important touche l'Afrique subsaharienne (7 mm, soit plus de 7 %) et les pays à IDH faible (4 mm, soit plus de 4 %), suivis par les pays à IDH moyen (cf. figure 2.9). Les pays à IDH faible ont aussi enregistré les plus fortes augmentations de la variabilité des précipitations. (PNUD, 2011 : 38).

Cette diminution des précipitations est une des causes de la désertification de certaines régions de la planète, dont le Sahel. Au Burkina Faso, 87 % des terres sont à risque de désertification (Bot, Nachtergaele et Young, 2000 : 67).

3.2.2 La désertification

Nous allons expliquer un peu plus en détail un des grands impacts des changements climatiques qui affecte particulièrement la région du Burkina Faso où s'est effectuée notre étude de cas : la désertification. Celle-ci est définie comme étant « la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines » (ONU, 1994). À son tour, la dégradation des sols est définie comme étant : « a reduction of the physical, chemical or biological status of the land that may restrict its productive capacity. » (Lindskog et Tengberg, 1994, cité dans Henry, 2003 : 16). Ce phénomène lent a des conséquences graves et insidieuses, tout comme le cas des îles submergées, mais il n'est catastrophique qu'à long terme. Il est néanmoins tout aussi dévastateur, sinon plus (Laczko et Aghazarm, 2009) et il rend les mouvements migratoires peu prévisibles (Gemenne, 2009).

La problématique de la désertification est abordée par la communauté internationale depuis au moins 1977, année de la conférence sur la désertification à Nairobi, au Kenya (CCNUCC, 2011). Y est née la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD). Ce phénomène est maintenant peu contesté par les scientifiques. Il est du moins reconnu par le GIEC (2007). Nous ne nous attarderons pas sur l'explication scientifique du phénomène de désertification et laisserons cela plutôt à nos collègues des sciences de la terre. Néanmoins, afin d'en arriver à une codification internationale destinée expressément aux migrants environnementaux, il est nécessaire de recueillir des données qui mettent en évidence l'existence non seulement de la désertification, mais aussi de tels migrants.

3.3 Contexte géographique

Pays tropical, le Burkina Faso est situé en majeure partie dans la zone sahélienne :

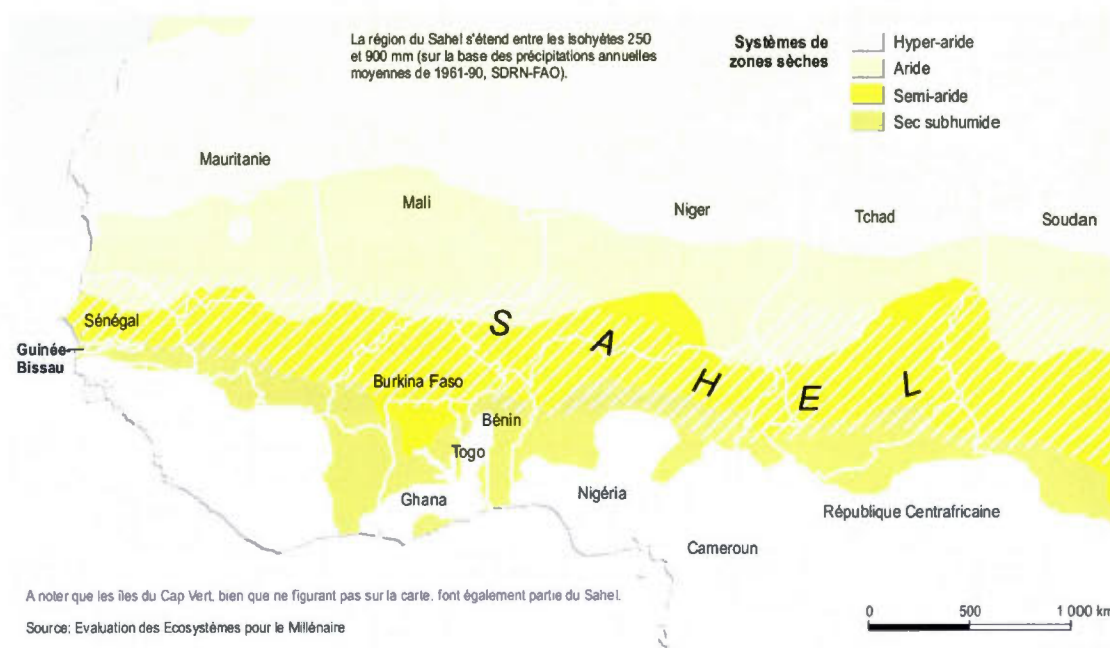


Figure 3.3 Système de zones sèches en Afrique de l'Ouest (L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005 : 20)

Anciennement connu sous le nom de Haute-Volta, le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest :

Le Burkina Faso est situé dans la boucle du Niger au cœur de l'Afrique occidentale. Il s'étend entre les 9°20' et 15° de latitude Nord et les longitudes 2°30' Est et 5°30' Ouest, soit environ 820 km d'Est en Ouest et 480 km du Nord au Sud et une superficie de 272 967 km². Le pays est administrativement découpé en 13 régions, 45 provinces, 352 communes (départements) et près de 9 000 villages. (Burkina Faso, 2009b : 29).

Le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire sont les six pays avec lesquels le Burkina Faso partage ses frontières. Son point le plus rapproché de l'océan Atlantique se situe à 500 km de celui-ci (Consulat du Burkina Faso en Suisse, 2013). Selon

l'IDH¹⁹ de 2011, le Burkina Faso est au 181^e rang sur 187, donc dans les 10 pays les moins développés sur la planète, selon les données disponibles (PNUD, 2011). 70 % de sa population totale serait analphabète (Otayek, Steck et Izard, 2011).

3.3.1 Territoire et climat

Le Burkina Faso est situé dans un contexte climatique général où les terres sont en majorité semi-arides et tendent à se dégrader, à se désertifier (L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005). Le Burkina Faso n'échappe pas aux impacts de cette dégradation : « Sub-Saharan African drylands have been highlighted as particularly vulnerable because of their low adaptive capacity and sensitivity to the projected changes » (Fraser *et al.*, 2011). De façon plus particulière, on peut dire que le Burkina Faso a un climat de type tropical qu'on discerne à travers tout le pays, mais il existe de grandes disparités climatiques entre le nord et le sud. Dans cette partie, nous exposerons les différentes composantes physiques du pays, ce qui nous permettra de mieux saisir ces disparités.

3.3.1.1 Pluviométrie

Le Burkina Faso compte deux saisons : une saison sèche qui s'étend approximativement de décembre à mai et une saison des pluies qui s'étend de juin à novembre (Lepage *et al.*, 2007). Il y a donc plus de chances qu'il pleuve en juin qu'en mars, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il va automatiquement pleuvoir en juin. Selon les régions et les années, la saison des pluies peut durer d'un à six mois, et les jours de pluie peuvent aussi varier considérablement. Par exemple, il est possible, pour une région et une année donnée, qu'il pleuve beaucoup en trois mois, mais que les journées de pluie soient peu nombreuses. Ce qui signifie que lorsqu'il pleut cela tombe violemment. Si cela arrive dans une région où le sol est relativement imperméable, celui-ci n'arrivera pas à absorber l'énorme quantité d'eau qui tombe rapidement. En conséquence, la pluie tombée créera des cours d'eau temporaires; l'eau créera des ravins en s'échappant, suivant la courbe géographique de la région (*Extrait d'un*

¹⁹ L'indice de développement humain (IDH) est un « outil synthétique de mesure du développement humain » qui chiffre le développement en faisant une moyenne du développement atteint sous ces trois aspects : longévité et santé; instruction et accès au savoir; possibilité de disposer d'un niveau de vie décent (PIB par habitant) (Sall, 2002).

entretien avec une autorité locale). C'est ce qu'on appelle l'érosion hydrique. Ainsi, même si l'on voit qu'il a beaucoup plu dans une année donnée, cela ne signifie pas que l'eau aura pu s'infiltrer dans le sol. En plus de la pluviométrie, il est important de considérer tant le nombre de jours de pluie que le type de sol qui compose la région étudiée.

Le pays est divisé en trois zones climatiques : la zone sahélienne, la zone soudano-sahélienne et la zone soudanienne. En tenant pour acquis que les frontières de ces climats ne sont pas étanches et qu'ils sont toujours en évolution²⁰, nous pouvons décrire ces zones ainsi :

1. Zone sahélienne :

- Nord du 14° parallèle;
- Région sèche avec pluviométrie annuelle ne dépassant pas 600 mm et pouvant parfois se situer au-dessous de 150mm;
- Saison des pluies parfois inférieure à deux mois.

2. Zone soudano-sahélienne :

- Entre le 11° et le 14° parallèle;
- Pluviométrie annuelle entre 600 et 900 mm;
- Saison des pluies de quatre à cinq mois.

3. Zone soudanienne :

- Sud du 11° parallèle;
- Région la plus humide du pays, avec une pluviométrie annuelle entre 900 et 1300 mm;
- Saison des pluies de six mois.

(Burkina Faso, 2009b)

Koumbri, situé à une trentaine de kilomètres au nord de la ville de Ouahigouya, se retrouve dans la zone soudano-sahélienne²¹. Cette région, tout comme une grande partie du Burkina Faso, est à risque de désertification (Burkina Faso, 2007).

²⁰ Cf. appendice F

²¹ Cf. appendices D et E

Il est important de bien connaître les données climatiques, car dans une société comme au Burkina Faso où la majorité de la population vit d'agriculture de subsistance (Deschamps *et al.*, 2012), les zones climatiques, la pluviométrie annuelle et sa répartition dans le temps ont des conséquences importantes sur la vie des populations et sur les activités économiques. Pour ces raisons : « Les populations ont tendance à s'installer dans les zones favorables à leurs activités de tous les jours. » (Burkina Faso, 2009b : 29). L'agriculture est l'activité principale des habitants du village où nous avons séjourné pour notre étude de cas, ce qui pourrait expliquer la migration, dans une certaine mesure.

3.3.1.2 Sols

Nous avons défini la désertification précédemment. Le Burkina Faso n'échappe pas à ce phénomène :

À cause de la croissance démographique, les zones cultivées [au Burkina Faso] ont plus que doublé leur étendue depuis 1961, au détriment des jachères et des zones marginales et auparavant non utilisées. Cette situation fait peser une pression de plus en plus importante sur des sols déjà fragiles, et des ressources en eau limitées. Les autres facteurs de désertification au Burkina Faso sont les feux de brousse, qui ravagent des milliers d'hectares de terres chaque année, et les sécheresses, récurrentes dans cette région. (PNUE, 2008 : 99)

Les sols au Burkina Faso sont généralement peu fertiles. Tout comme pour la pluviométrie – il y a un lien entre pluviométrie et fertilité des sols – il y a de grandes différences entre le nord et le sud du pays, les sols du sud étant plus fertiles que ceux du nord. Il y a, dans le nord du pays, deux types de sols : les sols halomorphes (salés) à structure dégradée et les sols peu évolués. En ce qui concerne les sols halomorphes à structure dégradée : « ...on les trouve surtout au Nord. Leurs structures physiques (structure, cohésion excessive et imperméabilité) et la présence d'éléments chimiques (sodium, potassium et sel soluble) défavorables, rendent difficiles toutes cultures au nord du pays où la pluviométrie est insuffisante » (Burkina Faso, 2009b). En ce qui concerne les sols peu évolués :

... [ils] ont une faible capacité de rétention en eau, liée à leur texture grossière, à l'épaisseur limitée du solum [sic] et aux pertes par ruissellement. La fertilité chimique est fonction de la nature géologique du substratum mais reste généralement basse. Ces sols sont exploités en culture de mil et d'arachide mais sont plus favorables comme zones de parcours de bétail. (Burkina Faso, 2006 : 32).

Le village de Koumbri est situé dans la zone sahélienne, zone où les sols tendent vers la dégradation et la désertification (L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005 ; Wagner *et al.*, 2009). En général au Burkina Faso les sols se dégradent :

En fonction du contexte géomorphologique et de la pression sur le milieu, les sols subissent une dégradation plus ou moins accélérée. [...] les sols sont soumis à une érosion accélérée par l'action anthropique. L'érosion hydrique et éolienne sont les deux principaux agents de la dégradation des sols. [...] Les conséquences de la dégradation des sols sont entre autres, la diminution de la fertilité, la perte rapide et totale des surfaces cultivables, l'accroissement du ruissellement, l'ensablement des cours d'eau, l'aridification et enfin la baisse du niveau des nappes phréatiques. (Burkina Faso, 2006 : 34).

La fertilité des sols est une donnée très importante pour la vie de la majorité des Burkinabè, puisqu'elle supporte les activités agro-sylvo-pastorales de près de 90 % de la population (Burkina Faso, 2006). N'oublions pas que la majorité de la population vit d'agriculture de subsistance. Les sols burkinabè s'inscrivent dans une tendance plus générale de dégradation des terres à travers le monde : « ...la plus grande partie des populations vivant sur des terres dégradées se trouve dans les États arabes (25 % de la population) et en Afrique subsaharienne (22 %). [...] Ce sont l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Afrique subsaharienne qui enregistrent les déboisements les plus importants, suivis par les États arabes. » (PNUD, 2011 : 42)²².

Mis à part la dégradation importante des sols, le sous-sol du pays est une mine de ressources : diamant, or, calcaire, dolomie, phosphate, kaolin, argile, sable siliceux, fer, manganèse, nickel, cuivre, plomb, titane, vanadium, zinc (Burkina Faso, 2006). Le pays est de plus en plus convoité par les compagnies minières, notamment celles qui exploitent l'or (cf. point 3.4.3).

Une autre donnée importante du climat, en plus de la pluie et des sols, concerne le vent. L'érosion éolienne est un facteur climatique très important, qui contribue à la dégradation des sols : « Compte tenu des caractéristiques du milieu bioclimatique, l'érosion éolienne est

²² Cf. appendice G

présente partout sur le territoire burkinabè. Beaucoup moins ressentie au Sud-Ouest à cause du couvert végétal relativement dense, elle reprend le pas au Nord sur tous les autres phénomènes de dégradation » (Burkina Faso, 2006 : 30). Au Burkina Faso en général, et notamment dans le village où nous avons résidé, l'Harmattan, vent froid provenant du Sahara et soufflant approximativement de novembre à mars, apporte une charge de poussière et de sable qui contribue à la dégradation des sols et à des problèmes respiratoires (Encyclopaedia Britannica, 2012 ; L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005).

3.3.1.3 Ressources en eau

« Le Burkina Faso est un pays en situation de pénurie, avec seulement 906 m³ d'eau potable disponible par personne et par an, selon des données de 2007 [provenant de la FAO]. Les variations saisonnières de disponibilité en eau sont importantes et les sécheresses sont dévastatrices pour les zones rurales » (PNUE, 2008 : 99). Le Burkina Faso ne possède pas beaucoup de ressources en eau. Pour cette raison, les habitants comptent beaucoup sur la pluie pour pouvoir arroser leur terrain agricole et vaquer à leurs activités quotidiennes. L'ancienne appellation du Burkina Faso (Haute-Volta) tenait son nom des trois grands fleuves qui traversent le pays : la Volta Noire (Mouhoun), la Volta Blanche (Nakambé) et la Volta Rouge (Nazinon) (Otayek, Steck et Izard, 2011). Malgré cela, ces fleuves sont peu fiables pour l'approvisionnement en eau, considérant qu'un seul est présent de façon permanente (Mouhoun) alors que les autres disparaissent en saison sèche (Consulat du Burkina Faso en Suisse, 2013).

Au plan hydrographique, le Burkina Faso est drainé par plusieurs cours d'eau qui se rattachent à trois bassins principaux que sont les bassins de la Volta (le plus important avec 120 000 Km²), de la Comoé (18 000 Km²) et du Niger (72 000 Km²). Ces bassins sont drainés principalement par les fleuves du Mouhoun [Volta Noire], du Nakambé [Volta Blanche], du Nazinon [Volta Rouge] et de la Comoé. Ces fleuves prennent tous leurs sources au Burkina Faso, mais la plus grande partie de leurs cours se trouvent dans les pays voisins du Sud que sont le Ghana (le Mouhoun, le Nakambé et le Nazinon) et la Côte d'Ivoire (la Comoé). Ces cours d'eau ont un caractère intermittent et n'offrent par conséquent que peu de sites favorables à l'aménagement de réseau d'irrigation qui permettrait un développement considérable de l'agriculture. En dehors du réseau hydrographique, il existe de nombreuses mares sans écoulement, permanentes et temporaires qui occupent les bas-fonds ou les espaces interdunaires. Elles jouent un rôle important dans la vie pastorale, surtout dans le Nord du pays (Burkina Faso, 2009b : 30).

Le pays se retrouve effectivement en partie dans le bassin hydrographique du Niger, malgré le fait que ce fleuve le contourne par le nord²³.

En raison du faible nombre de cours d'eau sur son territoire et qui, de surcroît, dépendent des pluies saisonnières, et du fait de son enclavement qui ne lui donne aucun accès à la mer, le Burkina Faso est extrêmement dépendant de la pluie. Ainsi que de ses voisins, principalement de la Côte-d'Ivoire, pour son approvisionnement en eau et en électricité et pour l'accès aux biens et services qui transitent par les ports (BAfD/OCDE, 2004 ; Reuters, 2010). Le conflit ivoirien a donc eu des conséquences importantes au Burkina Faso, tant pour ce qui est des produits quotidiens (alimentaires et autres) que pour l'accès à l'eau et à l'électricité. Au printemps 2010, plusieurs coupures d'eau et d'électricité ont été observées dans la capitale. Un Ouagalais nous informe : « Vraiment concernant la crise en Côte d'Ivoire il faut dire qu'on est en plein dedans bien vrai qu'on ne reçoit pas les balles, mais on est perturbé dans plusieurs domaines comme l'électricité, la connexion satellitaire [...] et aussi il faut reconnaître que beaucoup de Burkinabè y vivent donc on est touché à quelque part... » (*Extrait d'un entretien avec un résident de Ouagadougou*). De même, la frontière Côte-d'Ivoire/Burkina Faso a été fermée pendant quelque temps, empêchant le Burkina Faso de s'approvisionner en légumes, qui soit sont cultivés en Côte-d'Ivoire, soit transitent par le port d'Abidjan, un des ports les plus importants d'Afrique de l'Ouest (Banque mondiale, 2013).

3.3.2 Populations et société

Le dernier recensement de 2006 comptabilisait une population de 14 017 262 habitants (Burkina Faso, 2009b). En juillet 2012, on estime que la population était d'environ 17 275 115 habitants (Central Intelligence Agency, 2012). Celle-ci est répartie en plus d'une soixantaine de groupes ethniques, la plus importante étant l'ethnie Mossi (Burkina Faso, 2012 ; Burkina Faso, 2009b). Le Burkina Faso est un pays rural avant tout. Les villes sont néanmoins de plus en plus peuplées avec Ouagadougou, la capitale, en tête. En 2006, on estime que 77,3 % de la population vit en milieu rural contre 22,7 % en milieu urbain. Ce

²³ Cf. appendice H pour visualiser les bassins hydrographiques présents au Burkina Faso.

sont les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso qui accueillent la majorité de la population urbaine, comptabilisant 61,8 % de la totalité de la population urbaine du pays en 2006 (Burkina Faso, 2009b). On peut remarquer qu'à Ouagadougou la langue couramment utilisée est de Mooré alors que dans la deuxième grande ville de Bobo-Dioulasso, on utilisera surtout le Dioula. Nous retrouvons en troisième position la ville de Koudougou, Banfora en quatrième position, suivi de près par Ouahigouya (Burkina Faso, 2009b). Ouahigouya est la ville la plus près du village de Koumbri, située à une trentaine de kilomètres au sud de ce dernier.

Année	Population totale	Population urbaine	Taux d'urbanisation (%)
1960-1961	4 349 600	209 874	4,7
1975	5 638 203	362 610	6,4
1985	7 964 705	1 011 074	12,7
1996	10 312 609	1 601 168	15,5
2006	14 017 262	3 181 967	22,7

Source : INSD, 2000, analyse des résultats du RGPH 1996, p. 58

Figure 3.4 Évolution des taux d'urbanisation au Burkina Faso (Burkina Faso, 2009b : 33)

La carte suivante nous informe sur la densité de population par région. On peut voir que la région du Nord, où se situe le village de Koumbri, est relativement peuplée, si on compare par exemple à la région des Cascades, qui est cependant plus propice à l'agriculture. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce fait, notamment la présence de la 5^e plus grande ville du pays dans cette région (Ouahigouya). Il est cependant important de savoir que pendant plusieurs années les régions des Cascades et du Sud-Ouest ont été boudées par les Burkinabè, pour une raison fort pertinente : la présence de l'onchocercose (ou cécité des rivières). Aujourd'hui, cette maladie qui rend aveugle est pratiquement enrayée²⁴. Comme ces régions plus au sud sont propices à l'agriculture et que 86 % des Burkinabè vivent de l'agriculture (Wagner, Anne *et al.*, 2009), leurs populations se densifient assez rapidement, comme le démontre la position de Banfora (région des Cascades) au sein des villes les plus peuplées du pays. De plus, le recensement de 2006 démontre que les régions des Hauts-Bassins et des

²⁴ En 2002 l'OMS a mis fin à son programme de lutte contre l'onchocercose en Afrique de l'Ouest puisque la transmission de la maladie est considérée comme pratiquement stoppée (OMS, 2012).

Cascades ont un solde migratoire positif tandis que la région du Nord a un solde migratoire négatif (Burkina Faso, 2008b).

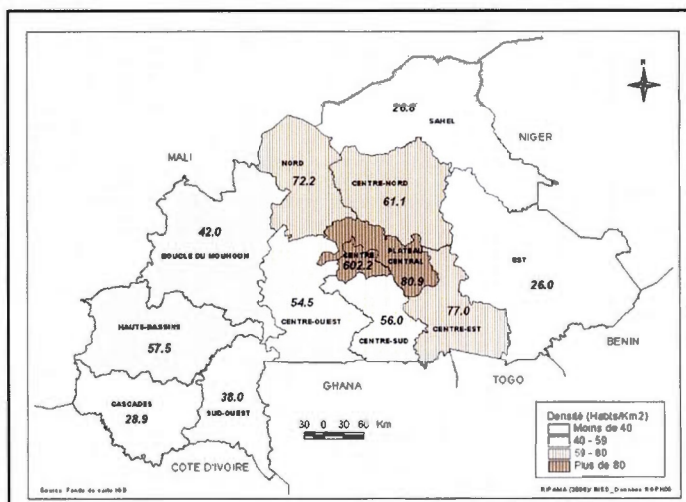


Figure 3.5 Densité de population par région. (Burkina Faso, 2009b : 65)

3.3.2.1 Femmes, hommes, jeunes

Les femmes représentent environ 52 % de la population totale, contre 48 % pour les hommes (Burkina Faso, 2009b).

Milieu de résidence	Sexe		
	Homme	Femme	Total
Urbain	1 588 895	1 593 072	3 181 967
Rural	5 179 844	5 655 451	10 835 295
Total	6 768 739	7 248 523	14 017 262

Figure 3.6 Répartition de la population résidente par milieu de résidence selon le sexe (Burkina Faso, 2008b : 18)

Au plan de la structure par âge de la population, le Burkina Faso se caractérise par la jeunesse :

... plus de 30 % de la population a moins de 10 ans, tandis que les moins de 15 ans représentent 46,6 % de la population, la tranche 15-64 ans représente 50,0 % et la population de 65 ans et plus seulement 3,4 %. [...] Cette structure s'observe aussi bien pour l'ensemble que pour le milieu rural et dans la plupart des régions. (Burkina Faso, 2009b : 22)²⁵.

Le taux de natalité est élevé dans tout le pays, et particulièrement en milieu rural : « En 2006, le taux brut de natalité est de 46 ‰ pour l'ensemble du Burkina Faso, 38 ‰ en milieu urbain et 48 ‰ en milieu rural » (Burkina Faso, 2008b : 25). Par comparaison, le Canada avait un taux de natalité de 11,3 ‰ en 2009 (Statistique Canada, 2013). En revanche, le taux de mortalité infantile est très élevé, surtout si on le compare à un pays développé comme le Canada. Au Canada en 2008, le taux de mortalité infantile était de 5,1 ‰ pour les enfants de moins d'un an (Statistique Canada, 2012b). En 2010, il était de 91 ‰ pour le Burkina Faso (PNUD, 2010).

3.3.2.2. Ethnies

Il y a une soixantaine de groupes ethniques au Burkina Faso (Burkina Faso, 2012 ; Burkina Faso, 2009b). Parmi toutes les ethnies, la plus importante est sans contredit l'ethnie Mossi, qui représente plus de 40 % de la population burkinabè (Central Intelligence Agency, 2012 ; Kagone, 2001). On retrouve aussi, entre autres, les Gourmantché, Dioula, Bisa, Samo, Bobo, Dagari, Lobi, Sénoufo, Peuls et Touaregs (Otayek, Steck et Izard, 2011 ; van Dijk, 1986). Chaque ethnie possède sa propre langue²⁶.

Bien qu'on retrouve toutes les ethnies un peu partout au pays, et qu'elles se côtoient notamment dans les grandes villes, on peut tout de même en observer une répartition géographique. La majorité des Mossi se retrouvent dans le centre du pays (plateau central, et Centre où se situe Ouagadougou), les Dioulas et Bobo au sud-ouest (région de Bobo-

²⁵ Cf. appendice B.

²⁶ Cf. appendices C et D.

Dioulasso). À l'est, nous retrouvons les Gourmantché vers Fada N'Gourma et au nord, les populations du Sahel (Peuls, Touaregs, Bella, Rimaïbe). Dans la région du Nord, les Mossi sont majoritaires, mais on les distingue des Mossi du centre. Au Nord, les Yadega ne répondent pas au même roi (Naaba Kango) que les Mossi plus au sud (Mogho Naaba) (Otayek, Steck et Izard, 2011). Nous le mentionnons par souci de précision et de respect envers cette distinction importante pour les personnes concernées, mais pour la suite nous nous référerons au Mossi dans leur ensemble, incluant les Yadega et les Mossi du centre du pays.

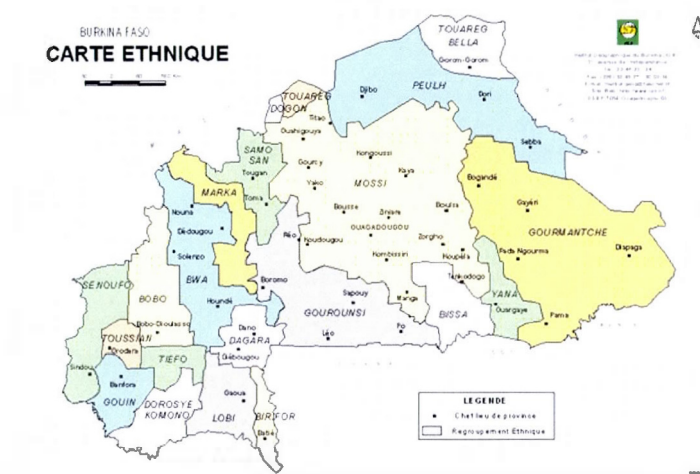


Figure 3.7 Les ethnies au Burkina Faso (Office National du Tourisme Burkinabè, 2007)

3.3.2.3 Langues

96,8 % de la population utilise les langues nationales (à l'opposé du français). Parmi ce pourcentage, 50,5 % parlent le mooré, la langue associée à l'ethnie Mossi (Burkina Faso, 2009b)²⁷. Ancienne colonie française, le français est la langue officielle, bien que : « ... il n'est réellement compris que par environ 20 % de la population » (Université Laval, 2009). Compte tenu de l'importance et du nombre de langues parlées au Burkina Faso, le français et

²⁷ Cf. appendices C et D.

le mooré deviennent des langues de correspondance intermédiaires importantes pour le commerce et la vie sociale (Université Laval, 2009). Le dioula est, pour sa part, la langue la plus utilisée dans la région de Bobo-Dioulasso, tel que mentionné précédemment.

Comme nous l'avons exposé, le Burkina Faso est composé de plus d'une soixantaine d'ethnies. Dans le pays, la cohésion entre celles-ci ne s'est pas faite nécessairement naturellement. Le Burkina Faso a longtemps été considéré comme un territoire à ressource unique : une réserve de main-d'œuvre (cf. point 3.5.1). Difficile dans ce cas de créer un sentiment d'appartenance, d'autant plus que le pays a été démantelé pendant 15 ans, de 1932 à 1947 (Burkina Faso, 2009b ; Kagone, 2001). C'est avec l'ascension de Thomas Sankara à la tête du pays en 1983 que le pays change de nom, passant officiellement de Haute-Volta à Burkina Faso en 1984 (Burkina Faso, 2009a). Burkina Faso signifie en français : « le pays des hommes intègres ». « Burkina » signifie « intègre » en Moore et « Faso » signifie « pays » en dioula. Avant ce changement, on qualifiait les Voltaïques non pas par leur pays d'appartenance, mais plutôt par leur ethnie. En changeant le nom du pays pour Burkina Faso et avec l'implantation de mesures ravivant la fierté du peuple pour leurs cultures, les Mossi, Dioulas et autres peuples du Burkina Faso sont devenus des Burkinabè. Appellation nouvelle qui a permis, avec d'autres mesures et événements, de créer un sentiment d'appartenance envers le territoire étatique, malgré les différences ethniques, culturelles et linguistiques. (Savadogo, 2012).

3.3.2.4 Religions

Les deux religions les plus pratiquées au Burkina Faso sont l'islam et le christianisme. L'islam est concentré plus au nord alors que les religions chrétiennes sont retrouvées surtout au sud (Burkina Faso, 2012). Cependant, on retrouve toutes les religions partout au pays, où vit une grande tolérance des différentes confessions religieuses. L'Islam y est apparu vers le XI^e siècle tandis que le christianisme est apparu beaucoup plus tard, au temps des colonisations, vers le XIX^e siècle (Burkina Faso, 2009b). L'animisme, croyance la plus ancienne dans la région, est aussi très pratiqué, mais de façon beaucoup plus discrète. Elle semble cependant en net recul : « [Elle] est passé de 68,7 % en 1960-1961 à 25,9 % en 1991 » (Burkina Faso, 2012). Selon le recensement de 2006, 15 % de la population

pratiquerait l'animisme, mais elle reste majoritaire dans le Sud-Ouest avec près de 65 % de pratiquants (Burkina Faso, 2009b). Nous avons remarqué sur le terrain, par l'observation participante, que les pratiques traditionnelles accompagnent souvent les pratiques religieuses musulmanes et chrétiennes.

3.4 Contexte économique

Dans cette section nous allons décrire le contexte économique dans lequel évolue le Burkina Faso. L'agriculture et l'élevage – activités très importantes au pays – les industries et le commerce informel sont les points qui seront développés.

3.4.1 Agriculture

Le Burkina Faso est un pays qui vit essentiellement d'agriculture de subsistance, nous l'avons déjà mentionné. Cette activité est très importante : « L'agriculture représente 92 pour cent des emplois du Burkina Faso, soit le taux le plus élevé d'Afrique, et environ un tiers du PIB » (PNUE, 2008 : 99). C'est ce type d'agriculture, aussi appelé agriculture familiale, qui domine dans l'ensemble du pays; l'agriculture intensive, comme on peut en retrouver en Côte-d'Ivoire avec le cacao, est peu développée au Burkina Faso (Wagner *et al.*, 2009).

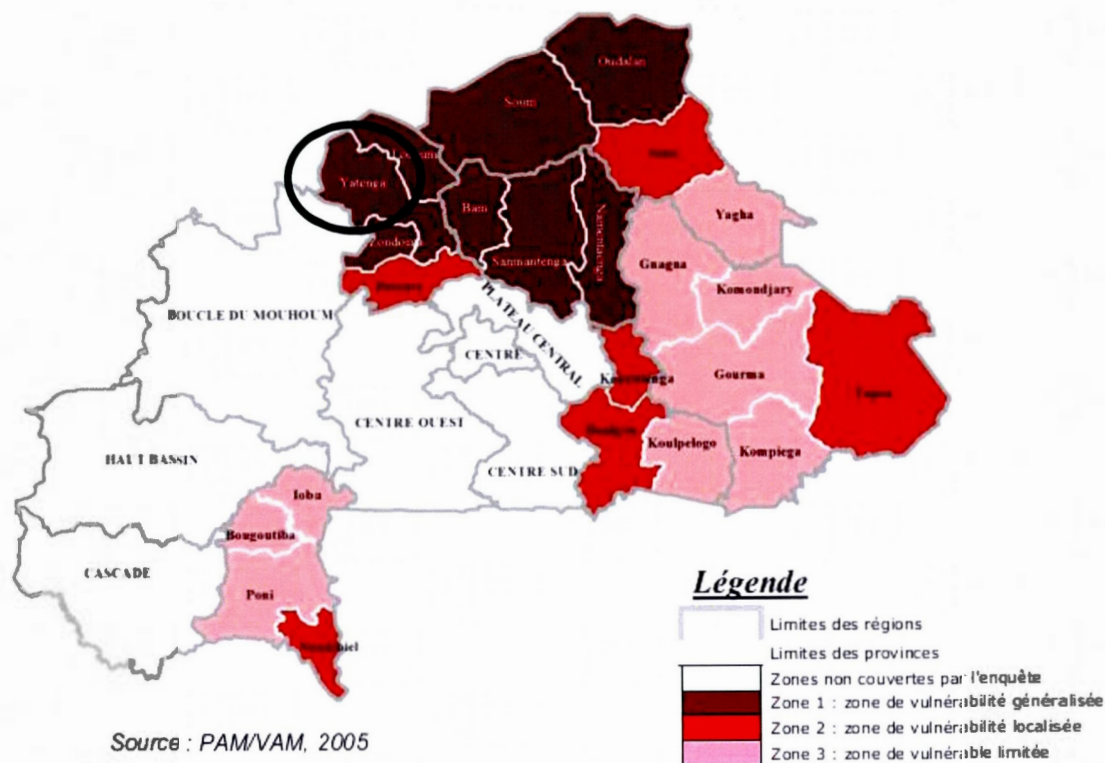
Le président Blaise Compaoré a d'ailleurs pris l'habitude de dire dans ses discours que le Burkina Faso n'avait rien, aucune ressource, si ce n'est les ressources humaines²⁸. Cette idée est véhiculée depuis la colonisation française. En effet, à cette époque, la Haute-Volta était considérée par la colonie comme sans valeur en terme de ressources : « Dans l'Afrique-Occidentale française, la Haute-Volta a été longtemps considérée comme peu propice à l'agriculture, 'terre des hommes' elle n'aura été qu'un réservoir de main-d'œuvre au profit des pays voisins, notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, le Mali, le Niger » (Burkina Faso, 2006 : 100). La Haute-Volta a d'ailleurs été démantelée de 1932 à 1947 et divisée en trois parties annexées au Soudan (Mali actuel), à la Côte-d'Ivoire et au Niger. Les Voltaïques, comme on les appelait à l'époque, étaient invités, sinon forcés, à aller travailler

²⁸ Nous pouvons citer en exemple ce discours donné par le Président en 2010 au lancement des célébrations du cinquantenaire de l'indépendance du pays (Lefaso.net, 2010).

dans les plantations de cacao en Côte-d'Ivoire, ou sur la « Gold Coast », au Ghana (Burkina Faso 2009b). Aujourd'hui encore, les liens entre le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire sont toujours très forts. Beaucoup de Burkinabè ont déjà vécu en Côte-d'Ivoire ou ont de la famille là-bas. Lorsque l'approvisionnement en ressources de base (eau, nourriture) fait défaut, la solution est souvent d'envoyer un ou plusieurs membres de la famille vers le sud du pays ou en Côte-d'Ivoire, afin d'amasser une somme d'argent qui permettra à la famille d'acheter les produits de base nécessaire à leur survie (cf. ch. 4).

Au Burkina Faso, plusieurs zones du pays sont vulnérables au niveau alimentaire. Comme nous le montre la carte suivante, la province du Yatenga, où se situe le village de Koumbri, se trouve dans une zone de vulnérabilité alimentaire généralisée, c'est-à-dire que toute la province en est concernée.

Carte 2 : Zones de vulnérabilité alimentaire



Source : PAM/VAM, 2005

Figure 3.8 Zones de vulnérabilité alimentaire au Burkina Faso [Encerclé : province du Yatenga]. (Wagner *et al.*, 2009 : 12)

3.4.2 Élevage

Plus de 80 % de la population burkinabè pratique l'élevage à divers degrés (Kagone, 2001). On peut distinguer différents types d'élevage : le pastoralisme, l'agropastoralisme, l'embouche et l'élevage intensif. Ce sont les ethnies nomades, notamment une partie des Peuls au Burkina Faso, qui originellement vivent de pastoralisme. Ces peuples se déplacent au gré des saisons, afin d'arriver à nourrir leurs bêtes, et se nourrir par le fait même. Les peuples nomades sont souvent marginalisés et leur mode de vie reste méconnu. Beaucoup des peuples éleveurs jadis nomades se sont sédentarisés et bien que se revendiquant éleveurs avant tout, ils sont aussi devenus agriculteurs. De même, les agriculteurs vont aussi élever quelques têtes, parfois par eux-mêmes, parfois en les confiant aux populations nomades pendant un certain temps (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). C'est

l'agropastoralisme. L'embouche consiste à engraisser des animaux pour ensuite les revendre. C'est donc une source de revenus, notamment pour les femmes en milieu rural. Nous avons été témoins de ces trois types d'élevage à Koumbri. L'embouche peut aussi se faire de manière plus intensive. L'élevage intensif se concentre surtout dans les milieux urbains et – mis à part l'embouche – est surtout destiné à la production laitière pour consommation locale (Kagone, 2001).

3.4.3 Industries

Pays d'agriculture de subsistance, ce sont véritablement l'agriculture et l'élevage qui composent la majorité des activités des Burkinabè, mais ce n'est pas ainsi que le pays arrive à s'enrichir monétairement : « L'économie du pays repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage, deux secteurs qui occupent plus de $\frac{3}{4}$ de la population active, mais qui ne contribuaient que pour 37,2 % du produit intérieur brut (PIB) du pays en 1998 » (Burkina Faso, 2009b : 34). Le pays est aussi connu pour sa culture du coton : « Le secteur primaire est dominé par les productions vivrières et d'auto-subsistance et par le coton » (UNCTAD, 2009 : 4). Cependant, depuis quelques années, le secteur minier est en croissance :

La production d'or est passée de 12,1 tonnes en 2009 à 23,07 tonnes en 2010, soit un accroissement de plus de 90%. À la production des quatre mines déjà en activité (Mana, Youga, Kalsaka et Taparko) s'est ajoutée celle des mines d'Inata et d'ESSAKANE, entrées en production respectivement en avril et octobre 2010 (FMI, 2011 : 34).

En plus de ces sites en exploitation, plusieurs sites sont en exploration par différentes compagnies minières, comme « Goldrush Resources » (Goldrush Resources, 2013).

Il existe aussi environ 1500 sites d'orpaillage artisanal un peu partout sur le territoire, tant au nord qu'au sud du pays (Scian, 2010). Ces sites sont relativement contrôlés par l'État, mais beaucoup de problèmes persistent (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale* ; Garat, 2010). L'orpaillage artisanal a permis à un nombre important de Burkinabè de faire relativement beaucoup d'argent rapidement. C'est d'ailleurs l'attrait principal de ce secteur, qui explique le nombre important de jeunes hommes à la recherche de la pépite d'or. Malheureusement, cette ruée vers l'or compte également de nombreuses difficultés, que ce soit au niveau sécuritaire, sanitaire, ou du trafic de tout genre autour de ces sites artisanaux,

devenus de véritables villages où prostitution, violence et drogues se trouvent à profusion (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). De nombreuses croyances traditionnelles continuent à alimenter des préjugés parfois dangereux envers ce métal précieux, que ce soit au niveau de la gestion financière des retombées économiques pour les orpailleurs, ou la recherche même de l'or. Par exemple :

L'argent issu de l'or serait maléfique; c'est pourquoi l'on dit qu'il ne faut jamais garder cet argent avec soi. Le constat est que ceux qui exploitent l'or de manière artisanale ne profitent pas de cet argent. Ils le gaspillent et n'arrivent pas à réaliser quelque chose de concret. [...] En outre, certains orpailleurs affirment que l'or tue. Évidemment, ceux qui creusent artisanalement l'or sont le plus souvent confrontés à des éboulements, d'où l'engloutissement de tous ceux qui se trouvaient dans les creux. De mauvaises langues racontent que les sites qui ont déjà englouti des orpailleurs regorgeront davantage d'or, car l'or s'épanouit et augmente avec du sang humain. C'est pourquoi des criminels vont même jusqu'à enterrer des crânes humains pour « attirer » l'or. (Scian, 2010).

Dans un contexte de baisse des rendements agricoles, les sites d'orpaillage deviennent un moyen de palier à une situation financière précaire chez les ménages qui ont alors besoin d'argent pour se procurer nourriture et autres besoins primaires. Contribuant à l'amélioration des conditions financières de nombreuses familles du Burkina Faso, l'orpaillage en tant qu'industrie primaire ne peut être passé sous silence.

3.4.4 Secteur informel

En 1977, on compte 73,4 % de la population totale qui vit aussi du secteur informel (van Dijk, 1986). Par observation, le « petit commerce » comme on l'appelle là-bas, est très répandu encore aujourd'hui. Loin d'être clandestin, le petit commerce est visible partout, généralement dans les grands centres. Ce sont les femmes qui vendent des légumes en bord de route, les jeunes hommes qui vendent les cartes de recharge pour téléphones cellulaires, les réparateurs de motos qu'on peut retrouver facilement sur notre chemin, les vendeurs-ses de produits artisanaux, les petits restaurants type gargotes où on peut manger sur le pouce, etc. Le secteur informel au Burkina Faso concerne surtout le secteur des services, est de petite échelle et les compétences requises ne s'apprennent pas à l'école (van Dijk, 1986). L'Organisation internationale du travail définit le secteur informel de façon plutôt large, en précisant qu'il se distingue du secteur illégal, mais que ses emplois ne bénéficient d'aucune réglementation : « soit parce qu'ils n'entrent pas dans le champ d'application de la loi, soit

parce qu'ils ne sont pas couverts par des dispositions légales dans la pratique » (BIT, 2010 : 59). Le secteur informel est une façon assez simple de réussir à se débrouiller en cas de besoin financier, et vient compléter les manques lors d'une récolte peu fructueuse, par exemple.

Ainsi, le petit commerce est un secteur de l'économie important et dynamique au Burkina Faso, qui ne demande pas d'études, et où, pour cette raison entre autres, les femmes sont très présentes :

Le secteur informel est un pan entier de l'économie où les femmes sont dynamiques. Elles y mènent en effet toute sorte d'activités rémunératrices : commerce en détail, artisanat, finance, agriculture, élevage, restauration, hôtellerie, coiffure, management. [...] Ainsi, le commerce a été souvent un refuge pour celles qui se retrouvent dans les milieux urbains. On les retrouve aux abords des grandes voies vendant des fruits et légumes ou gérant des kiosques à café ou des mini restaurants. Elles sont aussi dans les marchés où elles réussissent à s'octroyer de petites boutiques à côté des hommes. (Hien, 2007).

C'est surtout dans les zones urbaines que l'on retrouve le secteur informel, quoique des vendeuses de légumes et des femmes tenant de petits commerces, nous en avons vu dans le village de Koumbri où nous avons séjourné et on les retrouve aussi sur les sites d'orpaillage (*Extrait d'un entretien avec une villageoise*).

3.5 Contexte politique et institutionnel

Dans cette section, nous allons expliquer brièvement le contexte politique et institutionnel dans lequel se situe le Burkina Faso, en présentant un bref historique du pays, ce qui permet de mieux comprendre la situation actuelle. Cette section nous permettra aussi de broser un tableau des migrations, qui ont joué un très grand rôle dans l'histoire du pays.

3.5.1 Historique²⁹

Pour faciliter la compréhension, nous pouvons diviser l'histoire du Burkina Faso en trois périodes : périodes pré-coloniale, coloniale et postcoloniale. Nous ne nous attarderons pas sur la période précoloniale, même si elle est tout aussi importante, sinon plus, que les autres, mais elle est moins pertinente dans le contexte de ce mémoire. Nous allons simplement mentionner qu'à cette époque, les mouvements migratoires existaient déjà, attribuables en grande partie aux conflits qui régnaient dans la région. C'est par les migrations que les régions du Burkina Faso se sont développées et ont créé les regroupements ethniques que nous connaissons aujourd'hui (Burkina Faso, 2009a). L'instauration du royaume Mossi aux XI^e et XII^e siècles confère cependant une certaine stabilité à la région. C'est aussi à cette époque qu'on situe l'implantation de la religion musulmane (Burkina Faso, 2009b).

3.5.1.1 Période coloniale

En 1919, la colonie de la Haute-Volta est créée (Massa et Madiéga, 1995). Les Français qui conquièrent la région n'ont pas considéré l'endroit comme étant digne d'intérêt économique. Selon eux, il n'y avait pas de ressources intéressantes et, en raison de son éloignement de la mer, l'approvisionnement se faisait difficilement (van Dijk, 1986). Les activités économiques se sont surtout concentrées vers les pays voisins (van Dijk, 1986) notamment vers les côtes, principalement la Côte d'Ivoire qui était aussi de colonie française. En conséquence, les habitants de ce qui était devenu la Haute-Volta n'ont pas vu leurs traditions bouleversées autant que d'autres colonies où les activités coloniales se sont fait beaucoup plus sentir. Cependant, ils vécurent des déracinements, la colonie les obligeant à exploiter la seule ressource intéressante de leur avis : la main-d'œuvre. La France coloniale pouvait compter sur « des bras valides, courageux et dociles » (Burkina Faso, 2009a : 23). C'est donc à cette époque que les migrations de travail, forcé en majorité, débutent :

²⁹ Cf. appendice I pour une chronologie historique du Burkina Faso.

[La période coloniale] fut marquée [...] par des exactions (travaux forcés, recrutements militaires, impôts de capitation, etc.) que faisait subir l'administration coloniale française aux populations autochtones. Ce qui a amené de nombreux Voltaïques à émigrer soit pour aller travailler de force dans les plantations de Côte d'Ivoire et du Mali (la Haute-Volta étant considérée à l'époque comme un réservoir de main-d'œuvre), soit pour s'exiler vers d'autres colonies voisines, la Gold Coast (Ghana actuel) notamment, où les conditions étaient meilleures. (Burkina Faso, 2009b : 31).

Effectivement, pour échapper aux conditions médiocres du travail en Côte-d'Ivoire, beaucoup de Voltaïques, forcés d'aller travailler hors de leur endroit de résidence, décidèrent d'aller au Ghana, où les conditions de travail de la colonie anglaise étaient meilleures. L'éloignement de la mer, les traditions toujours très présentes notamment par la présence d'un roi fort (van Dijk, 1986), le faible intérêt pour la région en ce qui concerne ses ressources naturelles, expliquent en partie pourquoi le pays fut démantelé pendant 15 ans (de 1932 à 1947). Mais c'est principalement pour s'assurer d'une main-d'œuvre dans les plantations en Côte-d'Ivoire que la colonie française démantèle la Haute-Volta en 1932 pour l'annexer à la Côte-d'Ivoire, au Soudan (Mali actuel) et au Niger. En 1936 une loi sur le travail forcé oblige les anciens Voltaïques à travailler sur ces plantations : « Tout ce dispositif juridique a permis ainsi aux colons d'organiser des mouvements forcés de population de la Haute-Volta vers la Côte d'Ivoire » (Burkina Faso, 2009a : 24). L'abolition du travail forcé expliquerait aussi en partie le rétablissement des frontières de 1932 : « ... en septembre 1947, une loi établissant la Haute-Volta dans ses frontières de 1932 fut votée suite à la suppression du travail forcé en 1946 » (Burkina Faso, 2009b : 31).

La suppression du travail forcé et l'instauration de syndicats de travailleurs améliorent les conditions de travail. Les Voltaïques commencent alors à se rendre de leur propre gré sur les plantations ivoiriennes. La Côte d'Ivoire devient ainsi la destination de travail privilégiée au dépend du Ghana même si de fait, les Voltaïques seront toujours perçus comme de la main-d'œuvre bon marché (Burkina Faso, 2009a).

En plus de cette migration forcée aux temps coloniaux, qui était généralement de région rurale à région rurale, la migration vers les centres urbains voit le jour avec l'apparition des administrations coloniales. L'exode rural commence à cette époque; les autochtones décident de s'établir dans les villes pour connaître de meilleures conditions socio-économiques. Cette

migration (ou exode) ne se dissipera pas avec l'indépendance, plutôt elle ira en s'accroissant pour plusieurs raisons, que ce soit une fuite due à la dégradation des conditions climatiques (Burkina Faso, 2009b) et/ou l'attrait pécuniaire d'un emploi rémunéré, beaucoup plus probable en ville qu'en campagne par la présence des administrations coloniales.

3.5.1.2 Période postcoloniale

La Haute-Volta n'échappe pas au mouvement des indépendances de la fin des années 1950. C'est le 5 août 1960 que la Haute-Volta déclare à son tour son indépendance (Burkina Faso, 2009a). Déjà depuis 1958 le pays est une République membre de la communauté franco-africaine (Massa et Madiéga, 1995 ; Kabore, 2002). Avec l'indépendance, le pays devient une république du type français, dirigée par un président qui indique un premier ministre et des ministres. Maurice Yaméogo est le premier Président (Kabore, 2002). Des réformes ont eu lieu au fil du temps et aujourd'hui le pays est divisé en 13 régions, qui elles sont divisées en 45 provinces, puis en 352 communes (départements) et près de 9 000 villages (Burkina Faso, 2009b). Le gouvernement burkinabè procède à la décentralisation telle qu'on la connaît aujourd'hui depuis 1995. Les quatre lois qui promulguent la décentralisation ont quant à elles été adoptées en 1998. On cherche à améliorer la participation locale par la décentralisation des pouvoirs vers des autorités locales (Burkina Faso, 2005). Ainsi ont été créées les provinces et les communes. La région, la province et la commune sont des collectivités locales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Ont aussi été créées les circonscriptions administratives (par ordre croissant de grandeur : village, département, province) qui n'ont ni personnalité morale, ni autonomie financière, mis à part la province, car elle est aussi une collectivité locale (Burkina Faso, 1998). Notre étude de cas a d'ailleurs été effectuée dans le village de Koumbri, qui est le chef-lieu de la commune rurale du même nom. La commune de Koumbri est située dans la province du Yatenga, dans la région du Nord.

Depuis l'accession à l'indépendance, le pays a vécu deux guerres plus ou moins marquantes avec le Mali (1974 et 1985) pour des conflits en lien avec la reconnaissance des frontières. De nombreux chefs d'État se sont succédé, principalement suite à des coups d'État militaires. Le dernier en date de 1987, année où le commandant Thomas Sankara est mort dans des

conditions nébuleuses, marque le début d'une période de relative stabilité politique au pays. C'est le compagnon militaire et ami de Thomas Sankara, Blaise Compaoré, qui prit alors la tête du pays. Il y est toujours 26 ans plus tard (en date d'avril 2013). Aux dernières élections, Compaoré, candidat à sa propre succession, a été réélu facilement avec 80,21 % du total des voix (Commission Électorale Nationale Indépendante, 2012).

Un mot sur la période de Thomas Sankara comme chef d'État, qui a énormément marqué la politique de l'époque au pays, dans la région tout entière et même hors du continent. Thomas Sankara est arrivé au pouvoir suite à un coup d'État en 1983. De tendance communiste, il a voulu rétablir la fierté de son pays et de sa population en instaurant des politiques valorisant les cultures du pays. C'est Sankara qui, en 1984, changea le nom du pays de Haute-Volta à Burkina Faso, qui signifie « pays des hommes intègres » en langues mooré et dioula. Sous son règne, de nombreux événements furent marquants et sont évoqués avec fierté ou nostalgie par de nombreux Burkinabè encore aujourd'hui. Parmi ceux-ci : la campagne de vaccination en 1984, surnommée « vaccination commando »³⁰, saluée par l'UNICEF (Jaffré, 1989). Les Burkinabè nous ont aussi mentionné la mise au carreau des voitures de service luxueuses au profit de modestes Peugeot et la revalorisation des tissus et confections traditionnels. Sans oublier ses sorties spectaculaires devant le président Français François Mitterrand et devant l'OUA, où il convainquit ses homologues de ne pas rembourser leurs dettes respectives (Sankara, 2007). Une petite révolution en soi à une époque où les institutions internationales telles la Banque mondiale et le FMI dictaient la façon de faire aux « pays pauvres ». Sankara a tenté de redonner un peu de dignité à ses confrères africains. Sa mort – qui serait plutôt un assassinat, mais le dossier est toujours non réglé – a laissé une blessure jamais complètement guérie pour de nombreux Burkinabè. Sankara est toujours appelé par certains le « Che Guevara du continent africain ». La période de la Révolution, comme on l'appelle, a permis de revaloriser le pays aux yeux de sa population (Burkina Faso, 2009a).

³⁰ En 15 jours, 2,5 millions d'enfants âgés de 9 mois à 15 ans furent vaccinés contre la rougeole, la méningite et la fièvre jaune (Somé, 1990).

À l'époque de Sankara, la migration était déjà un phénomène commun, d'ailleurs décrié par le chef d'État : « Lorsque chacun de nos 800 000 émigrants mâles s'en va, une femme assume un surcroît de travail. Ainsi, les deux millions de Burkinabè résidant hors du territoire national ont contribué à aggraver le déséquilibre du *sex-ratio* [...] » (Allocution de Thomas Sankara en 1987 cité dans Sankara, 2001 : 24). La situation se perpétue encore aujourd'hui. Le Burkina Faso est un pays d'émigration. En 2006 on note : « un solde migratoire négatif de (-6687) au cours des 12 mois ayant précédé le recensement » (Burkina Faso, 2009a). Par comparaison, au Canada, pays d'immigration, l'expansion démographique s'explique par l'immigration internationale : « En 2011-2012, l'accroissement migratoire international a été responsable des deux-tiers de l'accroissement démographique du Canada. » (Statistique Canada, 2012a : 14). Par exemple, il est rare de croiser un Burkinabè qui n'a pas un lien familial quelconque avec la Côte-d'Ivoire, que ce soit pour y être né, y avoir vécu ou avoir de la famille là-bas. Ce constat ayant pu être observé sur le terrain, il se démontre aussi par les statistiques. Selon le recensement de 2006, 4,4 % de la population totale, soit 613 662 personnes, sont nés à l'étranger. De ce nombre, plus de 80 % sont nés en Côte-d'Ivoire (Burkina Faso, 2008b). Ce nombre est radicalement disproportionné comparativement aux autres pays de naissance des étrangers :

Pays de naissance	Population	
	Effectif	%
Côte-d'Ivoire	495 932	80,8
Mali	40 181	6,5
Ghana	29 545	4,8
Togo	14 116	2,3
Niger	11 699	1,9
Nigeria	4 465	0,7
Bénin	3 832	0,6
Autres pays CEDEAO	4 969	0,8
Pays d'Afrique Centrale	3 837	0,6
Autres pays Africains	993	0,2
Autres Continents	4 093	0,7
TOTAL	613 662	100

Figure 3.9 Répartition de la population née à l'étranger par pays de naissance [c'est nous qui soulignons]. (Burkina Faso, 2008b : 27).

Il est important de mentionner que le conflit ivoirien a eu comme conséquence le retour de nombreux Ivoiriens d'origine Burkinabè, surtout depuis 2002 (Burkina Faso, 2009a). Le conflit, ethnique en partie, a créé une hostilité envers les Ivoiriens d'origine Burkinabè, même ceux de deuxième génération n'ayant jamais mis les pieds au Burkina Faso.

Les échanges migratoires sont importants entre le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire certes, mais il ne faudrait pas oublier l'importance des mouvements migratoires à l'intérieur même du Burkina Faso. La région du Nord, où se situe le village de Koumbri, est d'ailleurs une région à forte émigration avec 18,4 % de la totalité des départs enregistrés dans le pays lors du recensement de 2006 (Burkina Faso, 2009a)³¹. Comme on peut le voir dans le tableau suivant, la région du Nord a un solde migratoire négatif, ce qui signifie que c'est une région d'émigration. Dans le pays, ce sont les régions urbaines et les régions plus au sud (plus propices à l'agriculture) qui accueillent les migrants Burkinabè.

Régions	Non migrants	Entrants	Sortants	Solde migratoire
Boucle du Mouhoun	1 278 474	104 198	141 458	-37 260
Cascades	405 389	89 320	40 080	49 240
Centre	1 082 458	481 773	92 131	389 642
Centre – Est	1 023 369	54 474	86 659	-32 185
Centre-Nord	920 108	185 287	133 975	51 312
Centre-Ouest	1 014 536	95 542	142 419	-46 877
Centre-Sud	572 030	46 357	137 821	-91 464
Est	1 131 642	57 554	101 755	-44 201
Hauts-Bassins	1 124 356	243 488	123 642	119 846
Nord	1 087 949	36 813	246 418	-209 605
Plateau Central	628 031	44 720	154 685	-109 965
Sahel	928 408	24 618	53 510	-28 892
Sud-Ouest	546 217	40 934	50 525	-9 591

Figure 3.10 Migration interne entre régions représentant les déplacements au cours des 12 mois précédant le recensement de 2006 [c'est nous qui soulignons]. (Burkina Faso, 2008b : 26).

³¹ Pour une recension des migrations en général au Burkina Faso, nous invitons le lecteur à consulter le Recensement général de la population et de l'habitation de 2006 du Burkina Faso, plus spécifiquement le thème 8 qui porte sur les migrations (Burkina Faso, 2009a).

La migration au Burkina Faso est déterminée ainsi : « Est considérée comme migration tout déplacement d'un individu d'une entité administrative (la commune étant la plus petite entité considérée) vers une autre pour un séjour d'au moins six mois ou avec l'intention d'y résider pendant au moins six mois » (Burkina Faso, 2008b : 26). C'est un phénomène qui concerne plus les hommes que les femmes. Nous aurons l'occasion de le démontrer aussi dans notre étude de cas : ce sont les hommes qui quittent le berceau familial, parfois avec leur(s) femme(s) et enfant(s), mais généralement seul. En 1996, le taux d'émigration était de 540 hommes pour 100 femmes (Burkina Faso, 2009b). Ces hommes sont généralement jeunes (Capron et Kohler, 1983 ; 1975 ; Burkina Faso 2008b).

3.5.2 Le Burkina Faso aujourd'hui

Le président Blaise Compaoré est au pouvoir depuis 1987. Surnommé le « sage africain », il bénéficie d'un respect important de la part de la majorité des chefs d'État, malgré les scandales latents à son égard, notamment concernant son implication dans le conflit de la Sierra Leone³² et dans la mort de l'ex-président révolutionnaire Thomas Sankara, dont plusieurs le tiennent pour responsable, sans preuve jusqu'à présent³³. Compaoré a été nommé médiateur en chef dans le conflit au Mali par la CEDEAO, le 27 mars 2012 (CEDEAO, 2012). Le pays baigne dans une relative stabilité politique depuis son accession au pouvoir en 1987, malgré quelques conflits internes par-ci, par-là, qui n'ont jamais véritablement défié son leadership. On pense ici à la crise alimentaire de 2008 et à la crise militaire de 2011. Selon la Constitution du pays, Compaoré ne peut se représenter aux élections de 2015. Cependant, des négociations ont lieu dans le but de modifier l'article 37, ce qui lui permettrait de briguer à nouveau la présidence du pays. Les discussions à ce sujet entre citoyens avaient déjà cours en 2010 lors de notre passage sur le terrain.

³² Concernant l'implication du Burkina Faso dans le conflit sierra leonais, on se référera au procès de Charles Taylor au tribunal spécial de la Sierra Leone, notamment la transcription du procès du 26 avril 2012 où il est question d'armes à feu transitant par le Burkina Faso.

³³ Voir à cet effet le Collectif Justice pour Sankara : <http://www.thomassankara.net/>

3.6 Conclusion

Ce chapitre nous a permis de dresser un portrait de la situation générale au Burkina Faso, en ce qui concerne son climat, sa situation socio-économique et politico-institutionnelle. Ceci nous a permis de nous rendre compte que la province du Yatenga est une zone d'émigration. Nous nous sommes rendus sur le terrain dans le but de mieux comprendre ce qui motive les gens à quitter leur milieu de vie, si tel est le cas, et les raisons qu'ils invoquent. Partir est-il le choix préféré par les habitants ou y a-t-il d'autres méthodes d'adaptation mises en place? L'étude de cas sera une occasion d'évaluer la vulnérabilité de la communauté ciblée. L'évaluation de la vulnérabilité ne dépend pas de prédictions sur les comportements d'adaptation (Kelly et Adger, 2000). Plutôt, elle expliquera les comportements, permettant ainsi de mieux les comprendre et de trouver des solutions adaptées au contexte.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS

4.1 Introduction

Les résultats de notre enquête de terrain sont présentés dans ce chapitre. Notre étude de cas se concentre sur la vulnérabilité sociale individuelle, c'est-à-dire la compréhension des individus de leur situation, puisque nos entretiens se sont concentrés sur la perception et les capacités individuelles des interviewés plutôt que sur celles des ménages ou d'un groupe social ciblé dans le village. Mais rappelons-nous que se concentrer sur les individus doit se faire tout en tenant compte qu'ils sont organisés en différents groupes, à différentes échelles : « Even when we focus on people as the target, we have to account for the fact that they are organised into groups at various scales – from individuals to households to communities and complete settlements. » (Downing *et. al.*, 2004 : 73). Nous ne prétendons pas pouvoir généraliser nos résultats à toute la population, mais nous pourrions décrire des tendances qui existent dans le village, qu'il serait intéressant d'approfondir ultérieurement dans une recherche plus poussée. Pour opérationnaliser les composantes de la vulnérabilité, nous avons utilisé les facteurs de vulnérabilité (chap. deux). Nous allons ensuite exposer les méthodes d'adaptation mises en place par les villageois telles qu'observées et expliquées par ces derniers. Nous pourrions remarquer deux types d'adaptation : l'adaptation *in situ* et *ex situ*. Mais d'abord, nous allons présenter le village de Koumbri.

4.2 Koumbri



Figure 4.1 Localisation de Koumbri sur la carte géographique du Burkina Faso. (Division Géographique de la Direction des Archives du Ministère des Affaires Étrangères, 2004 cité dans France Diplomatie, 2013).

Koumbri est un village et aussi le nom d'une commune. Ce village est d'ailleurs le chef-lieu de cette commune éponyme. De confession musulmane en majorité, le village est composé surtout d'agriculteurs d'ethnie Mossi, mais aussi de quelques Peuls, se considérant éleveurs avant tout. Le nombre d'habitants est flou. Selon le recensement de 2006, le village compte 3343 individus³⁴. Mais le chiffre avancé par le Plan Communal de développement est de

³⁴ Compte tenu du contexte burkinabè, nous avons pu mettre la main sur les données du recensement de 2006 pour la population de Koumbri à la Direction Générale de l'Aménagement du territoire, du Développement local et régional du Ministère des finances. Cependant, aucune notice bibliographique n'était disponible.

7918 individus en 2004. Nous avançons deux hypothèses : soit l'émigration a fortement augmenté de 2004 à 2006, soit les chiffres sont inexacts. Dans tous les cas, la population se chiffrerait entre 3000 et 8000 habitants.

COMMUNE	Ménages	POPULATION RESIDANTE			
		Total	Masculin	Féminin	Nombre d'hommes pour 100 femmes
PROVINCE:- YATENGA					
BARGA	5 102	30 319	14 352	15 967	90
KAIN	1 678	11 290	5 689	5 601	102
KALSAKA	7 335	51 408	23 992	27 416	88
KOSSOUKA	2 553	17 197	7 916	9 281	85
KOUMBRI	6 952	44 535	20 893	23 642	88
NAMISSIGUIMA	5 382	34 904	16 644	18 260	91
OUAHIGOUYA	22 702	125 030	61 002	64 028	95
OULA	6 678	44 692	20 674	24 018	86
RAMBO	4 705	34 019	15 418	18 601	83
SEGUENEGA	8 814	60 478	27 762	32 716	85
TANGAYE	4 793	32 612	15 306	17 306	88
THIOU	7 657	48 296	23 290	25 006	93
ZOGORE	2 510	18 384	8 334	10 050	83
-	-	-	-	-	-

Figure 4.2 Population résidente de la province du Yatenga [c'est nous qui soulignons]. (Burkina Faso, 2008b : 49).



Figure 4.3 Village de Koumbri

Le PANA du Burkina Faso (2007) recense de nombreuses manifestations des changements climatiques sur son territoire. Nous pourrions constater tout au long de ce chapitre que certaines de ces manifestations sont visibles à Koumbri.

Tableau 4.1

Manifestations des changements climatiques sur les secteurs et les groupes les plus vulnérables

Principaux secteurs vulnérables	Facteurs explicatifs des changements de la variabilité du climat en rapport avec la vulnérabilité des secteurs				Groupes vulnérables
	Pluviosité excédentaire :	Baisse et variabilité de la pluviosité : Baisse du niveau de la nappe phréatique; Sécheresses récurrentes; Migration défavorable des isohyètes; Poches de sécheresses en cours de saison; Arrêt brusque des pluies; Décalage de la saison des pluies	Hausse des températures : Aggravation de l'évaporation des plans d'eau; Accélération des phénomènes de latérisation des sols; Augmentation des besoins en eau des cultures	Augmentation de la vitesse des vents : Violence, fréquence des vents de sables (désertiques); Érosion des sols	
Secteur de l'eau	Risque de destruction d'ouvrages par fortes crues. Ensalement/envasement des lacs et des cours d'eau. Pollution des eaux de surface.	Assèchement précoc des puits et puitsards. Faible remplissage des puits et plans d'eau. Insuffisance d'eau pour les différents usages. Aggravation du stress hydrique.	Tarissement précoc des plans d'eau de surface. Augmentation des besoins en eau. Aggravation de l'évaporation.	Augmentation de l'évaporation des plans d'eau. Envasement des lacs. Pollution des eaux.	Populations rurales. Exploitants d'ouvrages hydrauliques (cultures irriguées)
Secteur de l'agriculture	Baisse des rendements. Ruissellement et érosion hydrique. Lessivage des sols.	Perturbation du calendrier agricole. Baisse des rendements agricoles. Risque de disparition d'espèces moins	Dégradation de la qualité agronomique des sols. Extension des champs pour	Destruction d'arbres fruitiers. Défloraison des cultures. Baisse de rendement.	Petits exploitants céréaliers (femmes, jeunes). Exploitants du patrimoine génétique.

	Perte des récoltes. Destruction des cultures.	résilientes aux conditions climatiques. Déficit en eau pour les cultures. Insécurité alimentaire.	compenser les baisses de rendement. Disparition de certaines espèces. Éclosion de certains ravageurs des cultures (criquets, chenilles). Baisse des productions maraîchères.	Vers des cultures défavorables pour les productions de semences.	
Secteur de l'élevage	Noyade du cheptel dans les eaux. Prévalence des maladies liées à l'humidité.	Déficit en ressources fourragères. Pertes de cheptel. Déficit en eau pour le cheptel. Baisse de productivité.	Baisse de la qualité des fourrages. Tarissement précoce des points d'abreuvement.	Baisse de la disponibilité en eau et déficits fourragers. Propagation de maladies d'origine virale.	Petits éleveurs. Femmes enceintes et enfants. Exploitants du patrimoine génétique.
Secteur de la foresterie	Érosion hydrique. Transport des poissons hors des cours d'eau.	Baisse de la réserve en eau du sol entraînant la mort d'arbres et la disparition d'espèces végétales. Perte et migration des espèces fauniques. Migration et disparition d'espèces végétales.	Déficit en eau pour la faune. Perte de qualité du sol. Diminution en qualité et en quantité de la biodiversité. Augmentation de l'ETP. Migration d'espèces végétales.	Destruction des grands arbres. Accélération des feux de brousse. Augmentation de l'ETP.	Ménages ruraux. Tradipraticiens. Filière de la pêche.

4.3 Structure politico-institutionnelle

Le village de Koumbri s'inscrit dans la structure politico-institutionnelle du pays en général, se caractérisant par la structure ayant été mise en place par la décentralisation. Dans cette section nous développerons ce sujet, en nous concentrant sur les structures politiques, éducatives et sanitaires présentes au village.

4.3.1 Système politique

Koumbri est un village à mi-chemin entre une ville et un village traditionnel. À l'automne 2010, le village bénéficie d'une stabilité politique à l'image de ce qu'on retrouve dans la commune, la région et au pays. Étant le chef-lieu de la commune du même nom, Koumbri est relativement peuplé et bénéficie de nombreux services, malgré l'absence d'eau courante et d'électricité. Parmi ces services, notons la présence de deux écoles primaires (une française et l'autre bilingue français-mooré), d'un lycée³⁵, d'un Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS), d'une mairie, d'une préfecture, d'une perception, de commerces et de représentants gouvernementaux. Ces services font partie de l'organisation moderne du village. Le préfet est l'administrateur officiel. Il « représente le chef de l'État et l'ensemble du gouvernement dans le département qu'il administre. En plus de cela [il] assure la coordination des services déconcentrés de l'État ». (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). Le préfet de Koumbri est chargé du contrôle des activités des ministères présents sur le territoire de la commune³⁶. La mairie est le pouvoir qui représente la décentralisation de l'État, mise en œuvre depuis 2006 (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). Le conseil municipal est composé d'au moins deux représentants de chaque village et veille à la mise en œuvre du Plan Communal de Développement (*Entretien avec une autorité locale*). Quelques ONG interviennent également sur le territoire. Celles que nous avons vues actives sont BIBIR et

³⁵ Le lycée de Koumbri se trouve en réalité à être un Collège d'enseignement général (CEG). La différence entre le lycée et le CEG est que le lycée comporte trois niveaux de plus : la deuxième, la première et la terminale. Koumbri est devenu un lycée en théorie en 2010 mais les ressources disponibles (professeurs, locaux, etc.) faisaient en sorte qu'en réalité les élèves devaient déménager hors de Koumbri pour continuer leurs études après l'obtention du brevet d'études générales (BEG), diplôme attestant la fin de leurs études au CEG.

³⁶ Ces ministères sont ceux responsables de la santé, de la justice, de la sécurité, de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement.

Christian Aid. BIBIR intervient auprès des élèves du primaire, tandis que Christian Aid intervient auprès des agriculteurs pour la commercialisation de denrées alimentaires – du sésame dans le cas de Koumbri. L'ONG belge Broederlijk Delen est le principal bailleur de fonds de l'Union des Groupements Naam de Koumbri, une union de groupements paysans actifs dans toute la commune. Cette ONG finance donc les activités de l'Union et fait une vérification comptable de celles-ci, mais l'administration de l'Union se fait par les autochtones villageois.



Figure 4.4 Exemple d'une ONG présente au village de Koumbri

En parallèle existe une organisation traditionnelle, composée essentiellement d'un chef de village et d'un chef de terre (et leurs notables). Celle-ci est active dans les prises de décisions des villages. Par exemple, officiellement, le lotissement des terres est décidé par l'État. Dans les faits, il en est autrement : « ...la gestion du système foncier est traditionnelle. Le pouvoir

de gestion de la terre est détenu par le chef de terre qui gère la question en collaboration avec le chef de village et les autres notables. Les textes sur le Réorganisation Agraire et Foncière sont difficilement applicables sur le terrain » (Burkina Faso, 2008a : 27). L'organisation politique traditionnelle est très hiérarchisée. Il fut impossible pour nous d'entrer en contact directement avec le chef du village et le chef de terre. Nous avons plutôt conversé avec les notables, qui eux étaient en contact avec les chefs.

De même, on retrouve dans la commune des médersas (écoles coraniques) et la culture islamique est très présente. Cependant, bien que la religion musulmane soit pratiquée en grande majorité, elle ne l'est pas en totalité dans le village de Koumbri, en raison de la présence d'une église et de plusieurs fonctionnaires catholiques, non natifs du village pour la plupart. Une fraternité confessionnelle se vit au village. Par exemple, lors de la visite d'un responsable religieux catholique à l'église de Koumbri, plusieurs musulmans ont participé à la messe en son honneur, sans que cela pose problème.

Lorsqu'on demande aux habitants du village de Koumbri « qui prend les décisions au village », les réponses nous démontrent l'importance de tous ces acteurs. Pour certains, l'organisation moderne et l'organisation traditionnelle se partagent également le pouvoir, comme le témoigne cette réponse :

Avant c'était le chef du village, mais avec l'avènement de l'indépendance et autres maintenant c'est le préfet qui décide. Si ça va le chef du village peut accepter, mais si ça rentre en destruction il peut refuser et dire pourquoi il ne veut pas ça. Ça fait que les deux peuvent s'entendre et s'harmoniser. Là où il n'y a pas de préfet c'est le chef du village en collaboration avec les conseillers et les CVD (comités villageois de développement). La décision peut venir du chef, mais en collaboration avec les conseillers. (*Extrait d'un entretien avec un villageois*).

Cependant, beaucoup de répondants (13 sur 20) affirment que c'est le chef du village uniquement qui prend les décisions. Certains (4 sur 20) ajoutent que l'Imam prend aussi les décisions.

En ce qui concerne l'organisation familiale et les décisions prises à l'intérieur du ménage, la hiérarchie patriarcale s'impose dans les réponses. 15 répondants sur 20 affirment que c'est le chef de famille (mari, père, grand frère ou fils) uniquement qui prend les décisions. Ceci confirme l'affirmation selon laquelle les femmes et les jeunes viennent en second rang après les hommes : « La famille est organisée de façon patrilinéaire et patrilocale : la filiation se fait à travers le lignage du père et la domiciliation de la famille se fait chez le père (le mari), ce qui renforce la position de l'homme dans la société » (Burkina Faso, 2008a : 20). De même, la distribution des terres se fait entre hommes; la femme n'a pas accès à la propriété (Burkina Faso, 2008a). De nos entretiens, une seule réponse à la question « qui décide au sein de votre ménage » fut vraiment nuancée et démontre de la volonté qui émerge de partager le pouvoir avec les autres membres de la famille :

Avant c'est le chef du ménage, mais actuellement depuis les dernières années ils ont eu des formations [vie de bon ménage] qui fait que le chef de ménage ne décide pas comme ça. S'il y a un problème, il appelle les femmes et parfois les enfants. Chacun donne son point de vue et ensemble ils décident. Avant le chef de ménage ne demande même pas, il décide. Chez moi, c'est la famille, tous en accord. On réunit les femmes et les enfants pour prendre la décision. Comme ça ensuite le matin si un est parti on sait où il est et où le rejoindre. (*Extrait d'un entretien avec un villageois*).

4.3.2 Système d'éducation

De façon globale, le Burkina Faso est un pays où le niveau d'éducation est peu élevé, malgré le fait que l'éducation soit obligatoire jusqu'à 16 ans : « Seulement 26,1% de la population de 3 ans et plus ont fréquenté un établissement scolaire » (Burkina Faso, 2009b : 22). Fait étrange, l'éducation est obligatoire pourvu que les infrastructures le permettent. Cela a pour mérite d'être réaliste, mais n'incite pas beaucoup à la mobilisation des effectifs afin que tout soit mis en place pour assurer la possibilité aux enfants d'aller à l'école : « Aucun enfant ne doit être exclu du système éducatif avant ses 16 ans révolus, dès lors que les infrastructures, les équipements, les ressources humaines et la réglementation scolaire en vigueur le permettent » (Burkina Faso, 1996 : 6). Par observation, nous pouvons affirmer que les besoins en infrastructures scolaires sont criants un peu partout au pays. En ville certainement, mais plus encore et de façon plus urgente dans certains villages. Par exemple, à Koumbri, malgré la présence de l'ONG espagnole BIBIR qui aide les élèves du primaire (CP1 à CM2) en leur offrant les fournitures scolaires, de nombreux manques sont évidents et décriés par les

instituteurs affectés à l'école française³⁷, notamment en ce qui concerne le matériel scolaire pour les professeurs. Il n'y a plus de cantine scolaire comme auparavant, ce qui signifie que beaucoup d'enfants passent la journée à l'école le ventre vide. Pour ce qui est du CEG (Collège d'enseignement général – 6^e à 3^e), le manque de locaux a obligé la construction d'une classe en paille au milieu de la cour d'école. De même, officiellement le CEG avait été transformé en lycée en 2009 (de la 6^e à la terminale), mais faute de ressources humaines et d'infrastructures, le lycée n'existait à l'automne 2010 que sur papier.

Les filles sont encore sous-représentées au sein des institutions scolaires. En 2008, le nombre de garçons fréquentant l'école primaire se chiffrait à 57,5 % contre 42,5 % chez les filles. Cet écart grandit considérablement au CEG, où les filles représentent 23 % contre 77 % chez les garçons : « Ce taux considérablement faible constaté dans la scolarisation des filles, serait dû à l'influence des pesanteurs socioculturelles au premier rang desquelles le maintien de la femme au foyer. » (Burkina Faso, 2008a : 33). Le profil de nos répondants reflète cette réalité. Bien qu'aucun d'eux n'ait d'études universitaires, les femmes rencontrées ont un niveau de scolarité plus bas que les hommes :

Tableau 4.2
Taux de scolarité chez les répondants

Non scolarisé(e)	École coranique	École catholique	École primaire non terminée	CM2 (école primaire terminée)	BEP
Hommes : 0 Femmes : 4 (+4 AM en plus)	Hommes : 1 (+3 AM en plus) Femmes : 0	Hommes : 1, AM en plus Femmes : 0	Hommes : 1 Femmes : 0	Hommes : 3 Femmes : 1	Hommes : 1 Femmes : 1
Total : 8	Total : 4	Total : 1	Total : 1	Total : 4	Total : 2

AM (Alphabétisation en Moore) : L'alphabétisation en Moore a été instaurée lors de la période de la révolution (sous le président Thomas Sankara). À partir de l'année 2000 les groupements Naam dans la commune de Koumbri ont reçu le financement pour offrir et gérer ces cours destinés aux adultes. *(Information provenant d'un entretien avec une autorité locale).*

³⁷ À Koumbri il y a deux écoles primaires, une française et une bilingue (mooré-français).

Le faible taux de scolarisation n'est pas l'unique indicateur à prendre en compte en ce qui concerne le système d'éducation. À noter que même ceux allant à l'école n'ont pas tous les moyens pour réussir. Par exemple, les petites filles doivent souvent, le midi et le soir, aider aux tâches ménagères avec leur mère, ce qui les empêche, pour la plupart, de bénéficier d'une période d'étude adéquate. Ce fait nous a souvent été rapporté par les Burkinabè. Nous avons aussi été témoins de ce phénomène à au moins une reprise. La fille du gardien de l'UGNK venait souvent aider à préparer le repas du midi. Ces moments étaient propices à l'échange entre nous et elle. Nous avons su à ce moment qu'elle était en 4^e année du primaire. Cependant, il était impossible d'avoir une conversation en français avec cette petite fille, bien que l'école qu'elle fréquenta fût en français. Il est important aussi de noter qu'au village, le français n'est pas très utile et les enfants ont peu d'occasions de le pratiquer, sauf à l'école. On peut se demander si cette enfant comprenait même les leçons qu'elle copiait du tableau en classe, étant donné qu'elle n'arrivait à converser en français. De même, nous l'avons vu fréquemment faire l'école buissonnière pour accompagner les femmes à la plate-forme multifonctionnelle. Il est légitime de penser que le sort réservé à cette fillette est fréquent dans les villages du Burkina Faso. Il serait intéressant d'étudier cette situation dans une recherche ultérieure.

Le manque de ressources est un autre problème important. Par exemple, pour cause de manque de locaux, une des classes du CEG avait été aménagée en paille dans la cour de l'école. Ce manque d'infrastructures, additionné au manque de corps professoral, explique en partie le fait que le lycée de Koumbri n'existait que sur papier à l'automne 2010.

4.3.3 Système de santé

La population du village de Koumbri a accès à un centre de santé (CSPS) dans leur village. Malgré ce fait qui, en théorie, leur permet un accès au système de soins, plusieurs n'y ont pas recours pour diverses raisons, notamment culturelles et financières. En effet, les médicaments génériques ont des coûts; les habitants n'ont pas nécessairement les moyens de se les procurer. De fait, l'accès au système de santé a peu été mentionné dans les entretiens, mais la pharmacopée traditionnelle reste le moyen de se soigner le plus fréquent. Le personnel

soignant du CSPS a d'ailleurs de la difficulté à sensibiliser la population aux pratiques sanitaires de base :

Le plus gros handicap qui serait à l'origine de la faible fréquentation des formations sanitaires résiderait dans le fait que la médecine traditionnelle est beaucoup « prisée » par les populations. Selon le personnel médical, les patients ne se réfèrent aux formations sanitaires qu'après avoir consulté et essayé vainement un traitement chez un « guérisseur ». (Burkina Faso, 2008a : 39).

La disparition de certaines espèces végétales est d'ailleurs problématique pour la population, comme nous l'a mentionné le président de l'UGNK. Aussi, certaines maladies inquiètent de plus en plus. On nous a mentionné que la malaria était plus forte qu'auparavant : « Présentement même les gens craignent le palu[disme] plus que le sida. » (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). Le sida et le cancer sont d'autres formes de maladies qui inquiètent et pour lesquelles la pharmacopée traditionnelle n'a pas nécessairement de solution : « Le sida, on ne connaissait pas ça. Le cancer, on ne connaissait pas ça. Tout ça, c'est des maladies qui ravagent les familles. » (*Extrait d'un entretien avec une villageoise*).

4.4 Cohésion sociale

Pour ce facteur, nous avons cherché à savoir chez les répondants quelles étaient leurs façons de s'engager dans leur société. Sont-ils des acteurs ou simplement des observateurs? Comment l'entraide se manifeste-t-elle? Nous avons cherché à savoir avec qui les personnes interviewées passaient le plus de temps et l'importance des relations qu'elles entretenaient, à leur avis.

La famille se révèle une entité très importante pour les répondants :

Tableau 4.3

Avec qui passez-vous le plus de temps? (réponse ouverte, plusieurs réponses possibles)

Famille	Amis	Où je travaille/m'implique	Au champ (temps des récoltes)
Hommes : 5 Femmes : 8	Hommes : 7 Femmes : 0	Hommes : 4 Femmes : 4	Hommes : 1 Femmes : 2

Parmi les réponses à cette question, il est étonnant de voir qu'aucune femme n'a mentionné qu'elle passait du temps avec des ami(e)s. La famille vient en premier rang dans leurs réponses; les coépouses (autres femmes de leur mari ou femmes des frères de leur mari) étant les membres de la famille les plus mentionnés. Ceci tend à démontrer que les hommes ont plus de temps libre que les femmes. Comme le mentionne une villageoise : « Je n'ai pas beaucoup de temps pour moi ».

Première observation à noter : peu de femmes se promènent au village. Nous n'avons pu communiquer qu'avec les femmes qui jouaient un certain rôle au sein de leur communauté : au sein d'un groupement paysan ou en collaborant aux divers programmes mis en place pour la communauté³⁸. Rappelons notre première rencontre à la plate-forme multifonctionnelle des femmes³⁹ – où sont moulues les céréales. Ces femmes, bien que prenant part à des activités de socialisation, ont été très réticentes à notre présence malgré le fait que nous étions du même sexe. Ceci s'est heureusement résorbé au fil des rencontres. Il fut cependant plus difficile d'obtenir d'elles des réponses à nos questions. Ces femmes sont aussi celles qui avaient le plus faible taux de scolarisation parmi la totalité des répondants (cf. tableau 4.2). Nous doutons que cela ne soit qu'une coïncidence. Il est important de mentionner ce fait, car parmi toutes les femmes du village, celles qui ne sortent pas de l'enceinte familiale – et qui ne participent donc pas à la vie sociale du village – n'ont pas été rencontrées. Il a été observé que les hommes étaient plus ouverts à la discussion, avec nous et avec les autres paysans.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la société est patriarcale et les femmes, en conséquence, n'ont pas beaucoup de pouvoir dans la prise de décision, bien qu'elles tendent à prendre peu à peu leur place, comme le mentionne une vieille du village :

³⁸ Pour les femmes on pense à la plate-forme multifonctionnelle et au projet d'embouche.

³⁹ La plate-forme multifonctionnelle est un projet gouvernemental en appui avec le PNUD. Cette initiative permet aux femmes de briser le cycle « genre-énergie-pauvreté » en permettant aux femmes de gagner du temps sur leurs activités ménagères et ainsi permettre de déployer ses énergies vers d'autres activités, telles les activités génératrices de revenus (AGR) (PNUD, 2009).

À l'époque, une femme ne savait pas exercer une activité économique. À elle seule, elle porte le bébé, elle se protège. Maintenant, tu vois toutes les femmes sont bien habillées, toutes les femmes qui exercent un métier, qui font des petites activités, qui font l'embouche. Donc c'est un changement très positif qui est là, au niveau des femmes, qui à l'époque n'existait pas. Une femme ne doit pas faire l'élevage, c'est le mari qui a le droit. Tout ça, ça n'existe plus, donc c'est un changement dans la vie des femmes. À l'époque, les femmes ne prenaient pas de décision, on ne demandait pas son avis; tu es là, tu regardes qu'on fait quelque chose pour toi, même si ce n'est pas bon tu ne peux pas le dire. (*Extrait d'un entretien avec une villageoise*).

Mais encore aujourd'hui, le rôle de la femme dans la société tend à se résumer à la procréation, l'éducation familiale et la production au sein du ménage (Burkina Faso, 2008a). Les changements au sein de la société sont aussi critiqués, ce qui démontre le temps que cela peut prendre avant une acceptation sociale généralisée, comme le démontre une réponse d'un villageois:

Les coutumes ne sont plus respectées comme avant. On ne donne plus une fille en mariage maintenant. C'est interdit par la loi. On n'excise pas une fille, c'est interdit par la loi. *Et ces changements est-ce que c'est positif ou c'est négatif?* C'est positif du moment qu'on trouve vraiment que le changement c'est bien. Si aujourd'hui on dit qu'on ne peut plus donner une fille en mariage, c'est pour permettre à la fille de choisir elle-même son mari. Par exemple cette fille-là qui marche (*pointe une fille*) c'est une fille qu'on a donnée en mariage, elle a refusé et elle vient gérer un bar. Pour le moment elle est jeune, elle se dit qu'elle a eu la liberté. Mais à la longue elle va savoir que ce n'est pas ça. Il y en a, on les a forcées pour les donner en mariage et à l'heure là, ça devient bien avec elles. Parce que si on laisse la liberté à la fille de choisir son mari, il y a plein de rôdeurs ici, ceux qui prennent l'alcool. Elles vont aller prendre des gens, des enfants qui ne peuvent rien faire, qui ne font que boire et elles vont le regretter un jour [En italique : question posée par l'intervieweur et précision].

Quand il y a un problème, on se tourne généralement vers les hommes, comme en témoignent les résultats des interviews. 20 répondants sur 20 ont mentionné que ce sont les hommes qui s'occupent des problèmes dans la vie de ménage. Certaines nuances sont à indiquer : un homme a ajouté qu'il se tournait aussi vers les vieilles femmes; une femme a indiqué que c'était elle qui s'occupait des problèmes lorsque son mari n'est pas là; une autre femme a mentionné que pour les petits problèmes comme le partage de la nourriture, elle s'en occupait (étant la première femme de son mari).

À la question « est-ce que l'utilisation du bois est une pratique durable » certaines réponses des femmes nous ont laissé perplexes. Il convient de mentionner ce fait dans cette section, car les réponses ont un lien direct avec la compréhension des enjeux auxquels une communauté fait face et donc, de la participation à l'élaboration d'une solution – de la participation citoyenne. Des 15 répondants⁴⁰, la plupart ont compris la question et y ont répondu en expliquant pourquoi selon eux c'était une pratique durable ou non. Nous avons cependant eu quelques réponses ambiguës, toutes provenant de femmes : « c'est bon » ; « ça va » ; « je fais comme je veux » ; « je prends beaucoup de bois ». Ce que signifie « durable » ne semblait pas clair pour ces femmes, alors que pour les autres interviewés ce fut bien compris. Si on ne comprend pas l'enjeu, on ne peut pas proposer de solutions et le problème risque alors de s'aggraver.

En comptant l'éducation comme facteur de cohésion sociale (permettant de comprendre les enjeux et de proposer des solutions), nous avons posé des questions aux élèves de 3^e du CEG. Ces questions ont été soumises en classe et les réponses ont été fournies de façon écrite. Nous avons reçu 84 réponses. À la question : « Quelles sont les causes humaines de la désertification? », la majorité des réponses correspondent aux « trois luttes » identifiées par les autorités burkinabè lors de la période de la révolution (sous Thomas Sankara) : « la lutte contre la coupe abusive du bois, contre la divagation des animaux et contre les feux de brousse » (Jaffré, 1989 : 131). En effet, 41 répondants (49 %) ont mentionné ces « trois luttes ». 29 répondants (35 %) en ont mentionné deux sur les trois. On peut donc voir que la période Sankara a encore des répercussions sur l'éducation aujourd'hui, et sur la sensibilisation à la lutte à la désertification.

4.5 Diversification des activités économiques / de subsistance

La diversification des activités va permettre de déterminer en partie la capacité d'adaptation des individus visés. Rappelons ce que mentionne le GIEC dans son rapport de 2007 : « La capacité d'adaptation est intimement liée au développement socioéconomique, et est inégalement répartie entre les sociétés et au sein de ces dernières » (2007 : 14).

⁴⁰ La question n'a pas été posée à 5 participants, pour des raisons diverses.

À Koumbri, la majorité de la population vit d'agriculture de subsistance et se définit comme agriculteur. Même les Peuls que nous avons interviewés, bien que se considérant comme éleveurs avant tout, cultivaient aussi une parcelle. Malgré tout, rappelons-nous que les différentes ethnies ne se présentent et représentent pas de la même façon. De par leur activité principale émane une façon de percevoir le monde qui va différer, donc, d'une ethnie à l'autre. Ainsi, notre enquête de terrain a permis de rencontrer Peuls et Mossi, mais nous étions dans un village principalement Mossi, ce qui signifie que la majorité des interviewés étaient Mossi et tous ont mentionné l'agriculture parmi leurs activités quotidiennes. Le PCD confirme cette situation : « L'économie locale est essentiellement basée sur l'agriculture et l'élevage, qui sont les principales occupations de la population. Ils génèrent des emplois non rémunérés » (Burkina Faso, 2008a : 43). En effet, en cas de mauvaise récolte, la diversification des opportunités est plutôt faible. Les possibilités de rémunération pour ainsi pallier le besoin en nourriture – surtout en saison sèche – sont donc réduites, quoiqu'elles sont certainement plus nombreuses au village de Koumbri que dans un village n'étant pas chef-lieu de la commune. À Koumbri, il est tout de même possible de trouver des emplois dans la fonction publique ou en tant que petit commerçant : mécanicien, restaurateur, vendeur d'objets variés, notamment.

Tous ceux que nous avons interviewés ont un champ ou travaillent sur la terre d'un proche. Même les Peuls qui habitent le village de Koumbri ont une terre qu'ils cultivent. La différence la plus importante concernant l'agriculture entre ces deux ethnies est que la femme peule n'a pas le droit de cultiver le champ; cette tâche incombe aux hommes, ce qui n'est pas le cas chez les Mossi (*Entretien avec une villageoise*). De même, les fonctionnaires et les commerçants originaires du village (ceux qui ont été interviewés) ont aussi une parcelle familiale et s'identifient en tant que cultivateurs. Tous les répondants (20 sur 20) ont mentionné que ce n'était pas possible toutes les années de nourrir eux et leur famille uniquement avec ce qu'ils cultivaient en nous indiquant que certaines années ils devaient compléter le manque de nourriture de diverses façons. Ces façons incluaient toutes l'achat de nourriture et donc avaient à voir avec des moyens de récolter de l'argent. Voici la réponse d'une villageoise :

Oui j'achète. *Comment faites-vous pour trouver l'argent?* Je fais le petit commerce, les cacahuètes, les pois de terre, que j'achète au marché et que je revends. *Vous revendez où?* Parfois je vais au marché et parfois je vais dans le coin de l'or, où on cherche l'or [En italique : question posée par l'intervieweur et précision].

18 répondants⁴¹ nous ont dit que lorsqu'ils devaient acheter la nourriture cette dernière était chère – même ceux possédant un emploi. Au moment où les cultivateurs ont besoin d'acheter la nourriture, le prix est à son plus haut, comme l'explique un répondant :

Quand on commence à récolter, le sac ne vaut pas 15 000 [Francs CFA]. Mais dans le mois de janvier/février ça tape 15 000. C'est comme ça. Comme maintenant on peut gagner un peu [de nourriture] on ne va pas aller payer. On va manger ce qu'on a cultivé. Arrivé à un moment tu vois que ça ne va pas, maintenant c'est là que tu commences à payer. Ça se trouve que le mil est devenu cher parce que tout le monde en veut. (*Extrait d'un entretien avec un villageois*).

D'autres ont mentionné que la raison pour laquelle le prix de la nourriture était élevé était à cause de la dégradation des terres, démontrant ainsi le lien qu'ils faisaient entre augmentation des prix et manque de nourriture, comme la nourriture n'est pas chère lorsqu'elle est abondante.

Mentionnons qu'il existe à Koumbri un grenier de sécurité alimentaire (GSA) dont bénéficient les villageois en période de pénurie. Ces GSA font partie des méthodes d'adaptation dont nous parlerons plus loin, mais il est important de mentionner leur existence ici. Le GSA est un programme instauré par la FNGN qui permet aux personnes dans le besoin de se procurer de la nourriture à moindre coût. C'est en effet la Fédération qui va acheter des céréales en période de récolte (donc à moindre coût) pour les revendre moins cher que les commerçants en période de soudure (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). Cette initiative n'est pas active dans tous les villages cependant, mais elle représente une méthode d'adaptation des plus intéressantes et pertinentes pour les besoins alimentaires des personnes concernées.

⁴¹ La question a été répondue par 18 des personnes interviewées. Pour des raisons diverses, 2 personnes n'ont pas répondu à cette question.

4.6 Perception de son environnement

Pour notre étude de cas, la sensibilité biophysique de la zone étudiée fait en sorte que les phénomènes environnementaux créent des rendements de la terre variables, attribuables à la pluviométrie aléatoire, à la diminution du couvert végétal et à l'érosion éolienne et hydrique, contribuant de la sorte au stress hydrique et à la dégradation des sols, puis à la désertification (Wagner *et al.*, 2009 ; Burkina Faso, 2007 ; GIEC 2001). Mais qu'en pensent les personnes vivant sur le territoire? Des questions ont été posées dans le but de voir de quelle façon les villageois comprennent leur environnement. Se sentent-ils menacés par celui-ci, voient-ils des changements et cela a-t-il un impact positif ou négatif sur leur sentiment de sécurité humaine? Nous avons demandé s'ils avaient remarqué des changements au niveau de la terre, de la pluie, des pâturages, des arbres et tout autre changement dont ils voulaient nous faire part. Les réponses peuvent se classer en 3 catégories, bien qu'elles soient toutes liées : le changement au niveau des pluies, de la productivité agricole et du coût de la vie. La plupart des répondants nous ont dit qu'ils remarquaient que le sol se dégradait, qu'il pleuvait moins et qu'il y avait moins d'arbres. Cependant, au sortir d'une bonne saison des pluies, certaines personnes nous ont dit que la pluie, ça allait, comme cette répondante : « Avant il ne pleut pas, mais depuis 2 ans ce que je vois, il pleut abondamment. ». La perception de l'environnement peut donc dépendre de l'échelle de temps qu'on lui accorde.

4.6.1 Pluie

Un des changements mentionnés concerne l'irrégularité des pluies. Les paysans ne peuvent plus se fier comme auparavant à la saison des pluies. Il peut pleuvoir beaucoup en début de saison uniquement, ou en fin de saison uniquement. Il est difficile de prévoir comme auparavant, voilà ce qui ressort des réponses : « Avant quand il commence à pleuvoir ça terminait bien. Mais maintenant, ça peut commencer bien et terminer mal comme ça peut commencer mal et terminer bien. Donc c'est varié, on ne maîtrise plus. » En plus des pluies variées, la saison raccourcit : « Actuellement il ne pleut pas tôt, la pluie vient en retard par rapport au passé. » (*Extrait d'un entretien avec une villageoise*). Ce qu'on remarque donc, c'est une irrégularité au niveau des pluies, qui a des conséquences sur la fertilité des sols, comme nous le verrons plus loin, mais également sur la disponibilité de l'eau pour

consommation, besoin vital rappelons-le. Les puits se tarissent de plus en plus : « Donc avec la dégradation, il y a bon nombre de puits qui se tarissent [...] il y a des villages vers le mois de mars-avril-mai ils n'ont pas assez d'eau pour boire, ils n'ont pas assez d'eau pour les animaux. » (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*).



Figure 4.5 Des habitants de Koumbri devant un puits devenu non fonctionnel.

En raison de la dégradation des sols et des quantités importantes de pluies qui tombent en peu de temps, résulte une problématique de non-infiltration de l'eau dans les sols. Ceci crée des ravins, qui contribue par ailleurs à la dégradation des sols : « Dans les champs il y a de grands ravins qui fait que la terre n'est plus cultivable donc on est obligé de faire des diguettes pour arrêter un peu l'eau pour pouvoir gagner quelque chose. Pourtant, avant il n'y avait pas ça. » (*Extrait d'un entretien avec un villageois*).



Figure 4.6 Ravin créé par la pluie ne s'infiltrant pas dans le sol.

4.6.2 Productivité agricole

« Moi j'ai vécu, le champ que je cultivais avec mes parents c'est devenu une clairière. On ne peut pas cultiver là-bas ça ne donne pas les récoltes. » (*Extrait d'un entretien avec une villageoise*). Les paysans ont remarqué un appauvrissement du sol, résultant non seulement en une baisse de productivité de leur parcelle : « Les cultures maintenant, c'est moins, c'est pas plus. », mais aussi en la disparition de certaines espèces d'arbres : « Avant, les arbres qui poussaient pendant la saison pluvieuse ils résistaient jusqu'à la prochaine saison. Maintenant, pendant la saison sèche les arbres meurent. » En demandant à une autorité locale s'il y avait des arbres à karité à Koumbri, la réponse fut qu'il y en avait avant, mais que maintenant ce n'était plus le cas. Pour voir des arbres à karité, il faut maintenant se rendre à Ouahigouya, au sud de Koumbri. De même, comme certaines terres sont devenues non cultivables, cela

diminue l'espace total disponible pour cultiver, rendant pour certains paysans la jachère impossible, malgré le besoin de la terre de se renouveler. Cela demande donc aux paysans de trouver des moyens pour s'y adapter, ce qui signifie que certaines années ils doivent se passer de certaines cultures, même celles faisant partie de leur alimentation de base : « Si avec le mil tu cultives cinq ou six ans, tu laisses. Mais si tu n'as pas d'autre terre, tu mets des arachides. » (*Extrait d'un entretien avec un villageois*).

La baisse des pluies et de la productivité agricole ont des conséquences fâcheuses aussi pour nourrir les animaux : « Souvent, on a des difficultés au niveau du pâturage parce que c'est comme les hommes [humains]. C'est la pluie qui fait tout. [...] L'année où il pleut beaucoup, on a du fourrage. L'année où il ne pleut pas, il faut voir. Ils vont mourir, il y en a beaucoup qui vont mourir. » (*Extrait d'un entretien avec un villageois*). Ce problème pour les animaux se retrouve aussi pour les humains, sous le phénomène de malnutrition et d'insuffisance alimentaire : « Nous avons le problème de malnutrition [...]. » (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). Un répondant m'a d'ailleurs mentionné avoir perdu son jeune fils pour cette raison. À la question : « Est-ce possible de vous nourrir uniquement de ce que vous cultivez, les réponses furent divergentes, mais 11 répondants sur 20 ont répondu que leurs récoltes ne sont pas suffisantes, toutes années confondues. Parmi les 9 autres répondants, tous ont répondu que cela dépendait des années, principalement des pluies. Aucun n'a mentionné ne jamais avoir à acheter de nourriture.

4.6.3 Coût de la vie

La période de soudure est un exemple de vulnérabilité alimentaire. Dans le cas que nous avons étudié, nous pourrions constater que cette insécurité est effectivement présente dans l'esprit des villageois, qui connaissent bien cette période qui sépare la fin de la consommation de la récolte précédente et le début de la consommation de la prochaine récolte. C'est une période où la débrouillardise est essentielle pour survivre, car la nourriture à consommer doit être achetée (Ziegler, 2011). C'est d'ailleurs le moment où les prix sont les plus élevés. La majorité des répondants (14 sur 19) répondent par l'affirmative lorsque demandé si « c'est cher » lorsqu'ils doivent acheter de la nourriture : « Quand on doit payer le mil c'est une période de l'année où c'est cher, c'est importé d'autres régions. » (*Extrait d'un entretien avec*

un villageois). En période de soudure, là où les besoins en denrées sont les plus importants, les prix augmentent, comme nous l'avons déjà mentionné. Il en va de même pour le prix du bois de chauffe, moyen énergétique essentiel pour les paysans : « Avant la charrette de bois ne coûtait que 500, 600 Francs CFA, mais aujourd'hui on est à 2500, 3000 Francs CFA, même à Koumbri ici. Les bois sont en train de disparaître [...]. » (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). L'augmentation du coût de la vie a une incidence sur l'accessibilité aux biens élémentaires, il va sans dire. Ses conséquences pour les paysans peuvent être nombreuses, allant de la malnutrition à la migration, en passant par divers autres mécanismes visant à s'adapter, que ces mécanismes soient jugés bons ou mauvais par l'œil extérieur.

4.7 Adaptation

Au départ, notre recherche avait pour but de se concentrer uniquement sur la migration comme moyen d'adaptation. En nous rendant au village où nous allions faire notre étude de cas, nous nous sommes vite aperçus du dynamisme régnant dans la communauté. Les habitants de Koumbri sont conscients, pour la plupart, de la situation difficile dans laquelle ils vivent. Cela ne les empêche pas de vouer un amour contagieux pour leur milieu de vie et de travailler très fort pour le rendre habitable et confortable.

4.7.1 Utilisation des ressources et choix possibles

Comme mentionné au début de ce chapitre, Koumbri est un village qui ne possède ni électricité, ni eau courante. Ses besoins en énergie sont comblés principalement, sinon totalement, grâce au bois de chauffe (Burkina Faso, 2008a). Un commerce informel permet la vente d'essence en bouteille, accommodant les propriétaires de véhicules, pour la majorité de motos.

Est-ce que l'utilisation du bois est une pratique durable? Non, selon 8 des 15 répondants. Cependant, les solutions de rechange manquent. Certains ont mentionné les foyers améliorés, qui permettent d'économiser la consommation du bois : « Comme la désertification continue à avancer, je ne sais pas si on aura à long terme du bois. On fait des foyers améliorés, mais est-ce que ça va aller? Mais je ne sais pas qu'est-ce qu'on doit utiliser. » Les foyers améliorés

sont la seule solution de rechange qui prend racine : « Il y en a qui payent le gaz, mais nous on ne peut pas. » (*Extrait d'un entretien avec une répondante*). L'approvisionnement en bois étant de la responsabilité des femmes, ce sont leurs réponses sur lesquelles nous désirons nous attarder. Des 7 femmes à qui a été posée la question, 5 ont indiqué que cela ne causait pas de problème : « Comme c'est moi qui vais chercher le bois, je fais comme je veux, je brûle beaucoup de bois. Comme je n'achète pas, c'est moi qui l'enlève, je fais ce que je veux avec le bois. » « Je ne sais pas bien allumer le feu, je prends beaucoup de bois et ça finit et j'en reprends encore. »

Nous avons aussi demandé aux femmes pourquoi elles devaient aller chercher le bois loin du village; pourquoi il n'y en avait pas au village. La réponse la plus fréquente fut qu'il n'y en avait tout simplement pas au village, mais qu'il y en avait dans la forêt : « Là-bas comme c'est la forêt il y a des arbres, mais ici il n'y en a pas. » Nous remarquons ici un manque de compréhension de son environnement et une absence de sens critique qui peut jouer en défaveur de la mise en place effective de méthodes d'adaptation.

4.7.2 Migration

À notre arrivée au Burkina Faso, déjà dans la capitale on nous mentionnait que la province du Yatenga était une zone d'émigration. Cette affirmation a été confirmée une fois dans le village de Koumbri. Des 20 personnes interrogées, 18 ont déjà voyagé hors du village, même si ce n'est que pour aller à la ville la plus proche (Ouahigouya). Les deux n'ayant jamais quitté le village sont des femmes. De ces 18 personnes, la moitié (9 personnes) sont allées entre autres en Côte-d'Ivoire, pour des séjours plus ou moins longs. Parmi ces 9 personnes, certaines sont allées visiter des parents, d'autres y ont habité. Une femme a mentionné avoir vécu 25 ans en Côte-d'Ivoire avant que son mari ne la rapatrie suite à son mariage avec une femme plus jeune. Un homme a mentionné avoir vécu 11 ans dans une plantation ivoirienne comme travailleur, et être revenu à la suite du décès de son père : « Je suis revenu parce que quand je suis parti j'ai laissé mon père et ma maman ici, avec mes petits frères. Quand je suis parti mon papa était malade et quand je suis revenu mon papa est décédé. Donc avec les enfants qu'ils ont laissés je ne peux pas les laisser maintenant. Je suis revenu pour subvenir à leurs besoins. » Une autorité locale nous explique la situation :

Jusqu'à maintenant, il y a toujours des gens qui se déplacent, qui vont dans les autres localités pour chercher de l'argent. Par exemple si les récoltes sont mauvaises, forcément les gens se déplacent pour aller chercher de quoi combler le déficit. Donc le déplacement, parce que bon, on n'a pas de barrage⁴², en tout cas il manque des activités de contre-saison. [...] Les gens se déplacent sur les sites aurifères maintenant. Avant la migration était forte sur la Côte d'Ivoire, mais aujourd'hui les jeunes vont sur les sites aurifères. (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*).

Nous avons choisi un village considéré « de départ », d'émigration. Il ne nous était donc pas possible de parler à des gens ayant quitté le village, à moins que ces gens, comme nous avons pu le constater, soient revenus vivre au village. Nous avons donc eu recours à la mémoire des gens afin de nous informer à savoir si des gens avaient quitté le village et pourquoi, à leur avis. Il est incontestable que beaucoup ont quitté le village. Un villageois a même mentionné : « Ceux qui ont quitté sont plus nombreux même que ceux qui sont restés ». Certains ont quitté avec leur famille et n'ont plus de liens avec le village, mais ceux ayant toujours de la famille gardent certains liens : « ... ceux qui ont quitté seuls et qui ont leur famille ici même s'ils ont de l'argent ils reviennent. » Nous pouvons prendre en exemple le fils d'une répondante. Ce fils n'a pas donné signe de vie pendant plusieurs années pour un jour revenir. Selon les rumeurs au village, il a fait partie des milices rebelles en Côte-d'Ivoire, d'où son absence et sa fortune à son retour :

Mon enfant était parti en très bas âge en Côte d'Ivoire et pendant 25 ans je n'ai pas eu de nouvelles. Puis il y a deux ou trois ans, il est revenu. On n'avait pas de nouvelles, on voulait même faire des funérailles. Il a construit des maisons ici et même le bar La Gazelle c'est lui. Quelqu'un disait qu'il n'existait plus, avec les problèmes en Côte d'Ivoire on n'avait pas de nouvelles. Puis un jour, il a téléphoné. Je voulais m'évanouir. (*Extrait d'un entretien avec une villageoise*).

Les mouvements de court ou long terme semblent fréquents et s'inscrivent dans la « normalité ». La question de la migration n'est jamais apparue comme une surprise lorsque la question fut posée aux répondants.

⁴² Un barrage a été érigé par l'État et inauguré en 2010, mais a cédé dès la première pluie, le rendant inutilisable.

4.7.3 Groupements paysans

Les résultats présentés dans cette section relèvent principalement de l'observation participante, de visites de terrain et d'entretiens avec les autorités locales et l'UGNK. Comme nous l'avons mentionné, nous ne croyions pas au départ nous attarder autant sur les méthodes d'adaptation *in situ*. Finalement, ces données se sont avérées essentielles afin de comprendre la dynamique du milieu.

Il existe un peu partout au Burkina Faso et ailleurs dans le monde des ONG internationales qui œuvrent à améliorer le sort de paysans comme ceux de Koumbri. Ce qu'on remarque cependant, c'est la réticence des populations locales à mettre en œuvre de nouvelles pratiques ou à faire confiance à des personnes extérieures (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). Les initiatives de lutte à la désertification existent depuis au moins 40 ans dans la région Nord du Burkina Faso. Un homme éminemment respecté, M. Bernard Lédéa Ouédraogo, a fondé une ONG connue sous le nom des 6-S (Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel). Sa philosophie et celle de l'ONG est de « développer sans abîmer », soit ce que l'on peut aussi qualifier de développement durable. Il s'est posé la question : comment mettre à profit le savoir traditionnel et rendre les paysans responsables de leur destin? (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*).



Figure 4.7 L'Union des groupements Naam de Koumbri

À Koumbri, cet homme ressuscite et modernise une organisation sociale de type coopérative appelée Kombi-Naam (le pouvoir des jeunes, en Moore). Ces organisations traditionnelles étaient au départ réservées aux jeunes de 8 à 35 ans. Elles permettaient une meilleure organisation du travail pendant la saison des pluies. On y véhiculait des valeurs de solidarité, d'égalité, de justice, d'équité et de démocratie. À la suite des activités agricoles, une grande fête était organisée (vers décembre/janvier) et tout ce qui avait été accumulé était dépensé. Les Kombi-Naam étaient en fait surtout orientées vers l'organisation de la fête. En 1967 naissent les premiers groupements Naam dans la commune de Koumbri. Premièrement, on étend la participation à toutes les générations. On modifie aussi la manière de dépenser les bénéfices. Au départ on propose de diviser les bénéfices en 3 tiers : 1/3 fête, 1/3 conservé pour les imprévus et 1/3 utilisé pour les activités courantes. Les changements n'ont pas été acceptés facilement, mais petit à petit les gens ont compris le bien-fondé de cette nouvelle

façon de faire. À la longue, on a même abandonné la fête pour se concentrer sur les projets
(Extrait d'un entretien avec une autorité locale).

Aujourd'hui, il existe plusieurs groupements Naam dans la commune qui sont gérés dans une structure centralisée qu'on appelle l'Union des groupements Naam. Le village de Koumbri, étant chef-lieu de la commune, abrite l'Union des groupements Naam de la commune de Koumbri (UGNK). Toutes les Union de groupements Naam sont elles-mêmes chapeautées par la FNGN. Le cheval de bataille principal des groupements Naam est véritablement la lutte contre la désertification. Aujourd'hui l'UGNK est financée par une ONG belge (Broederlijk Delen) pour son fonctionnement. D'autres ONG internationales proposant des activités sont appuyées par l'UGNK, par exemple le défunt projet travail contre nourriture du PAM⁴³. De même, certains programmes gouvernementaux sont mis en application par l'UGNK, comme la plate-forme multifonctionnelle et l'alphabétisation en Mooré.

Parmi les activités de l'UGNK nous retrouvons la production maraîchère (systèmes d'irrigations qu'on appelle goutte-à-goutte), différentes techniques agricoles – traditionnelles ou proposées par le gouvernement ou les institutions internationales – en appui avec les groupements Naam (cordons pierreux ou le système ZAI, par exemples⁴⁴), les GSA, BTEC⁴⁵ et le reboisement.

⁴³ Ce projet permettait aux paysans de travailler à divers projets visant à améliorer leur situation au village, par exemple en construisant des digues pour stopper la création des ravins lors des fortes pluies. Les paysans travaillent toute la journée et sont ensuite payés en nourriture. Ce projet permettait de mettre en œuvre des méthodes d'adaptation tout en permettant aux paysans de subvenir à leurs besoins. Le PAM finançait ce projet et l'UGNK aidait à la mise en œuvre. Le financement pour ce projet a malheureusement été retiré, mais nous n'avons pu savoir en quelle année exactement. Il en est de même pour la cantine scolaire, inexistante lors de notre séjour à Koumbri.

⁴⁴ Le cordon pierreux : une fois la courbe de niveau trouvée, on y installe des pierres, qui forment un cordon ralentissant la vitesse de l'eau afin que celle-ci pénètre dans le sol. Le système ZAI : Les paysans font des trous avec des pioches et y mettent à l'intérieur des matières organiques décomposées. C'est dans ces trous que l'on sème. Ainsi lorsqu'il pleut l'eau pénètre dans ces trous et permet la régénérescence du sol.

⁴⁵ Banque de micro-crédit.



Figure 4.8 Exemple d'une méthode d'adaptation : le cordon pierreux.

4.8 Conclusion

Dans ce chapitre nous avons eu l'occasion de présenter les résultats de notre étude de cas. Les deux mois passés au village de Koumbri ont été l'occasion d'en apprendre davantage sur les modes de vie de ses habitants et sur les façons dont ils perçoivent leur environnement et s'y adaptent. On peut en conclure que ces villageois sont dans une situation de vulnérabilité importante, mais que de nombreuses façons de s'adapter existent, la migration étant une des solutions. Fait très important à noter : nous étions dans un village dit « de départ » où les personnes rencontrées avaient pour la plupart travaillé à l'extérieur de leur village natal pour finalement revenir au bercail. Mais qu'en est-il de tous ceux qui sont partis, mais qui ne sont pas revenus, surtout les jeunes ? En effet, peu de jeunes dans la vingtaine furent rencontrés, pour la simple et bonne raison qu'il n'y en avait pratiquement pas. Ces jeunes sont-ils partis

de façon temporaire ou permanente? Il ne nous a pas été possible de répondre à cette question, ces jeunes même savent-ils s'ils ne reviendront pas un jour dans le village qui les a vus naître?

L'existence de l'UGNK est certes un avantage pour le village, mais tous n'en profitent pas. Il serait intéressant, dans une recherche ultérieure plus anthropologique, de se pencher sur cet aspect : pourquoi certains adhèrent-ils facilement aux démarches entreprises par l'UGNK alors que ce n'est pas le cas pour d'autres?

Le chapitre suivant se concentrera sur une discussion des résultats que nous avons récoltés sur le terrain. Nous tenterons d'aller au-delà des réponses obtenues pour les analyser selon le cadre théorique que nous avons élaboré.

CHAPITRE V

DISCUSSION

« Vulnerability does not exist in isolation, only with respect to exposure to some specific impact or set of impacts » (Kelly et Adger, 2000 : 328).

5.1 Introduction

Les résultats présentés au chapitre précédent révèlent une situation socioéconomique précaire et un degré de vulnérabilité assez élevé. Nous avons pu constater que notre question de départ (comment définir un migrant environnemental?) est complexe (chap. un). Pour répondre à cette question, il est nécessaire de mieux comprendre les réalités sur le terrain. Cette question s'est vue être le contexte de base de notre recherche, qui s'est ensuite concentrée sur la vulnérabilité d'une population face aux changements climatiques qu'elle subit et aux méthodes mises en place pour s'adapter. Nous partons des postulats suivants :

1. L'étude de cas permet de montrer l'exemple d'une communauté aux prises avec des problématiques de dégradation des sols et des moyens entrepris pour s'y adapter. Le Burkina Faso est un pays où la migration environnementale est une réalité (les impacts de la désertification ont été démontrés aux chapitres 3 et 4).

2. La question des migrations environnementales doit être abordée selon une approche basée sur les droits fondamentaux (tels que définis par la Charte, le PIDESC et le PIDCP) : les droits de la personne et les enjeux environnementaux sont deux côtés d'une même médaille, que ce soit en regard de l'accès à l'eau potable, l'utilisation de l'énergie (comme le bois de chauffe) ou la résilience au climat (Burleson, 2010).
3. Les droits fondamentaux ne peuvent être totalement respectés dans une situation où la population est vulnérable.

Ce chapitre a pour but de discuter des résultats que nous avons présentés au chapitre précédent, fruit de notre temps passé sur le terrain. Nous pouvons identifier diverses pistes d'analyse : la vulnérabilité et la sécurité humaine, la mise en place de mesures d'adaptation, les limites à l'adaptation, les sites aurifères comme facteur de changement et enfin, la migration comme stratégie d'adaptation.

5.2 Vulnérabilité et sécurité humaine

La sécurité humaine vise à protéger les libertés contre les menaces directes et indirectes (Basty, 2008). Elle recentre l'attention sur l'individu, comme nous l'avons déjà mentionné. De surcroît, l'humain ne peut être dissocié de la nature, qui lui fournit les ressources nécessaires à sa survie. Le cas des problématiques environnementales et de ses impacts constitue une menace indirecte à la sécurité humaine. Les changements climatiques sont une cause fondamentale de l'atteinte aux droits de la personne, en empêchant des personnes de subvenir à leurs besoins vitaux – dans le cas de Koumbri, en créant un obstacle majeur à une population vivant traditionnellement d'agriculture de subsistance de pouvoir continuer à subvenir à leurs besoins de cette façon, d'une des seules façons qu'elle connaît et maîtrisait. Les ressources permettant de s'adapter ne sont pas uniquement d'ordre financier, mais aussi culturel, social, politique. C'est pour cela qu'il est important de bien comprendre la société touchée, car toute méthode d'adaptation n'est pas appropriée à toutes les sociétés. Certaines méthodes d'adaptation fonctionneront très bien dans une société, mais échoueront lamentablement dans une autre.

On semble oublier que la recherche d'argent, dans plusieurs cas, n'est pas liée à l'appât du gain, mais plutôt au fait que la terre ne suffit pas aux besoins, besoins de base tels l'alimentation et la santé, mais aussi le besoin humain de s'accomplir. S'accomplir peut vouloir dire beaucoup de choses pour les personnes d'une même communauté : avoir les moyens de payer les frais d'accès à l'éducation et à des soins de santé de base, avoir la santé nécessaire pour travailler, s'éduquer et/ou participer à la vie citoyenne de son milieu de vie, dans le but de se sentir partie prenante dans ses décisions de vie.

Le niveau de développement aura une incidence sur la protection des droits de la personne, et donc sur la sécurité humaine. Comme le mentionne le Conseil international sur les politiques des droits de l'Homme : « Rights protections are inevitably weakest in resource-poor contexts. But resource shortages also limit the capacity (of governments as well as individuals) to respond and adapt to climate change » (International Council on Human Rights Policy, 2008 : 1). La pauvreté étant un facteur susceptible d'amplifier la vulnérabilité selon le GIEC (2007), le développement est susceptible de réduire tant la pauvreté que la vulnérabilité, augmentant – de façon inversement proportionnelle – la capacité d'adaptation. Bien entendu, le développement peut être compris de différentes façons. Nous ne croyons pas qu'il faille encourager un développement tel que proposé par les grandes instances internationales telles la Banque mondiale ou le FMI. Premièrement, nous croyons qu'il est important de porter notre attention sur les individus avant tout; les institutions doivent être au service de l'individu et non le contraire : « if the global poor are to adapt to global change, it will be critical to focus on poor people, and not on poor countries as does the prevailing North-South dialog. The interests of the poor are not always the same as the interests of poor countries, since in the interest of "development", the poor may grow poorer » (Kates, 2000 : 16).

5.2.1 Sécurité alimentaire

À la lumière de ce qui a été exposé aux chapitres précédents, nous tenons à mentionner que malgré les idées parfois véhiculées, la problématique alimentaire telle que connue au Sahel, par exemple, n'est pas une fatalité. Bien sûr, la productivité agricole ne peut atteindre les mêmes rendements sur une terre à sols dégradés que sur une terre fertile. Néanmoins, des

techniques et des ressources existent pour atténuer les effets négatifs du fait de cultiver sur une terre aride ou semi-aride, que ce soit par l'irrigation ou les cultures de contre-saison, notamment. Mais le remboursement de la dette extérieure des pays en développement est un frein à l'investissement dans les besoins agricoles des populations de ces pays (Ziegler, 2011 ; CMED, 1989). De plus, les grandes institutions internationales d'aide comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC favorisent la production de denrées exportables dans les pays en développement comme le Burkina Faso, où la culture du coton a longtemps été favorisée (Ziegler, 2011; Wagner *et al.*, 2009). Cependant, cette culture n'est pas destinée à une consommation locale (et dans le cas du coton elle est encore moins comestible) : « ... l'accent est mis sur les cultures commerciales tandis que s'accroît la dépendance vis-à-vis des denrées importées, favorisées par les politiques de fixation des prix et par les besoins de devises étrangères » (CMED, 1989 : 145). Ces populations deviennent donc dépendantes aux denrées et devises étrangères, alors que de simples techniques leur permettant de cultiver leur terre seraient suffisantes pour leur assurer une relative sécurité alimentaire, ou du moins un pouvoir plus grand sur leur consommation.

L'insécurité alimentaire est une vulnérabilité alimentaire. En ce sens, ce n'est pas une fatalité, mais une situation qui peut être, à tout le moins, atténuée. La dégradation des sols et la désertification viennent exacerber l'insécurité alimentaire d'une population déjà vulnérable. Le Rapport Brundtland mentionne par ailleurs que les changements climatiques peuvent déclencher « des mouvements massifs de population dans des régions où la faim est déjà endémique » (CMED, 1989 : 352). Les populations ont un pouvoir relatif sur la situation alimentaire locale et peuvent en partie y remédier. Nous l'avons constaté dans notre étude de cas. Cependant, tant que l'État ne prendra pas ce problème de front, les actions locales resteront limitées. De plus, ces dernières demeureront restreintes par le contexte mondial, tant et aussi longtemps que celui-ci ne changera pas. Dans ce contexte, la migration reste un moyen d'adaptation légitime. À défaut de donner les ressources nécessaires aux victimes d'insécurité alimentaire, encadrons les solutions qu'elles prennent pour se sortir de leur impasse.

Aussi, la spéculation boursière sur les aliments de base élimine de plus en plus le pouvoir d'achat des populations pauvres, notamment en période de soudure⁴⁶ (Ziegler, 2011). Mais comme le mentionne Janin, la spéculation boursière n'est pas la seule coupable de la baisse du pouvoir d'achat :

Les « émeutes de la faim » d'Afrique subsaharienne [en 2008] ne peuvent être expliquées par la seule hausse des prix des matières premières agricoles et des denrées alimentaires de base. L'insécurité alimentaire y résulte plutôt de la conjonction de trois facteurs : une baisse conjoncturelle et localisée de disponibilité des produits, un manque structurel de ressources monétaires des populations, et un affaiblissement des filets sociaux de sécurité. Au-delà de l'événement, c'est la question de la conception même du développement dans les sociétés concernées qui se trouve posée. (2009 : 251).

La crise alimentaire de 2008 au Burkina Faso et ailleurs dans le monde démontre le désespoir que crée cette situation chez les populations, et avec raison à notre avis. Tous ces exemples systémiques ne sont pas une fatalité et pourraient être contrés avec des politiques et des lois à l'échelle internationale, notamment. Cette affirmation n'est pas nouvelle; on en parlait déjà en 1987 dans le Rapport Brundtland :

L'agriculture ne manque pas de ressources; elle manque de politiques capables d'assurer que la nourriture soit produite là où elle est nécessaire et de façon à fournir aux populations rurales pauvres des moyens d'existence suffisants. Nous pouvons répondre à ce défi en améliorant encore nos réalisations et en élaborant de nouvelles stratégies de soutien pour assurer la sécurité de l'alimentation et des moyens de subsistance. (CMED, 1989 : 141).

On ne peut passer sous silence les conséquences de la croissance démographique, qui a un impact négatif sur la sécurité alimentaire, non seulement à cause de l'augmentation de la demande et de la pression sur les territoires agricoles, mais aussi du fait de la structure du marché mondial, qui ne favorise pas nécessairement les régions du monde qui en ont le plus besoin (CMED, 1989). Malgré tout, en ce moment et avec les ressources alimentaires existantes, la planète serait capable de nourrir 12 milliards d'êtres humains, selon Ziegler (2011).

⁴⁶ La période de soudure est la période qui sépare la fin de la consommation de la récolte précédente et le début de la consommation de la récolte suivante. C'est une période où l'on doit user de débrouillardise afin de se nourrir.

En attendant une concertation internationale, les populations et les individus trouvent des solutions à la hauteur de leurs moyens et de leurs connaissances. Les problématiques systémiques sont parmi les causes de l'insécurité alimentaire et ceci a une incidence très locale et réelle chez les populations. Les solutions ne peuvent toutes être abordées uniquement au niveau international ou uniquement à l'échelle régionale ou locale. Il doit y avoir des actions prises de toute part. En ce sens, les populations ne sont pas totalement impuissantes.

Des solutions à l'échelle locale existent, qui font une différence dans le quotidien. La migration fait partie des solutions et doit être considérée comme telle. D'autres solutions existent évidemment. Par exemple, le village de Koumbri a mis en place de multiples mesures visant à s'adapter à la réalité climatique de sa région. Nous l'avons mentionné à la fin du chapitre précédent : la production maraîchère; différentes techniques agricoles traditionnelles ou proposées par le gouvernement ou les institutions internationales, en appui avec les groupements Naam; la BTEC; le reboisement. Ces initiatives sont gérées en amont par les communautés locales. Ce sont elles qui sont le mieux à même de savoir ce qui fonctionne pour leur communauté, car elles connaissent le mieux les limites, les contraintes et les avantages de leur milieu de vie. Les identifier permet de mieux cibler les mesures d'adaptation pertinentes pour les communautés visées.

5.2.2 Différents groupes, différentes vulnérabilités : les femmes

Tous les groupes d'une communauté ne sont pas vulnérables également : « Un phénomène climatique spécifique, tel que la sécheresse, n'affecte pas de la même façon tous les membres d'une même communauté, voire d'une même famille, car certaines personnes ont une plus grande capacité à gérer une crise que d'autres » (CARE, 2010 : 1). Ces groupes peuvent se décliner de plusieurs manières : homme; femme; enfant; rang de naissance dans la famille; ethnie; confession religieuse; métier exercé; possession foncière; rang social; etc.

Nous désirons nous attarder sur la question du genre comme facteur de vulnérabilité supplémentaire. La question du genre dans tous les aspects liés au développement, soit la diminution des vulnérabilités, l'émancipation et l'adaptation, doit être prise en compte dans

l'offre de solutions. Le rôle de la femme fait partie d'un contexte qui est le fruit d'une construction sociale. Tout ce qui est construit peut être déconstruit et modifié, ne l'oublions pas.

Il importe de mentionner la place centrale qu'occupe la femme au sein de sa communauté et donc dans la mise en œuvre des solutions. Le rôle de la femme, à Koumbri notamment, la rend particulièrement vulnérable en général et en ce qui concerne la question des changements climatiques en particulier. À Koumbri, la femme a des journées très occupées. La réponse à la question « Comment se passe une journée typique » nous l'a révélé. Elle se lève très tôt pour chauffer l'eau, faire à manger, s'occuper des enfants et du ménage. C'est aussi elle qui s'occupe de la collecte du bois, ressource essentielle qui contribue à la sécurité alimentaire de la famille. Elle travaille donc beaucoup mais pas d'un travail rémunéré. En ce sens, son travail dépend pratiquement en totalité des ressources environnementales disponibles – eau, bois, nourriture –, mais le manque de ces ressources n'est pas comblé par des moyens financiers dont elle aurait bénéficié en faisant son travail.

Nous avons remarqué au village que la femme se trouve à être un des maillons les plus vulnérables d'une communauté elle aussi vulnérable. « La femme souffre, plus que les hommes » nous mentionne une femme de Koumbri. « Surtout par le fait que l'homme peut avoir plusieurs femmes, ce qui fait en sorte que la femme doit s'occuper de ses enfants. La majorité des femmes ont la charge de leurs enfants, chacune des femmes est responsable de la scolarité de ses enfants, de la santé de ses enfants... C'est pas facile. » On en comprend donc qu'en cas de problème – n'importe lequel – la femme est responsable de ses enfants. Cette charge la rend moins mobile dans ses déplacements, par exemple : « Si tu n'as pas de moyens pour quitter ton village, comment tu vas faire? Même si tu vas mourir, tu vas mourir dans ton pays. Tu vas partir où? Tu n'as rien à manger, tu n'as rien comme travail, tu ne peux pas marcher. Même si tu peux marcher, il y a tes parents qui ne peuvent pas marcher, ou tes enfants. Comment tu vas faire avec eux? C'est ça le problème. »

La femme, en plus de travailler très fort sans prestation salariale et de s'occuper du bien-être des autres membres de sa famille (enfants et parents), n'est pas en mesure de prendre les

décisions importantes, qui incombent plutôt à l'homme. Des réponses nous ont mis la puce à l'oreille : « ... si mon mari ne veut pas quitter ici moi aussi je vais rester ici avec mon mari et mes enfants, je ne peux pas bouger sans mon mari. » « Mon mari est ici, je dois être ici avec mon mari. » L'objectif visé ici n'est pas de montrer que l'homme est le responsable de la situation, car l'homme aussi est en situation de vulnérabilité. Le travail de l'homme agriculteur est aussi non rémunéré, règle générale, et la récolte sert à la consommation familiale. Mais leur charge de travail et leurs obligations envers leurs enfants ne sont pas les mêmes. Cela fait en sorte que la femme est plus vulnérable que l'homme en général. Ce fait doit être mentionné pour être pris en compte dans la mise en place de solutions.

Évidemment, la femme est une partie intégrante de sa communauté et en conséquence, elle doit être consultée pour la mise en œuvre de solutions. La plate-forme multifonctionnelle et l'éducation populaire font partie de ces solutions qui permettent à la femme de s'émanciper et de socialiser à divers degrés.

Personne ne peut vraiment aborder la crise alimentaire qui règne en Afrique, pas plus d'ailleurs que beaucoup d'autres crises qui semblent affecter ce continent, sans prendre en considération la question des femmes, et sans veiller sérieusement à ce que les femmes soient appelées à participer à la prise des décisions du niveau le plus bas à l'échelon le plus élevé. – Mrs. King, The Greenbelt movement (cité dans CMED, 1989 : 149).

5.3 Mise en place de mesures d'adaptation

L'adaptation peut prendre diverses formes : au niveau des institutions, dans le développement des technologies et des communautés, par des initiatives d'éducation et de formations (Oliver-Smith et Shen, 2009 : 25). Elle peut être planifiée ou spontanée, passive ou réactive, anticipée ou tardive (Olmos, 2001). L'adaptation peut être multiforme, mais elle doit provenir de mesures endogènes au milieu parce que les personnes concernées sont les mieux placées pour savoir ce dont elles ont besoin et les meilleures façons pour y parvenir; elles ont les connaissances de leur milieu de vie. Leurs croyances et modes de vie peuvent être un frein au changement ou un véhicule assurant le succès des mesures entreprises : « ... la mise en œuvre et l'efficacité des mesures d'adaptation restent tributaires d'un certain nombre de

contraintes d'ordre financier, technique, cognitif, comportemental, social, institutionnel, culturel et politique » (GIEC, 2007 : 56).

O'Brien et Wolf ont une approche basée sur les valeurs – humaines et non d'ordre économique –, qui, selon les auteures, est un gage de l'efficacité des mesures d'adaptation mises en place. En exemple, la sécurité alimentaire :

Although it is easy to focus on objective, measurable indicators of food security (e.g., number of calories per day, crop productivity, access to markets), a values-based approach reminds us that food is more than just calories, tonnes per hectare, or market exchange rates. It is an integral part of culture and identity, and it plays a role in social relations, rituals, and celebrations. Changing crops, for example, without considering their cultural importance, could arguably be met with resistance by societies who have relied on a particular staple for centuries or longer. Therefore, adaptation strategies that focus on technological interventions (such as new crops or varieties), without taking into account qualitative and subjective dimensions of food, are unlikely to be met with success. A values-based approach to adaptation points to the need for greater community involvement in adaptation decisions, and suggests that cultural factors may, in fact, be a limit to adaptation. (2010 : 237).

Comprendre quels sont les moyens de subsistance et de quelle façon ils peuvent évoluer permet de mieux comprendre la vulnérabilité sociale et aussi les méthodes d'adaptation qui seraient les plus appropriées dans un contexte donné. En ce qui concerne la migration, nous soutenons qu'elle fait partie des moyens de subsistance (sustainable livelihoods) d'une catégorie de la population étudiée. Nous avons eu l'occasion d'aborder cet aspect dans notre étude de cas.

À Koumbri, diverses mesures d'adaptation semblent fonctionner pour les habitants – des mesures de court et de long terme. Premièrement, on doit noter l'importance que peuvent jouer les réseaux locaux : l'UGNK a un rôle de premier plan. Une interviewée nous a d'ailleurs mentionné l'UGNK comme étant une des organisations prenant les décisions dans le village, comme quoi ils possèdent une certaine autorité morale, à tout le moins. Leurs initiatives ont donc plus de chances d'être acceptées par la population parce qu'elles proviennent de personnes vivant elles-mêmes au village et parce que les habitants font confiance à cette organisation locale composée de membres qu'ils connaissent.

Un autre moyen d'adaptation au village de Koumbri est la migration. Nous avons déjà mentionné à quelques reprises que puisque nous étions dans un village de départ nous n'avons pas rencontré les personnes ayant quitté le village définitivement. Cependant, beaucoup des personnes de retour ont mentionné avoir déjà quitté le village pour aller travailler en ville ou dans les plantations de Côte d'Ivoire. De plus, par observation il était facile de dénombrer le peu de jeunes dans la vingtaine présents au village. L'exode rural des jeunes est un problème multiforme qu'il nous a été permis de constater et dont nous avons discuté avec certaines personnes. La migration est donc une méthode d'adaptation parmi les autres méthodes au village de Koumbri.

5.4 Limites à l'adaptation

L'importance de considérer les valeurs à la base d'une société et sa compréhension des phénomènes qui l'entourent – climatiques, notamment – tient du fait qu'une mesure d'adaptation ne prenant pas en compte cette réalité risque d'être inefficace, voire avoir l'effet inverse que celui désiré. Adger *et al.* identifient quatre limites sociales à l'adaptation : 1) limites éthiques; 2) limites liées au savoir ou à la connaissance; 3) les perceptions quant au risque; 4) limites culturelles :

Each of these four domains interacts with the realities and constraints introduced by the physical world—including the weather and climate we experience, the consequences of changes to the climate system and the material impacts these changes cause. (2009 : 338)

Au cours du chapitre précédent et de celui-ci, nous avons indirectement mentionné ces limites que nous pouvons ici catégoriser.

5.4.1 Limites éthiques

Les limites éthiques réfèrent à ce qui est vu ou perçu comme bon ou mauvais par un groupe ciblé. Un exemple illustre bien cette situation pour Koumbri. Il nous a été rapporté par le responsable de l'environnement et du cadre de vie pour la commune :

Bon je n'ai pas compris pourquoi mais à Koumbri on ne fait pas le zaï. Mais les alentours de Koumbri, on peut faire le zaï. [...] Au lieu, on laisse ces terres nues et on part où c'est boisé pour couper. C'est pas bon. *Et ça on fait ça ici à Koumbri?* À Koumbri, on fait pas le zaï. Le zaï est interdit ici. *Ah... c'est interdit!* Oui, coutumièrement. Donc, leur coutume n'autorise pas le zaï [En italique interventions de l'intervieweur].

Ceci est un exemple qui démontre que les mesures d'adaptation ne peuvent être présentées comme des solutions « mur à mur », qui sont décidées loin des lieux où elles seront implantées sans connaître les caractéristiques qui font de la population ce qu'elle est. La connaissance du milieu biophysique est certes importante sinon primordiale, mais la compréhension de la culture et des modes de vie des populations concernées est toute aussi primordiale si l'on désire le succès des mesures d'adaptation. Une mesure d'adaptation doit non seulement être une mesure permettant de s'adapter à un phénomène, elle se doit elle aussi d'être adaptée à son milieu.

5.4.2 Limites liées au savoir ou à la connaissance

Dans la région, il est interdit de brûler les arbres pour fertiliser son champ. Nous avons posé la question aux agriculteurs pour savoir s'ils pratiquaient ce qu'on appelle la culture sur brûlis. Le responsable de l'environnement et du cadre de vie pour Koumbri nous a confirmé que cette pratique était interdite et passible d'une amende. Cependant, il semble que ce ne soit pas encore bien compris par tous les habitants. Trois personnes nous ont dit ne pas faire l'agriculture sur brûlis parce que c'est interdit, alors qu'une personne a affirmé sans détour utiliser cette pratique. Certains ont répondu ne pas avoir recours à cette pratique principalement parce qu'il n'y avait pas d'arbres pour pouvoir le faire (5 sur 17). Une personne a mentionné qu'avant lorsqu'ils brûlaient les arbres cela donnait de bonnes récoltes, mais comme ce n'était plus le cas il n'y avait plus de raisons de le faire. Enfin, une femme a

mentionné ne pas le faire par crainte de réprimandes. On remarque ici que les raisons pour lesquelles la culture sur brûlis est interdite ne sont pas nécessairement bien comprises par les habitants. D'autres, par contre, ont remarqué que sans les arbres, la terre est moins riche et les pluies moins abondantes (6 sur 17).

5.4.3 Perceptions quant au risque

Cette limite réfère au fait de ne pas percevoir ou de percevoir de façon disproportionnée un problème ou une situation. Au chapitre précédent, nous avons exposé les réponses des interviewés aux questions qui cherchaient à découvrir la façon dont ces derniers perçoivent leur environnement. Les habitants sont conscients qu'ils vivent dans une zone aride et exigeante physiquement. Est-ce que cela signifie pour autant qu'ils perçoivent cela comme un danger? Est-ce dangereux? Où trace-t-on la limite entre « sécurité » et « danger » ? Est-elle la même partout? Cette question est lourde de sens et nous ne prétendons pas avoir la réponse. Mais tous – décideurs inclus – doivent se poser la question.

La perception quant au risque a aussi à voir avec les facteurs liés à la santé et elle a des conséquences sur cette dernière. Boire de l'eau non potable ou ne pas avoir connaissance ou conscience de souffrir de malnutrition fait aussi partie des risques qui ne sont pas nécessairement compris par tous. Le lien entre maladie et eau impropre ou manque de nutriments ne se fait pas naturellement. Cette question a peu été abordée avec les interviewés mais nous croyons qu'il serait fort pertinent d'aller plus en profondeur sur cette question.

5.4.4 Limites culturelles

Les limites culturelles peuvent être liées aux rôles sociaux et aux rôles liés au genre, notamment. Nous avons mentionné précédemment que les femmes sont une catégorie de la population particulièrement vulnérable. Comme la vulnérabilité est en quelque sorte inversement proportionnelle à la capacité d'adaptation, il va sans dire que le rôle attribué aux femmes constitue une limite à l'adaptation, et ceci se manifeste aussi dans la capacité de migrer en réponse aux problématiques : « Women contend with an especially wide array of constraints on their adaptive capacity. Gendered roles, as well as cultural prescriptions

and prohibitions, make it far more difficult for most women and female-headed households to migrate in response to environmental change » (Warner *et al.*, 2008 : 21).

Pour terminer cette section, nous croyons important d'inclure la limite économique comme un facteur englobant toutes ces limites. Ainsi, les populations les plus pauvres sont généralement également celles ayant les plus faibles capacités d'adaptation : « According to the IPCC report on the regional impacts of climate change, "Africa is the continent most vulnerable to the impacts of projected changes because widespread poverty limits adaptation capabilities" » (Watson, Zinyoera et Moss, 1998 : 8 cité dans Olmos, 2001 : 9). Nous avons eu l'occasion de le mentionner à diverses occasions déjà. Les capacités d'adaptation sont limitées parce que les moyens économiques sont limités. Ceci revient à dire que les capacités financières seraient le moteur permettant l'adaptation. Cette affirmation n'est vraie qu'en partie; les moyens financiers limités limitent à leur tour les moyens de s'adapter, mais comme nous l'avons mentionné précédemment, tous les moyens d'adaptation ne sont pas équivalents dans toutes les sociétés. Ainsi, les connaissances liées à l'adaptation, qui s'acquièrent par l'intermédiaire des institutions du savoir, seront un moteur de changement. Un individu n'ayant pas les moyens financiers pour s'instruire et/ou instruire sa famille aura donc des impacts indirects sur la capacité d'adaptation de la société dans laquelle il vit. De même, un gouvernement n'ayant pas les capacités pour financer les méthodes d'adaptation jugées pertinentes dans son pays limitera la capacité d'adaptation de ses citoyens. Bien sûr, toutes les méthodes d'adaptation ne requièrent pas du financement – nous allons pouvoir le voir dans notre étude de cas –, mais le manque d'accès à l'éducation et de pauvres moyens financiers sont aussi des limites à l'adaptation.

5.5 Les sites aurifères comme facteur de changement

Le responsable de l'environnement et du cadre de vie nous éclaire sur la situation du développement du secteur minier au Burkina Faso :

La réception est difficile quand la personne a des problèmes. Par exemple ici quand vous organisez un truc sans moyens, c'est pas sûr que vous aurez des gens. Parce que les gens sont... souvent sur les sites d'or. Ils préfèrent aller passer leur temps là-bas – peut-être qu'ils vont gagner quelque chose – que de s'asseoir t'écouter. Tu vois non? Souvent

même on se demande est-ce que réellement ils se rendent compte de ce qu'ils sont en train de faire. Mais bon ce qui provoque ça aussi c'est le niveau même de l'analphabétisme ici. Et ceux qui ont un peu fréquenté l'école ne sont pas ici ou c'est eux-mêmes qui égarent les autres. Parce que si on dit qu'un homme a fréquenté l'école et qu'il n'est pas capable de raisonner son frère, au lieu de le raisonner il l'envoie faire des trucs qui ne sont pas bien... *Et ça c'est particulier à Koumbri ou c'est un peu comme ça... un peu partout.* Barga aussi c'est pareil. Et c'est cette zone-là qui est comme ça. Ailleurs, il y en a que si ils ne connaissent pas ils sont pressés de comprendre. Mais d'autres, là c'est pas comme ça. *Ils ont pas envie...* Si ça ne leur rapporte rien, c'est difficile. *D'ailleurs, il y a de plus en plus de compagnies minières qui viennent...* ouais beaucoup même. *Ça est-ce que ça change quelque chose au niveau...* Ça joue même sur l'enseignement primaire. Puisqu'on retrouve des enfants qui ont abandonné l'école qui sont sur les sites. Or le gouvernement a parlé, mais il a parlé seulement. Ils n'arrivent pas à mettre ça en œuvre, c'est difficile. Si vous parlez et puis vous ne pouvez pas agir, c'est très difficile. Sinon on a dit que les enfants ne doivent pas être sur les sites, mais c'est les enfants qui alimentent les sites, ça c'est très dur [en italique les questions de l'intervieweur].

On se rend compte que la présence de sites aurifères, souvent des sites traditionnels, a un impact sur la vie de la population Burkinabè, à Koumbri comme à d'autres endroits dans le pays. La présence de ces sites joue inévitablement sur la capacité d'adaptation. Les jeunes principalement sont attirés par l'appât financier que représente l'or. Mais en plus d'avoir des conséquences sur l'éducation – en éloignant les jeunes des bancs d'école –, la présence de ces sites a des conséquences environnementales importantes, car ils exigent de nombreuses quantités d'eau et ils détruisent des sites qui auraient parfois pu être propices à l'agriculture, sans nécessairement les restaurer à la toute fin. Des suivis à cet égard méritent notre attention. Ces conséquences environnementales sont vraies tant pour les sites traditionnels que pour ceux exploités par les compagnies étrangères. Enfin, la présence des sites aurifères a des conséquences sur la consommation des individus à court et à long terme. À court terme, on peut aider un individu et une famille à augmenter leur pouvoir d'achat. Mais parfois l'argent gagné est utilisé à des fins dangereuses socialement : prostitution, drogues, alcools. Des problèmes sociaux émergent d'ailleurs particulièrement sur les sites d'extraction traditionnels (*Extrait d'un entretien avec une autorité locale*). À long terme, cela peut avoir des conséquences sur la consommation puisqu'à la fermeture du site les extracteurs d'or et tous ceux qui gravitaient autour se retrouvent alors sans moyens, qu'ils doivent combler d'une autre façon. Sans terre pour cultiver, la réponse se trouve souvent dans le déplacement ou le chômage.

5.6 La migration comme stratégie d'adaptation

Les impacts des changements climatiques sur les individus amènent à revoir la façon de considérer les changements climatiques au niveau global, en insistant sur la sphère sociale et non seulement économique. Dans le cadre de l'adaptation et de la migration, il est essentiel de remettre l'humain au centre de l'analyse des enjeux. L'adaptation *in situ* et *ex situ* font toutes les deux parties des stratégies d'adaptation. Ignorer l'existence de l'adaptation *ex situ* – par l'entremise de la migration – n'enrayera d'aucune façon le phénomène. D'où l'importance de plutôt s'efforcer à le comprendre pour ensuite l'encadrer adéquatement. Car l'adaptation *ex situ* est tout autant légitime et même profitable pour certains secteurs. On ne peut nier le fait que certaines terres ne peuvent plus soutenir un mode de vie, ou du moins le soutenir suffisamment dans des contextes de démographie galopante et d'adaptation institutionnelle insuffisante. Comme le mentionnent Warner *et al.*: « Land degradation, desertification, and deforestation are factors that potentially result in mobility as a household adaptation strategy » (2008 : 9). L'adaptation *in situ* et *ex situ* peut amener des conditions gagnantes-gagnantes. Dans le cadre des changements climatiques, plusieurs auteurs affirment que la migration peut être une stratégie d'adaptation (Oliver-Smith et Shen, 2009 ; Laczko et Aghazarm, 2009 ; Study Team on Climate-Induced Migration, 2010 ; McLeman et Smit, 2006). Celle-ci peut être une stratégie collective (par l'intermédiaire des institutions) ou individuelle (de ménage).

5.6.1 Migration comme stratégie d'adaptation collective (ou institutionnelle)

La migration comme stratégie d'adaptation institutionnelle peut avoir deux objectifs : 1) réduire la pression de la population sur des écosystèmes fragiles; 2) déménager des populations qui vivent dans des zones rendues inhabitables (Study Team on Climate-Induced Migration, 2010). Il existe plusieurs exemples de ce type. Dans un premier cas des politiques publiques peuvent être mises en œuvre pour réduire la pression sur l'environnement. Dans un deuxième cas un gouvernement peut déclarer une zone inhabitable après une catastrophe. Au Burkina Faso, par exemple, les inondations dans la capitale en septembre 2009 ont amené le gouvernement à déménager une partie de la population qui vivaient dans des zones non loties de la ville qui furent inondées et considérées comme inhabitables au lendemain de la

catastrophe (*Extraits d'entretiens avec des sinistrés relocalisés dans le village de Yagma ; Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation, 2009*). Reste à voir si les politiques mises en place seront respectées et si non, pour quelles raisons.

5.6.2 Migration comme stratégie d'adaptation individuelle (ou de ménage)

En tant que stratégie d'adaptation individuelle (ou de ménage), la migration est alors souvent considérée comme une résultante de la capacité d'adaptation institutionnelle. Si les institutions ne sont pas capables de faire face à leur environnement changeant, les individus et ménages risquent de rester dans une situation de vulnérabilité et alors d'implémenter leurs propres stratégies d'adaptation (McLeman et Smit, 2006). Parmi ces stratégies individuelles d'adaptation, on retrouve la migration.

If we assume that climate-stimulated migration is not simply a random or wholesale outpouring of people from an exposed area, migration can be seen as one possible manifestation or outcome of adaptive capacity in light of exposure to some form of climatic stress. In other words, like vulnerability, the potential for climate-related migration can be considered to be a function of exposure and adaptive capacity. (McLeman et Smit, 2006 : 35).

La migration a un lien avec la capacité d'adaptation et l'exposition aux phénomènes environnementaux. Elle a aussi un lien avec la compréhension du risque et les contraintes sociales. Nous avons exploré ce sujet lors de notre étude de cas, ce qui nous a permis de constater qu'il existe des facteurs qui vont influencer les individus à utiliser la migration comme stratégie d'adaptation.

5.6.3 Facteurs influençant la migration comme stratégie d'adaptation

Dans une perspective macro, on peut comprendre le phénomène de la migration selon le « push and pull factor » développé par Lee (1966). Selon cette perspective, la migration serait la résultante de facteurs répulsifs et incitatifs : « Migration is a response to repulsive forces at the origin (such as high population density or pressure on land resources), and attractive forces at the destination (such as employment opportunities) » (Henry, 2003, p. 28). Cependant, plusieurs autres facteurs individuels vont entrer dans la balance de la décision. Car ce n'est pas tous ceux qui peuvent ou veulent migrer qui vont le faire. McLeman et Smit

(2006) font le lien entre vulnérabilité et migration, tel que mentionné précédemment. Effectivement, le manque de moyens pour s'adapter peut mener à la migration. Cependant, les plus vulnérables parmi les vulnérables n'auront pas nécessairement les capacités nécessaires pour se prévaloir de cette stratégie. Les femmes, par exemple, se retrouvent parfois à ne pas avoir les moyens nécessaires pour se déplacer, elles-mêmes ainsi que les autres membres de la famille dont elles ont la charge. La capacité d'adaptation peut influencer la décision de migrer et inversement, les personnes les plus vulnérables peuvent être contraintes à rester (Laczko et Aghazarm, 2009). D'autres facteurs en dehors de la vulnérabilité peuvent peser dans la balance et faire en sorte que la décision prise sera de rester sur place, par exemple les responsabilités indues au chef de famille. Nos entretiens nous ont permis de révéler ces cas. Il a été indiqué qu'il existe à Koumbri des initiatives d'adaptation intéressantes qui semblent fonctionner. Ceci étant dit, pour quelles raisons certains – parmi ceux ayant les moyens de s'en aller – décideront de migrer quand même et d'autres non? Est-ce que cela a à voir uniquement aux conditions environnementales? Nous en arrivons à cette réponse : certainement pas, mais elles jouent certainement un rôle important. Les conditions socio-économiques et les conditions de vie générales en campagne ont certainement à voir avec le départ de certaines personnes. Mais peut-on complètement séparer les conditions socio-économiques des conditions environnementales? Non, comme nous ne pouvons non plus séparer le niveau de développement des conditions socio-économiques.

5.7 Conclusion

La situation de vulnérabilité dans laquelle se retrouvent les individus a des conséquences sur leur sécurité humaine. Les populations ne restent pas démunies et trouvent des moyens de s'adapter à la situation qu'elles vivent. Ces méthodes d'adaptation peuvent être *in situ* ou *ex situ*. Nous avons pu constater dans notre étude de cas que ces deux genres d'adaptation sont présents et que plusieurs facteurs et contraintes vont jouer dans la décision d'une personne de rester ou partir. Les conditions socio-économiques, culturelles et environnementales ont un rôle à jouer dans cette décision. Afin d'en venir à une codification internationale sur le sujet, ces facteurs et contraintes doivent être connus, reconnus et pris en compte. C'est ce qui nous

pousse à croire que la définition avancée par l'OIM et citée au premier chapitre est la définition la plus pertinente et la plus englobante pour révéler la situation qui prévaut chez les personnes concernées.

CONCLUSION

Les changements climatiques amènent à se poser beaucoup de questions et les réponses à ces questions ne sont pas toujours aussi claires qu'on le souhaiterait. Nous savons les types d'impacts causés par les changements climatiques, mais nous ne pouvons qu'en présumer l'ampleur à l'échelle mondiale. La migration environnementale s'inscrit dans ce contexte. De prime abord un phénomène international, il est en fait aussi un phénomène très local. Mais comprenons-nous bien ce que vivent les personnes concernées par ce phénomène? Comprendons-nous bien pourquoi les gens quittent leur milieu de vie pour tenter leur chance ailleurs? La migration environnementale s'est révélée être le contexte de notre recherche, mais nous avons centré cette dernière à une échelle locale. L'objectif était de comprendre les façons dont vit une communauté locale et subit les effets des changements climatiques. Nous nous sommes intéressés au cas de la désertification en Afrique de l'Ouest, mais cette même recherche – avec des résultats probablement différents – aurait pu et devrait en fait aussi être menée dans un petit État insulaire du pacifique, dans une région désertique de la Mongolie ou du Mexique, ou près de certaines côtes océaniques. En fait, cette recherche s'inscrit dans un cadre plus large de recherche de connaissances terrains qui permettront ensuite de mieux saisir les raisons qui amènent les gens à migrer lorsque leur environnement devient hostile.

La question de la migration environnementale constitue un enjeu majeur des années à venir. Il est bien vrai, pour le moment aucune codification internationale n'est acceptée par tous les acteurs internationaux et régionaux. Et si tel était le cas, serait-on en mesure de le faire appliquer comme il se doit? Les enjeux de la migration environnementale sont bien plus larges et complexes et il ne faudrait pas prétendre que la situation se réglerait une fois un consensus trouvé dans la sphère juridique internationale, même s'il est indéniable que c'est le premier pas qu'il faille franchir. L'instabilité créée par les déplacements ou le manque de ressources est un risque bien réel que nous nous devons de considérer, avant qu'on ne se retrouve devant une situation si importante que nous ne saurons par où commencer pour l'affronter. Autant la compréhension de la migration que les autres méthodes d'adaptation *in*

situ sont des moyens à entreprendre dès maintenant pour se permettre ensuite d'agir adéquatement sur les conséquences humaines des changements climatiques. Notre étude de cas est également une façon de démontrer que les moyens d'agir existent déjà, qu'il faut s'en inspirer tout en gardant les liens avec ces peuples pour agir de concert avec eux, dans le but de préserver leurs modes de vie et leurs « livelihoods », tels qu'ils le souhaitent souvent eux-mêmes.

Afin de bien ancrer notre recherche, nous avons, dans un premier temps, tenté de clarifier la situation de ce qu'on peut appeler dans l'imaginaire populaire « les réfugiés climatiques ». Dans le domaine juridique international, est-ce un thème qu'on peut utiliser et est-il accepté? Pour quelles raisons? Comment devons-nous qualifier ces personnes migrantes en regard du droit international? Ce sont ces questionnements qui ont fait l'objet de ce chapitre et qui nous ont permis de nous rendre compte de la rigidité relative du système juridique international devant à une situation complexe qui ne peut être codifiée en s'insérant dans les normes actuelles. Dès lors, il importait de mieux comprendre cette situation complexe pour permettre ensuite de bonifier le droit international. Notre recherche est donc destinée à éclairer – modestement certes – les juristes internationaux de cette situation. Il en est ressorti que le déplacement, qu'il soit volontaire ou forcé, temporaire ou permanent, les types de phénomènes environnementaux mis en cause et le passage d'une frontière sont les principales notions qui font débats. Des phénomènes sous-tendent ces notions, notamment en ce qui concerne la vulnérabilité des personnes visées.

Le second chapitre nous a donné l'occasion de développer le cadre conceptuel avec lequel nous abordons la problématique de la migration environnementale. La sécurité humaine et la vulnérabilité sont les deux concepts sur lesquels nous nous basons. Il est de notre avis que tous les humains ont le droit de jouir de la vie en toute quiétude. Lorsque la vie même est menacée par une situation environnementale précaire, il est du devoir de la communauté internationale d'aborder la situation de manière à ce que les besoins vitaux soient préservés. Les populations visées, c'est-à-dire celles qui subissent les impacts des changements climatiques, peuvent se trouver à être des populations vulnérables. Ce chapitre nous a permis de définir ce que nous entendons par vulnérabilité. Elle se résume à l'interaction entre trois

composantes : l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation. Nous avons alors identifié les facteurs permettant de mesurer cette vulnérabilité. Ces facteurs ont été au cœur de notre démarche de collecte de données sur le terrain. Nous avons privilégié l'étude de cas comme méthode de collecte de données, car nous sommes d'avis que la meilleure façon de comprendre un phénomène nouveau est d'étudier un cas où nous soupçonnons ce phénomène d'exister. En questionnant les individus sur leur façon de percevoir leur environnement, nous pouvons mieux saisir leur compréhension de la situation qu'ils vivent et leurs façons de s'adapter à cette situation.

Dans les chapitres suivants, nous nous sommes attardés sur la situation qui prévaut dans le village où nous avons effectué notre étude de cas. Le chapitre trois a donné le contexte général du pays où se retrouve le village de Koumbri : le Burkina Faso. Par une revue de la littérature effectuée préalablement à notre départ sur le terrain, lors de notre séjour et à notre retour – afin d'avoir une vision la plus globale possible de la situation – nous avons pu mettre au jour la situation générale dans laquelle se retrouve le pays : dans un contexte climatique peu favorable et une vulnérabilité généralisée. Ce chapitre nous a permis de mieux comprendre la situation dans laquelle s'insère le village de Koumbri.

Notre séjour à Koumbri est contenu et révélé en majorité au chapitre quatre : ce sont les résultats de notre étude de cas. En somme, nous pouvons résumer ces résultats de cette façon : la dégradation des sols dans la région mène à une insécurité alimentaire qui nuit à l'intégrité physique des villageois. La migration est effectivement une option mise en œuvre; une forme d'adaptation parmi d'autres. Si historiquement la migration se dessinait surtout entre le monde rural burkinabè et le monde rural ivoirien, de plus en plus cette migration semble se faire vers les villes ou les sites aurifères. Le potentiel de plus en plus dégradé des sols, additionné au manque d'opportunités au village, seraient parmi les raisons qui pousseraient à migrer. Néanmoins, notre recherche semble révéler que les villageois de Koumbri ne quittent pas nécessairement leur milieu de vie de gaité de cœur.

Avec l'explosion démographique et la désertification qui ne cesse de progresser, nous pouvons supposer que le choix entre partir ou rester sera de moins en moins possible. Nous

attribuons cette supposition à notre analyse de la situation sur place, sujet de notre dernier chapitre. Les résultats de notre recherche nous permettent de mettre en lumière non seulement la vulnérabilité générale de la population de Koumbri, mais aussi les mesures d'adaptation mises en œuvre. Ces mesures sont multiples et elles fonctionnent si elles sont comprises et utiles pour les personnes visées. On peut supposer que certaines mesures sont mieux que d'autres, par exemple que les techniques agricoles améliorées comme les systèmes d'irrigation sont meilleures à long terme, que le travail sur les sites aurifères traditionnels. Ces moyens pour faire face aux problèmes existent, tout comme la migration, en parallèle ou en complément d'autres méthodes d'adaptation.

Pour la suite, il importe de continuer à documenter le phénomène à Koumbri et dans toute la région sahélienne. Non seulement ces études de cas sont nécessaires, elles sont vitales si l'on désire avoir une base cohérente permettant de réglementer le phénomène des migrations environnementales au niveau régional et international. Certes, la suite se fera au niveau des institutions internationales, par l'entremise de plaidoyers, de lobbying et d'entretiens diplomatiques. Mais la place des chercheurs est essentielle pour faire avancer ce dossier, dans le but d'arriver à encadrer le phénomène de façon adéquate, et ce, avant qu'il ne soit trop tard.

APPENDICE A.

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ POUR LES VILLAGEOIS

<i>Responsable</i>	Julie Larocque 00 (226) 74 78 92 27 et 001 (514) 987-3000 poste 2466 larocque.ju@gmail.com
<i>Directeur du mémoire</i>	Laurent Lepage 001 (514) 987-3000 poste 3509 lepage.laurent@uqam.ca
<i>Collaborateurs</i>	Institut d'applications et de vulgarisation en science (IAVS) Mathieu BADOLO (directeur) 00 (226) 70 80 64 52 iavsmail@gmail.com Fédération nationale des groupements Naam (FNGN) Hamidou Ganamé (personne-ressource) 00 (226) 70 29 79 46 fngn@fasonet.bf
<i>Aide financière</i>	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) Bourse à la mobilité de l'UQAM

OBJECTIFS POURSUIVIS

- Documenter les impacts de la désertification sur le mode de vie;
- Documenter les effets de la désertification tels que ressentis par la population;
- Documenter les mécanismes d'adaptation mis en place;
- Voir si la migration est une forme d'adaptation envisagée;
- Comprendre les raisons qui poussent à la migration;
- Indiquer les endroits vers où les gens se dirigent lorsqu'ils décident de partir.

PRÉSENTATION DU QUESTIONNAIRE

Je suis étudiante à l'Université du Québec à Montréal, au Canada. Je suis intéressée à connaître les effets de la désertification sur votre mode de vie. Je voudrais savoir si vous voyez des changements dans votre environnement et connaître les moyens que vous avez pris pour vous adapter.

Je ne fais pas partie d'un organisme humanitaire et suis ici à titre d'étudiante seulement. Ce n'est pas un projet et cela n'amènera pas à un projet sur le terrain, il n'y a pas d'équipe qui viendra après moi, je n'ai pas d'argent à investir.

Le but de ces questions est de voir quelle serait la façon la plus adéquate d'encadrer les changements qui s'opèrent au sein de votre mode de vie, si cela s'avère pertinent. L'aide devrait-elle venir de la communauté, de la région, du gouvernement ou même de l'international? Votre contribution est donc très importante afin de déterminer la meilleure façon de s'adapter à la réalité que vous vivez.

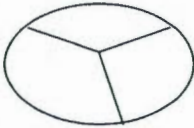
Je vais donc vous poser des questions dans le but de connaître votre expérience et votre opinion. **Le tout restera strictement confidentiel.** Vous êtes libre d'accepter ou de refuser de répondre aux questions. Si vous trouvez qu'une question est trop personnelle, vous pouvez refuser de répondre.

Si vous me le permettez, j'aimerais enregistrer notre entretien. Le but de cela est de faciliter la transcription par la suite afin de rester fidèle à ce que vous m'avez dit, soit ne pas déformer vos propos. Si vous ne voulez pas il n'y a pas de problème.

1. Entrée en matière : Calendrier âge-événement

Q1	Introduisez-vous		
Q2	Êtes-vous né ici?	Oui Non	Si oui → Q6 Si non → Q3
Q3	Depuis quand habitez-vous ici?		<i>Se référer à la fiche âge/événement</i>
Q4	Pourquoi êtes-vous venu ici?		
Q5	Est-ce qu'il y a d'autres raisons?		

Sécurité humaine + Cohésion sociale + diversification des activités de subsistance/économiques

Q6	Comment se passe une journée typique?		
Q7	Quelle est l'activité la plus importante	Faire dessiner : 	

Pour le cultivateur :

Q8	Est-ce possible de nourrir vous et votre famille uniquement avec ce que vous cultivez?		Non → Q14
Q9	Vendez-vous les excédents?		
Q10	Pratiquez-vous la culture sur brûlis?		
Q11	Pourquoi?		
Q12	A-t-elle des avantages?		

Pour l'éleveur :

Q13	Est-ce que l'élevage du troupeau se porte bien ces dernières années? Expliquer		
-----	---	--	--

Pour ceux qui achètent leur nourriture (en partie ou en totalité) :

Q14	Est-ce que c'est cher?		
Q15	Est-ce que les prix ont augmenté ou diminué récemment?		Pas de changement → Q17

Q16	Quand?		<i>Se référer à la fiche âge/événement</i>
------------	--------	--	--

PART DU BUDGET POUR LA NOURRITURE ET PROVENANCE DE L'ARGENT

Q17	Quels sont les événements marquants qui ont eu lieu au village et dans votre vie?		<i>Se référer à la fiche âge/événement</i> <i>Si la personne est embêtée, suggérer des événements tels que naissance, mort (mort de qui / de quoi) attaques, sécheresse, famine, tempêtes, etc.</i> <i>Noter chaque événement mentionné</i>
	Revenir sur chaque événement malheureux :		
Q18	Qu'avez-vous fait pour surmonter les obstacles?		
Q19	Qui vous a aidé?		

Q20	Vos enfants vont-ils à l'école?		Oui → Q22 <i>Pourquoi est-ce important pour vous?</i>
Q21	Non : Pourquoi?		<i>Que font-ils?</i>

Structure politico-institutionnelle

Q22	Qui prend les décisions au village		
Q23	Qui prend les décisions au sein de votre ménage?		
Q24	Quand il y a un problème, vers qui vous tournez-vous?		

Perceptions du milieu de vie

Q25	Avec qui passez-vous du temps majoritairement?		
Q26	Parmi ces relations, lesquelles sont les plus importantes et pourquoi?		
Q27	Qualifiez-vous ces relations de		<i>Nommer chacune des</i>

	facile ou difficile? F : Facile D : Difficile		<i>personnes importantes mentionnées</i>
	Est-ce que ces relations sont meilleures ou pires qu'avant?		
	Pourquoi?		
	+ : meilleures		
	- : pires		

Ressources : Je vais vous énumérer des ressources. Dites-moi si vous avez remarqué des changements au cours des dernières années. Si oui, expliquez-moi quels sont ces changements et depuis quand vous avez remarqué cela.

	Si oui :	Quels changements?	Depuis quand?
Q28	La terre		
Q29	La pluie		
Q30	Les pâturages		
Q31	Les arbres		
Q32	Autres? (préciser)		

Q33	L'utilisation du bois est-elle une pratique durable?		
Q34	D'où vient le bois?		
Q35	Pourquoi y en-a-t-il là-bas et non ici?		

Déplacements

Q36	Avez-vous déjà pensé partir du village		Non → Q40
Q37	Pourquoi?		
Q38	De façon définitive? Temporaire?		
Q39	Pour aller où?		
Q40	Pour vous est-ce plus intéressant de vivre en ville ou au village?		
Q41	Pourquoi?		Village → Q43
Q42	SI EN VILLE : Qu'est-ce qui vous empêche d'y aller?		
Q43	Qu'est-ce qui vous ferait quitter votre village?		
Q44	Connaissez-vous des gens qui ont quitté le village?		Non → Q52

Q45	Pour quelles raisons selon vous?		
Q46	Qui a pris la décision selon vous?		
Q47	Où sont-ils allés?		« Patterns » de migrations?
Q48	Gardent-ils des liens avec les gens ici?		Non → Q52
Q49	De quel ordre?		Téléphone, lettre, financier, e-mail, autre?
Q50	Est-ce que cela a un impact sur la vie de la communauté?		Non → Q52
Q51	Est-ce plutôt positif ou plutôt négatif?		
Q52	Est-ce que des étrangers sont venus s'établir dans votre village récemment?		Non → Q56
Q53	Est-ce que cela a eu des impacts sur la vie de la communauté?		Non → Q55
Q54	Est-ce plutôt positif ou plutôt négatif? Pourquoi?		
Q55	Pour quelles raisons selon vous ces personnes ont-elles décidé de venir s'établir dans votre village?		

Pour clore :

Q56	Qu'est-ce que vous souhaitez pour vos enfants plus tard?		
Q57	Face aux problèmes, que faut-il faire? Partir ou rester pour lutter?		
Q58	Pourquoi?		

Questions générales de validation

Q59	Sexe		
Q60	Âge	0-5 ans 5-15 ans 15-20 ans 20-30 ans 30-50 ans 50 et + (vieux)	
Q61	Ethnie		
Q62	Religion		
Q63	Statut marital		

Q64	Niveau d'éducation le plus élevé	
Q65	Nombre d'enfants	

APPENDICE B

POPULATION – VOLUME, RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR MILIEU DE RÉSIDENCE

VOLUME, REPARTITION PAR SEXE ET PAR MILIEU DE RESIDENCE	
Population totale	14 017 262
Population masculine	6 768 739
Population féminine	7 248 523
Population urbaine	3 181 967
Population rurale	10 835 295
Population de la commune de Ouagadougou	1 475 223
Population de la commune de Bobo-Dioulasso	489 967
Densité de la population (habitants au km ²)	51,4
Rapport de masculinité (Nombre d'hommes pour 100 femmes)	93,4
Proportion de femmes dans la population (%)	51,7
Taux d'urbanisation (%)	22,7
Taux d'accroissement annuel moyen de la population (%)	3,1
STRUCTURE DE LA POPULATION	
Population de moins d'un an (0 an)	466 516
Population de moins de 5 ans (0 – 4 ans)	2 436 913
Population de 6 – 11 ans	2 589 132
Population de 6 - 24 ans	6 251 439
Population de moins de 15 ans (0 – 14 ans)	6 499 211
Population de 15 – 64 ans	6 969 953
Population de 65 ans ou plus	473 611
Population de 18 ans ou plus	6 520 709
Population de 15 - 49 ans	6 098 618
Population de 10 - 19 ans	3 221 873
Population d'âge non déclaré	74 487
Population des femmes en âge de procréer (15-49 ans)	3 302 636
Age moyen de la population	21,8
Age médian de la population	15,5

(Burkina Faso, 2009b : 15)

APPENDICE C

CLASSIFICATION SOMMAIRE DES ETHNIES

Les populations les plus anciennement installées : *Bobo, Bwa, Kurumba, Gourounsi, Pougouli, Sénoufo, Turka, Gouin*... en mettant à part le groupe Lobi venu de la rive gauche du Mouhoun en groupes successifs, en refoulant les Gan, les Dorosye et les Vigue.

Les populations néo-soudanaises qui ont formé dans le passé des royaumes puissants :

- Les *Mossé* [Mossi], dont la forte organisation politique hiérarchisée a permis, après les avoir vaincus, d'intégrer les Nyonyose, premiers habitants du pays, et de s'étendre au détriment des voisins, notamment les Kurumba et les Gourounsi;
- Les *Gourmantché*, à l'est, auxquels peuvent s'apparenter les *Yarse*;
- Les *Songhay*, peu nombreux au Burkina Faso. Leur langue et leur culture sont totalement différentes de celles des autres ethnies. Ils ont eux aussi, constitué un grand empire historique.

Les populations mandé, venues de la haute vallée du Niger : les *Marka* qui se sont insérés dans le pays *Bwa*, les *Samo* et leurs parents les *Bisa*, qui ont colonisé les marges du pays mossi.

Les populations du Sahel, nomades en voie de sédentarisation :

- Les *Peul* et leurs anciens captifs sédentaires, les *Rimaïbe*;
- Les *Touareg* et leurs anciens captifs, les *Bella*.

Deux groupes sont difficilement classables : les *Dogon*, peu nombreux, débordent en populations résiduelles de leur aire d'origine (Mali) et les *Syemou*, dans la région d'Orodara dont l'origine nous est encore inconnue.

(Burkina Faso, 2012)

APPENDICE D

LANGUES DU BURKINA FASO

Dans la population nomade (située dans la zone sahélienne du Burkina Faso), les Peuls parlent *foulfoulde* et les Touaregs, le *Tamasheq*. Chez les agriculteurs (sédentaires), on peut séparer les langues parlées en deux grandes familles : les langues gour et les langues mande :

Les langues gour.

Une étude les divise en dix groupes dont le gourma-moore, le grousi, le lobiri, le bwamu, le senoufo et le dogon.

- Le groupe *gourma-moore* comprend : le gourma, la langue des gourmantché et le moore-dagbani, sous-groupe réunissant le mooré, la langue des mossé [mossi], le dagara et le birifor.
- Au *grousi* appartiennent les langues des populations dites gourounsi, et divers autres dialectes dont le kourounfe, parlé par les kouroumba.
- Le *lobiri* est la langue des lobi, des wile et de divers petits groupes de l'hinterland lobi.
- Le *bwamu* est celle des bwaba, de culture et de langue mande tout comme les bobo.
- Le *senoufo* et le *dogon*, comme leurs populations sont peu représentés.
-

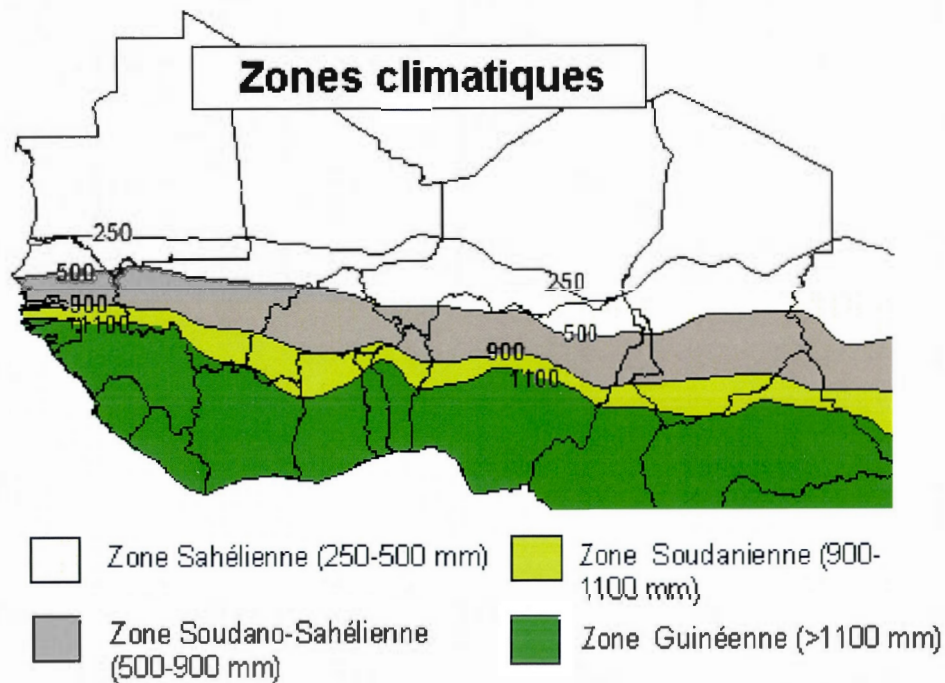
Les langues mande.

Dites mande-nord sont principalement représentées au Burkina Faso par le *dioula*, utilisé dans les échanges commerciaux et qui fut la langue de diffusion de l'islam dans l'ouest du pays. On distingue les langues mande-sud, représentées par le *bisa* et le *sâ*, langue des Samo.

(Burkina Faso, 2012)

APPENDICE E

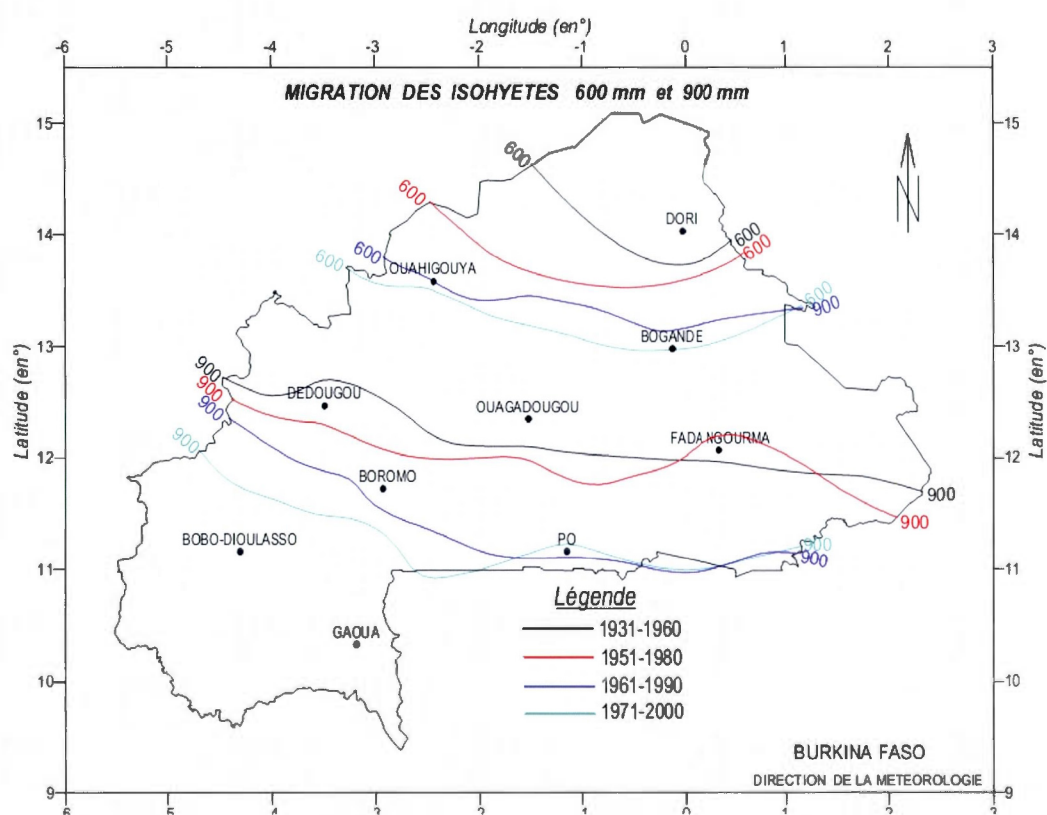
CARTE DES ZONES CLIMATIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST



Etabli sur la base des pluies moyennes annuelles 1961-90, SDRN-FAO Rome
(FAO/SMIAR, 2013)

APPENDICE F

ÉVOLUTION SPATIALE DES NORMALES PLUVIOMÉTRIQUES DE 1931 À 2000



(Burkina Faso, 2007 : 9)

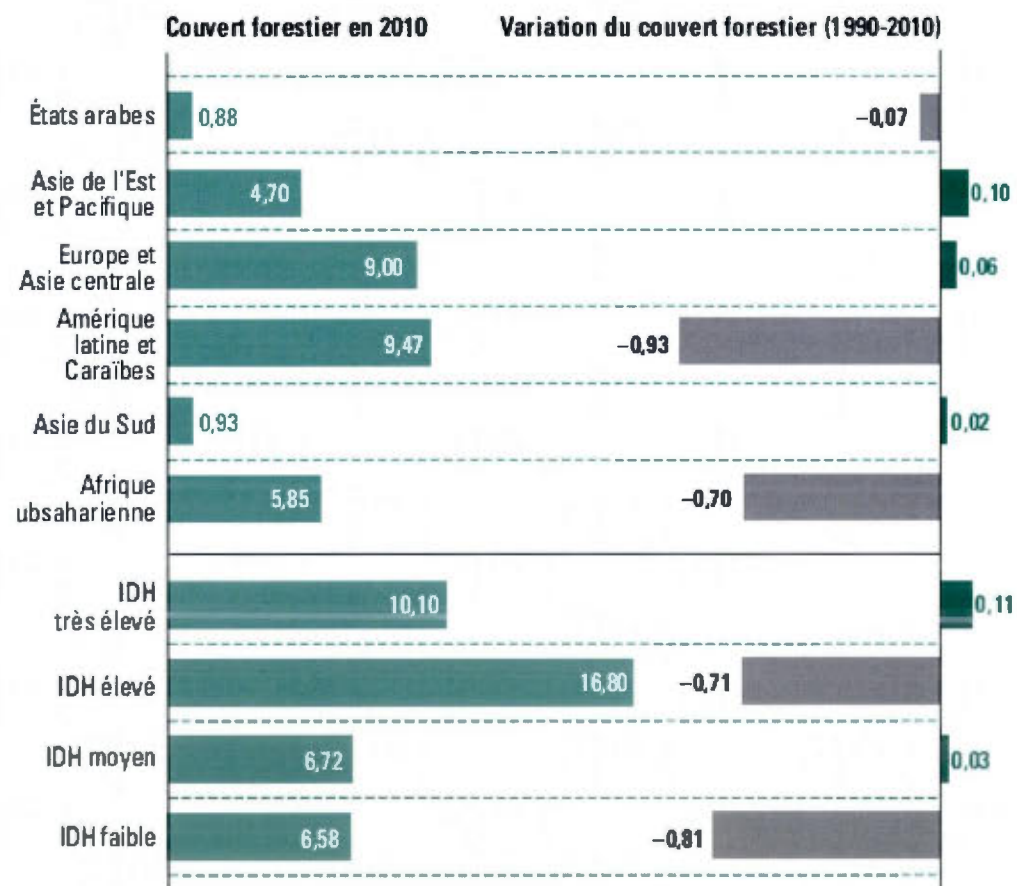
APPENDICE G

ÉVOLUTION DU COUVERT FORESTIER EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

FIGURE 2.10

Certaines régions se déboisent, d'autres se boisent ou se reboisent

Proportions du couvert forestier et variation par région, 1990–2010 (en millions de kilomètres carrés)



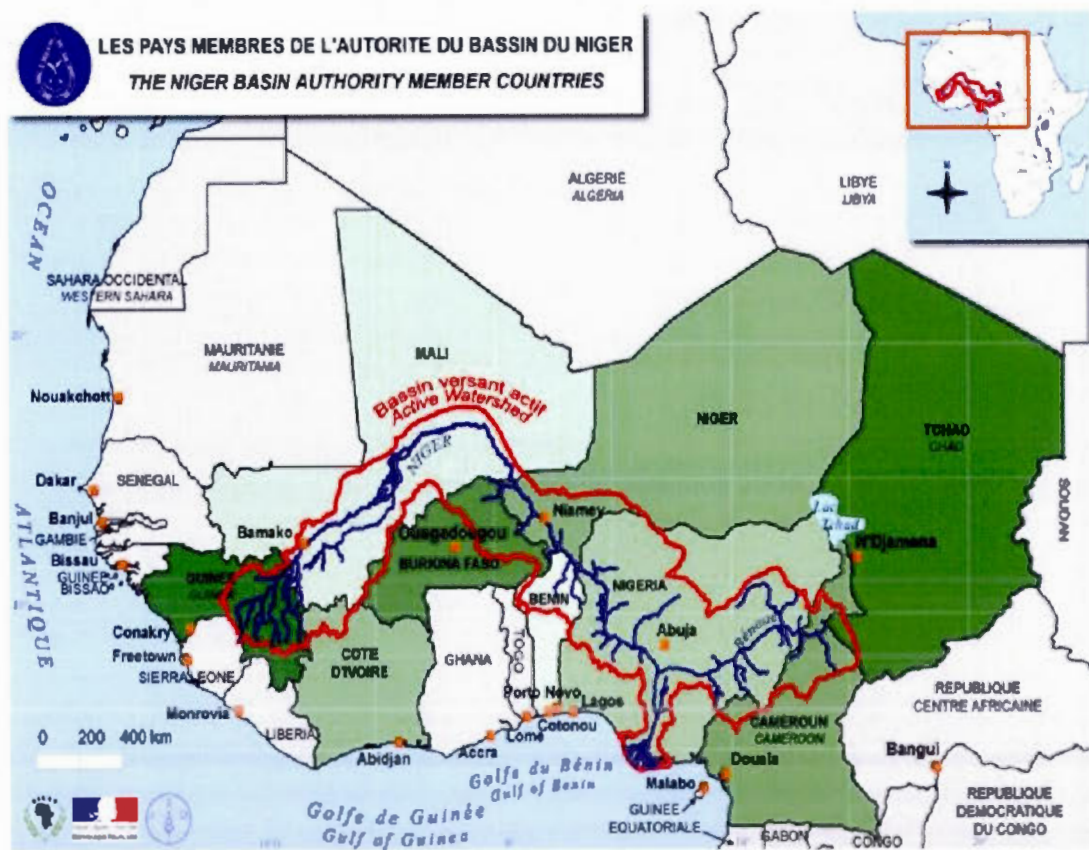
Source : calculs du BRDH d'après les données de la Banque mondiale (2011b).

(PNUD, 2011 : 43)

APPENDICE H

BASSINS HYDROGRAPHIQUES DU TERRITOIRE BURKINABÈ

1. Bassin du Niger



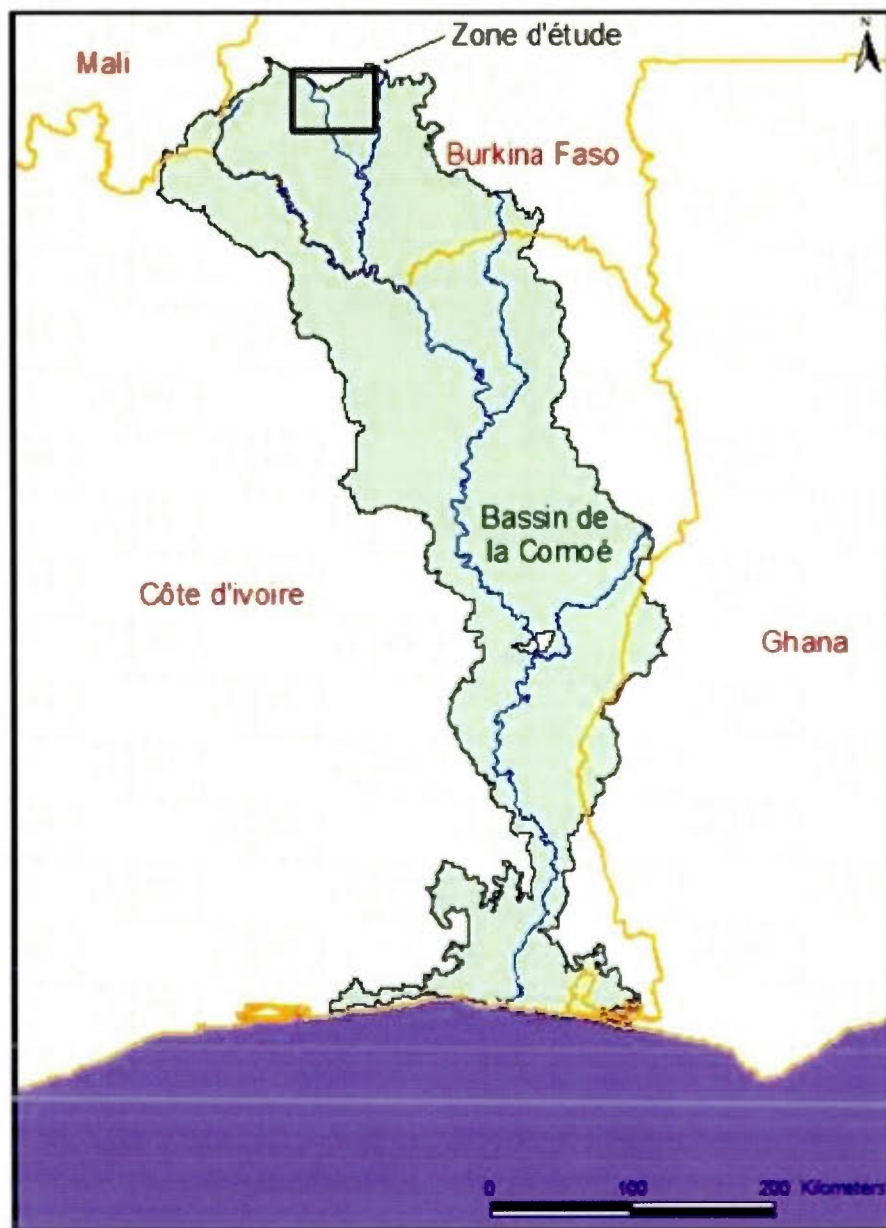
(World Hydrological Cycle Observing System, 2011)

2. Bassin de la Volta



(Autorité du bassin de la Volta, 2011)

3. Bassin de la Comoé



(Cour, 2010 : 9)

Le fleuve Comoé prend sa source au Burkina Faso (Cour, 2010), mais coule principalement en Côte-d'Ivoire.

APPENDICE I

CHRONOLOGIE HISTORIQUE DU BURKINA FASO

1900		
1901		
1902		
1903		
1904		
1905		
1906		
1907		
1908		
1909		
1910		
1911		
1912		
1913		
1914	1re guerre mondiale	
1915		Révolte chez les Marka et entraîne les Bwaba en guerre contre le colonisateur
1916		Révolte matée dans le sang par le colonel Mallard
1917		
1918		
1919	Gouvernorat de la colonie par Hesling, premier gouverneur	
1920		NYC: Déclaration des droits des peuples nègres du monde – Marcus Garvey
1921		
1922		
1923		
1924		
1925		
1926		
1927		

1928		
1929		
1930	Grande famine - sécheresse	
1931	Inauguration de l'expo universelle coloniale à Paris	
1932	Suppression de la colonie de Haute-Volta, partagée entre la Côte d'Ivoire, le Soudan et le Niger	
1933		
1934	Arrivée du chemin de fer à Bobo-Dioulasso	
1935		
1936	Inauguration de la cathédrale de Ouagadougou	
1937		
1938		
1939	2e guerre mondiale	
1940		
1941		
1942		Naissance de Jean-Baptiste Ouédraogo
1943		Mort du moro Naba Kom II, son fils Naba Saga II lui succède
1944		
1945		Création de l'Union pour la défense des intérêts de la Haute Volta
1946	Guerre d'Indochine	Création du RDA à Bamako
1947		Reconstitution de la Haute Volta dans ses limites de 1932
1948		Élection de 3 Voltaïques à l'Assemblée Nationale Française
1949		Naissance de Thomas Sankara
1950		Création du SIAM (syndicat professionnel pour l'acheminement de la main-d'œuvre)
1951		
1952		Ouagadougou devient la capitale
1953		
1954		Arrivée du chemin de fer à Ouagadougou
1955		
1956	Élection de Joseph Ouédraogo comme maire de Ouagadougou et Djibril Vinama comme maire à Bobo	
1957	Mort du moro Naba Saga II. Naba Kougri lui succède	
1958	1 ^{re} république. La Haute-Volta devient une République membre de la communauté franco-africaine et Maurice Yaméogo devient de premier Président	
1959	Adhésion au conseil de l'Entente	
1960	Proclamation de l'indépendance de la Haute-Volta	
1961		
1962	Constitution de l'UEMOA	

1963	Création de l'OUA	
1964		
1965	Création de l'Union démocratique Voltaïque Réélection de Yaméogo à 99% (seul candidat)	
1966	Gouvernement militaire provisoire de Lamizana, suite à la démission forcée de Yaméogo	
1967		
1968		
1969		
1970		
1971	Deuxième République	
1972		
1973		
1974	Sécheresse ; Gouvernement de renouveau national (suite à dissolution du parlement); 1ère guerre avec le Mali	
1975	1er recensement de la population Accords de Lomé (Afrique – Caraïbes – Pacifique)	
1976	Gouvernement de transition et Gouvernement d'union nationale	
1977		
1978	Troisième République Réélection de Lamizana	
1979		
1980	Régime Zerbo	Coup d'État du colonel Sayé Zerbo Comité militaire de redressement pour le Progrès National du Colonel Saye Zerbo
1981		Sankara nommé ministre de l'information
1982		Coup d'État mené par Sankara avènement du Conseil du Salut du Peuple du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo Régime marxiste-léniniste
1983	Présidence de Thomas Sankara	Coup d'état de Sankara ; Proclamation du Conseil National de la Révolution ; découpage du pays en 10 provinces ;
1984		Haute Volta devient Burkina Faso
1985		2ème guerre avec le Mali ; 2ème recensement de la population
1986		
1987		Assassinat de Sankara ; Avènement du Front Populaire ; Rectification ; Accession au pouvoir de Blaise Compaoré
1988		
1989		
1990	Libération de Nelson Mandela	
1991	Référendum sur la nouvelle constitution ; 4 ^e République ; Politique d'austérité avec	

	les PAS du FMI
	Privatisation des entreprises d'État ; Mort de Houphouët-Boigny
1993	
1994	Dévaluation du FCFA ; génocide rwandais
1995	
1996	3ème recensement de la population
1997	
1998	Réélection de Blaise Compaoré ; Assassinat de Norbert Zongo; Le Burkina Faso gagne la CAN (football).
1999	
2000	
2001	
2002	
2003	Tentative de coup d'État
2004	Modification de l'article 37 de la loi sur la durée du mandat et le nombre de rééligibilités
2005	Blaise Compaoré devient président de la Communauté des États sahélo-sahariens ; réélection de Compaoré à 80%
2006	4e recensement de la population
2007	
2008	Burkina Faso au conseil de sécurité de l'ONU ; manifestations contre la vie chère
2009	Inondations du 1er septembre 2009
2010	Élections présidentielles (novembre)
2011	Crise militaire
2012	Crise alimentaire

Inspiré des travaux de Henry, 2010

BIBLIOGRAPHIE

- Adger, Neil W., Suraje Dessai, Marisa Goulden, Mike Hulme, Irene Lorenzoni, Donald R. Nelson, Lars Otto Naess, Johanna Wolf et Anita Wreford. 2009. «Are there social limits to adaptation to climate change?». *Climatic Change*, vol. 93, p. 335-354.
- Agence des Nations Unies pour les réfugiés [HCR]. 1984. *Déclaration de Carthagène*. Adoptée lors du Colloque sur la protection internationale des réfugiés en Amérique centrale, au Mexique et au Panama Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, UNHCR, 39 p.
- , 2005. *Consultations mondiales sur la protection internationale. Formes complémentaires de protection*. EC/GC/01/18. Agence des Nations Unies pour les réfugiés, 5 p. En ligne. < <http://www.refworld.org/pdfid/4a54bc205.pdf>>. Consulté le 14 avril 2013.
- , 2007. «Convention et protocole relatifs au statut des réfugiés». Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, UNHCR, 54 p. En ligne. <<http://www.unhcr.fr/4b14f4a62.html>>. Consulté le 17 février 2013.
- , 2009. *Forced displacement in the context of climate change: challenges for States under the international law*. Bonn: 6e session du Ad Hoc Working Group on Long-Term Cooperative Action under the Convention (AWG-LCA), 13 p.
- Autorité du bassin de la Volta. 2011. «Cartographie du bassin». En ligne. <<http://217.76.144.27:8080/catabv/srv/fr/main.search?category=Maps>>. Consulté le 20 avril 2013.
- BAfD/OCDE. 2004. «Perspectives économiques en Afrique : Burkina Faso». En ligne. <<http://www.oecd.org/fr/dev/emoa/32552322.pdf>>. Consulté le 5 avril 2013.
- Banque mondiale. 2013. «Trafic de conteneurs dans les ports (TEU : unités équivalents 20 pieds)». En ligne. <<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IS.SHP.GOOD.TU/countries/1W-CI?display=default>>. Consulté le 5 avril 2013.
- Barnett, Jon, et Michael Webber. 2010. «Migration as Adaptation: Opportunities and Limits». In *Climate Change and Displacement*, Jane McAdam, p. 37-55. Oxford: Hart Publishing.
- Basty, Florence. 2008. «La sécurité humaine: Un renversement conceptuel pour les relations internationales». *Raisons politiques*, no 32, p. 35-57.

- Bates, Diane C. 2002. «Environmental Refugees? Classifying Human Migrations Caused by Environmental Change». *Population and Environment*, vol. 23 no 5, p. 465-477.
- Baxter, Jamie. 2010. «Case studies in Qualitative Research». In *Qualitative Research Methods in Human Geography*, 3e ed. Don Mills: Oxford University Press, p.81-97.
- Blais, Mireille et Stéphane Martineau. 2006. «L'analyse inductive générale: description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes». *Recherches qualitatives*, vol. 26, no. 2, p. 1-18.
- Booth, Ken. 1991. «Security and Emancipation». *Review of International Studies*, vol. 17, no. 4, p. 313-326. Cité par Viau, 1999.
- Bot, A. J., F. O. Nachtergaele et A. Young. 2000. *World Resources Reports: Land Resource Potential and Constraints at Regional and Country Levels*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations, Land and Water Development Division, 114 p.
- Bureau international du Travail [BIT]. 2010. *Étendre le champ d'application des lois du travail à l'économie informelle*. Recueil de commentaires des organes de contrôle de l'OIT relatifs à l'économie informelle. Organisation internationale du Travail. Genève : Bureau international du Travail, 123 p.
- Burkina Faso. 1996. *Loi d'orientation de l'éducation. Loi N°013/96/ADP*. Ouagadougou : Ministère des enseignements secondaires supérieurs et de la recherche scientifique et Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation, 17 p. En ligne. <http://www.meba.gov.bf/phocadownload/Textes_fondamentaux/loi-orientation-education-decembre96.pdf>. Consulté le 5 avril 2013.
- , 1998. *Loi n°040/98/AN portant orientation de la décentralisation au Burkina Faso*. Ouagadougou : Assemblée nationale, 3 p.
- , 2005. «La Décentralisation -- De la présentation générale du processus de décentralisation». Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. En ligne. <<http://www.matd.gov.bf/SiteMatd/decentral/default.html>>. Consulté le 18 avril 2012.
- , 2006. *Atlas du Burkina Faso*. Ouagadougou : Ministère de l'économie et du développement, 215 p.
- , 2007. *Programme d'action national d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques (PANA du Burkina Faso)*. Ouagadougou : Ministère de l'environnement et du cadre de vie, Secrétariat permanent du conseil national pour l'environnement et le développement durable. 76 p. En ligne. <<http://unfccc.int/resource/docs/napa/bfa01f.pdf>>. Consulté le 26 avril 2012.

- , 2008a. *Plan Communal de Développement du Koumbri*. Province du Yatenga Région du Nord, Commune de Koumbri, 105 p.
- , 2008b. *Recensement général de la population et de l'habitation de 2006. Résultats définitifs*. Ouagadougou : Ministère de l'économie et des finances, Comité national du recensement, Bureau central du recensement, 52 p.
- , 2009a. *Recensement général de la population et de l'habitation de 2006 (RGPH-2006). Résultats définitifs. Thème 8: Migrations*. 150 p. En ligne. <<http://www.insd.bf/fr/IMG/pdf/Theme8-Migrations.pdf>>. Consulté le 8 mars 2012.
- , 2009b. *Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006. Analyse des résultats définitifs. Theme 2: État et structure de la population*. Ouagadougou : Ministère de l'économie et des finances, Secrétariat général et Institut national de la statistique et de la démographie, 181 p.
- , 2012. *Culture et société*. Ouagadougou : Ministère de la culture et du tourisme. En ligne. <<http://www.culture.gov.bf/index.php/le-tourisme/culture-et-societe>>. Consulté le 20 avril 2013.
- Burleson, Elizabeth. 2010. «Climate Change Displacement to Refuge». *Journal of Environmental Law and Litigation*, vol. 25, no 1, p. 19-36.
- Buzan, Barry et Lene Hansen. 2009. *The Evolution of International Security Studies*. Cambridge: Cambridge University Press, 384 p.
- Capron, J. et J.M. Kohler. 1983. *Migrations de travail vers l'étranger et développement national*. ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer), 56 p.
- CARE. 2010. *Adaptation, genre et autonomisation des femmes*, CARE. 6 p.
- Castles, Stephen. 2002. *Environmental change and forced migration: making sense of the debate*. New issues in refugee research, UNHCR Working Paper: 16 p. En ligne. <<http://www.imi.ox.ac.uk/pdfs/environmental-change-and-forced-migration>>. Consulté le 20 avril 2013.
- , 2010. «Afterword: What Now? Climate-Induced Displacement after Copenhagen». In *Climate Change Displacement*, Jane McAdam ed. Oxford: Hart Publishing, p. 239-246.
- Central Intelligence Agency. 2012. «The World Factbook. Burkina Faso». En ligne. <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/uv.html>>. Consulté le 18 avril 2012.

- Chambers, Robert et Gordon R. Conway. 1991. *Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century*. IDS Discussion Paper 296. Décembre 1991, 29 p. En ligne. <<http://www.ids.ac.uk/idspublication/sustainable-rural-livelihoods-practical-concepts-for-the-21st-century>>. Consulté le 20 avril 2013.
- Commission des droits de l'Homme. 1998. «Report of the Representative of the Secretary-General, Mr. Francis M. Deng, submitted pursuant to Commission resolution 1997/39. Addendum: Guiding Principles on Internal Displacement, 11 février 1998». E/CN.4/1998/53/Add.2. En ligne. <<http://www.unhcr.org/refworld/docid/3d4f95e11.html>>. Consulté le 15 février 2013.
- Commission Électorale Nationale Indépendante. 2012. «Résultats provisoires 1er tour niveau national». En ligne. <http://www.ceni.bf/spip.php?page=princ&id_article=233>. Consulté le 18 avril 2012.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement [CMED]. 1989. *Notre avenir à tous*. Montréal: Les Éditions du Fleuve, 432 p. Commission sur la sécurité humaine. 2003. *La sécurité humaine maintenant*. Paris: Presses de sciences po, 311 p.
- Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest [CEDEAO]. 2012. Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement : Communiqué final. Abidjan, 27 mars, 9 p. En ligne. <http://www.ecowas.int/publications/fr/communiqu_e_final/session_extra/comfinal27032012.pdf>. Consulté le 20 avril 2013.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [UNCTAD]. 2009. Examen de la politique d'investissement. Burkina Faso. Genève : Nations Unies, 120 p.
- Conseil des droits de l'Homme. 2009. «Human Rights Council Panel Discussion on the relationship between climate change and human rights». Genève: 11e session du Conseil des droits de l'Homme, 4 p. En ligne. <http://www2.ohchr.org/english/issues/climatechange/docs/openingHRC_PanelHR15June2009.pdf>. Consulté le 15 février 2013.
- Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation. 2009. «Soutien aux sinistrés des inondations du 1^{er} septembre 2009». En ligne. <http://www.pnud.bf/DOCS/Plate-forme_FRA.pdf>. Consulté le 20 avril 2013.
- Consulat du Burkina Faso en Suisse. 2013. «Géographie». En ligne. <<http://fra.consulat.burkina-faso.ch/burkinafaso/geographie/index.html>>. Consulté le 2 avril 2013.
- Contandriopoulos, André-Pierre, François Champagne, Louise Potvin, Jean-Louis Denis et Pierre Boyle. 2005. *Savoir préparer une recherche: La définir, la structurer, la financer*. Montréal: Gaëtan Morin éditeur, 196 p.

- Cour, Julien. 2010. *Gestion des eaux du bassin de la Haute Comoé (Burkina Faso)*. Projet WAIPRO (USAID). Ouagadougou: Institut international de gestion de l'eau, 40 p.
- Cournil, Christel, et François Gemenne. 2010. «Les populations insulaires face au changement climatique: des migrations à anticiper». *VertigO*, vol. 10, no 3. En ligne. <<http://vertigo.revues.org/10482>>. Consulté le 7 novembre 2011.
- Daane, Jon. 2012. «Analyser les modes de subsistance. Concepts clés». Ressources pédagogiques ICRA. Centre International pour la Recherche Agricole orientée vers le développement (ICRA), 12 p. En ligne. <<http://www.icra-edu.org/objects/francolearn/Modsubcon.pdf>>. Consulté le 6 avril 2012.
- Denzin, Norman K. et Yvonna S. Lincoln. 1994. «Introduction: Entering the Field of Qualitative Research». In *Handbook of Qualitative Research*, Norman K. Denzin et Yvonna S. Lincoln (eds). Thousand Oaks: SAGE Publications, p. 1-17.
- Docherty, Bonnie et Tyler Giannini. 2009. «Confronting a Rising Tide: A Proposal for a Convention on Climate Change Refugees». *Harvard Environmental Law Review*, vol.33, p. 349-403.
- Downing, Thomas E., Anand Patwardhan, Elija Mukhala, Linda Stephen, Manuel Winograd et Gina Ziervogel. 2004. «Assessing Vulnerability for Climate Adaptation». In *Adaptation Policy Frameworks for Climate Change: Developing Strategies, Policies and Measures*, sous la dir. De Bo Lim et Erika Spanger-Siegfried. Cambridge: UNDP et Cambridge University Press, p. 67-89.
- Duvat, Virginie, et Alexandre Magnan. 2010. «Des archipels en péril? Les Maldives et les Kiribati face au changement climatique». *VertigO*, vol. 10, no 3. En ligne. <<http://vertigo.revues.org/10594>>. Consulté le 7 novembre 2011.
- El Hinnawi, Essam. 1985. *Environmental Refugees*. Nairobi : United Nations Environment Programme, 41 p.
- Encyclopaedia Britannica. 2012. «Burkina Faso ». Encyclopaedia Britannica En ligne. <<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/85420/Burkina-Faso#toc54879>>. Consulté le 18 avril 2012.
- , 2012. «Harmattan». Encyclopaedia Britannica En ligne. <<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/255457/harmattan>>. Consulté le 18 avril 2012.
- Ervin, Alexander M. 2000. *Applied Anthropology: Tools and Perspectives for Contemporary Practice*. Boston: Allyn & Bacon, 255 p.

- FAO/SMIAR. 2013. «Sahel : Carte des zones climatiques». En ligne. <<http://www.fao.org/docrep/004/x7719f/x7719f12.htm>>. Consulté le 20 avril 2013.
- Fonds monétaire international [FMI]. 2011. *Burkina Faso : Deuxième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et demande de modification de critères de réalisation - Rapport des services du FMI; communiqué de presse publié à l'issue des travaux du Conseil d'administration; et déclaration de l'administrateur du FMI pour le Burkina Faso*. Rapport du FMI No. 11/226, 60 p.
- Food and Agriculture Organization [FAO]. 2008. An Introduction to the Basic Concepts of Food Security. En ligne. <<http://www.fao.org/docrep/013/al936e/al936e00.pdf>>. Consulté le 20 avril 2013.
- Foucrier, Annick. 1997. «Les effets des risques naturels sur une société développée. L'exemple des tremblements de terre en Californie». *Histoire, économie et société*, vol. 16, no 3, p. 533-547.
- France Diplomatie. 2013. «Burkina Faso». En ligne. <<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/burkina-faso/>>. Consulté le 17 février 2013.
- Fraser, Evan D. G., Andrew J. Dougill, Klaus Ubacek, Claire H. Quinn, Jan Sendzimir et Mette Termansen. 2011. «Assessing Vulnerability to Climate Change in Dryland Livelihood Systems: Conceptual Challenges and Interdisciplinary Solutions». *Ecology and Society*, vol. 16, no 3. En ligne. <<http://www.ecologyandsociety.org/vol16/iss3/art3/>>. Consulté le 7 novembre 2011.
- Füssel, Hans-Martin. 2007. «Vulnerability: A generally applicable conceptual framework for climate change research». *Global Environmental Change*, no 17, p. 155-167.
- Füssel, Hans-Martin, et Richard J. T. Klein. 2006. «Climate Change Vulnerability Assessment: An Evolution of Conceptual Thinking». *Climatic Change*, no 75, p. 301-329.
- Garat, Frédéric. 2010. «Les mines du Burkina Faso, virage ou mirage pour l'économie du pays?». Reportage radiophonique diffusé le 12 novembre 2010 sur les ondes de RFI. En ligne. <<http://www.rfi.fr/emission/20101112-mines-burkina-faso-virage-mirage-economie-pays>>. Consulté le 5 avril 2013.
- Gemenne, François. 2009. «L'environnement, nouveau facteur de migration?». In *L'enjeu mondial: les migrations*, Christophe Jaffrelot et Christian Lequesne (eds). Paris: Presses de Sciences Po - L'Express, p. 137-145. .
- , 2010. «What's in a Name: Social Vulnerabilities and the Refugee Controversy in the Wake of Hurricane Katrina». In *Environment, Force Migration and Social Vulnerability*, Tamer Afifi et Jill Jäger, Heidelberg: Springer, p. 29-40.

- German Advisory Council on Global Change. 2007. *World in Transition : Climate Change as a Security Risk*. Berlin: German Advisory Council on Global Change, 13 p.
- GIEC. 2001. *Incidence de l'évolution du climat dans les régions: évaluation de la vulnérabilité*. Chapitre 2: Afrique, 53 p.
- , 2007. *Bilan 2007 des changements climatiques Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. Équipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et A. Reisinger. Genève : GIEC, 103 p.
- Goldrush Resources. 2013. «GOLDRUSH : Gold Exploration and Mining in Burkina Faso». En ligne. <<http://goldrushresources.ca/>>. Consulté le 5 avril 2013.
- Gonin, Patrick, et Véronique Lassailly-Jacob. 2002. «Les réfugiés de l'environnement. Une nouvelle catégorie de migrants forcés?». *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, no 2. En ligne. <<http://remi.revues.org/index1654.html>>. Consulté le 7 novembre 2011.
- Gros, Frédéric, Monique Castillo et Antoine Garapon. 2008. «De la sécurité nationale à la sécurité humaine». *Raisons politiques*, no 32, p. 5-7.
- Groupe Verts\ALE. 2008. *Les migrations climatiques: Conférence du 11 juin 2008* (Parlement européen, Bruxelles), 24 p.
- Guilhaudis, Jean-François. 2005. *Relations internationales contemporaines*, 2e ed. Paris: LexisNexis SA, 742 p.
- Guterres, Antonio. 2008. «Changements climatiques, catastrophes naturelles et déplacement humain: une perspective du HCR». HCR. En ligne. <http://www.aidh.org/climat/Images/Note_HCR_10_08.pdf>. Consulté le 7 novembre 2011.
- Haut-Commissariat aux droits de l'Homme. 1990. «Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille». En ligne. <<http://www2.ohchr.org/french/law/cmw.htm>>. Consulté le 8 novembre 2011.
- Henry, Sabine. 2003. «The influence of the natural environment on migration in Burkina Faso». Thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, 190 p.
- Hien, Mariam. 2007. «La femme dans le secteur informel au Burkina Faso». Lefaso.net. En ligne. <<http://www.lefaso.net/spip.php?article19346>>. Consulté le 15 février 2013.

- Hodkinson, David et Lucy Young. 2012. «In the Face of Looming Catastrophe: A Convention for Climate Change Displaced Persons». 24 p. En ligne. <<http://www.ccdpconvention.com/documents/Climate%20change%20displacement%20treaty%20proposal.pdf>>. Consulté le 17 février 2013.
- Hugo, G. 1996. «Environmental concerns and international migration». *International Migration Review*, vol. 30, no 1, p. 105-131. Cité par Laczko et Aghazarm, 2009.
- International Council on Human Rights Policy. 2008. *Climate Change and Human Rights: A Rough Guide*. Versoix: Suisse, 107 p.
- Jaffré, Bruno. 1989. *Burkina Faso: Les années Sankara. De la révolution à la rectification*. Paris: L'Harmattan, 332 p.
- Janin, Pierre. 2009. «Les "émeutes de la faim": une lecture (géo-politique) du changement (social)». *Politique étrangère*, vol. 2, p. 251-263.
- Kabore, Roger Bila. 2002. *Histoire politique du Burkina Faso, 1919-2000*. Paris : L'Harmattan, 667 p.
- Kagone, Hamadé. 2001. *Profil fourrager: Burkina Faso*. Ouagadougou: FAO, 23 p.
- Kälin, Walter. 2005. «Le rôle des Principes directeurs relatifs aux personnes déplacées de l'intérieur». *Migration forcée*, no Supplément Décembre 2005, p. 8-9. En ligne. <<http://www.migrationforcee.org/pdf/IDPSup/idpsup.pdf>>. Consulté le 17 février 2013.
- , 2010. «Conceptualising Climate-Induced Displacement». In *Climate Change Displacement*, Jane McAdam (ed). Oxford: Hart Publishing, p. 81-103.
- Kandji, Serigne Tacko, Louis Verchot et Jens Mackensen. 2006. *Climate Change and Variability in the Sahel Region: Impacts and Adaptation Strategies in the Agricultural Sector*. Nairobi : UNEP & ICRAF, 48 p.
- Kasperson, R.E. et J.X. Kasperson. 2001. *Climate Change, Vulnerability and Social Justice*. Stockholm: Stockholm Environment Institute, 19 p.
- Kates, Robert W. 2000. «Cautionary Tales: Adaptation and the Global Poor». *Climatic Change*, vol. 45, p. 5-17.
- Kelly, P.M. et W.N. Adger. 2000. «Theory and Practice in Assessing Vulnerability to Climate Change and Facilitating Adaptation». *Climatic Change*, no 47, p. 325-352.
- L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire. 2005. *Écosystèmes et bien-être humain: Synthèse sur la désertification*. Washington: Institut des ressources mondiales, 26 p.

- Laczko, Frank, et Christine Aghazarm. 2009. *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*. Genève : Organisation internationale pour la migration, 441 p.
- Lapassade, Georges. 2002. «L'observation participante». In *Vocabulaire de psychosociologie: références et positions*, Jacqueline Barus-Michel, Eugène Enriquez, André Lévy et Jean-Marc Huguet (eds). Ramonville Sainte-Agne: Érès, 590 p.
- Lee, E. 1966. «A theory of migration». *Demography*, vol. 3, no 1, p. 47-57.
- Lefaso.net. 2010. «Discours de Blaise Compaoré au lancement des manifestations». En ligne. <<http://www.lefaso.net/spip.php?article35952&rubrique265>>. Consulté le 5 avril 2013.
- Legrand, Jacques. 2007. «Migrations ou nomadisme. La glaciation comme révélateur des modèles historiques de mobilité». *Diogenes*, vol. 2, no 218, p. 116-123.
- Lepage, Laurent, P. Berestovoy, M-J. Fluet et A. Rochette. 2007. *Working Group III - Human vulnerability and adaptation to climate variability in the Sahel: communities, institutions and local dynamics. Report on Canadian Contributions to the CIDA-CILSS Project (A030978-002) "Climate Change Adaptation Capacity Support" Volume III*. Montréal: Environnement Canada, 154 p.
- Lindskog, P., et A. Tengberg. 1994. «Land degradation, natural resources and local knowledge in the sahel zone of Burkina Faso». *Geojournal*, vol. 33, no 4, p. 365-375. Cité par Henry, 2003.
- Lonergan, Steve, Fred Langeweg et Henk Hilderink. 2002. «Global environmental change and human security: what do indicators indicate?». In *Human Security and the Environment*, Edward A. Page et Michael Redclift (eds), Cheltenham (UK): Edward Elgar Publishing, p. 85-102.
- Macleod, Alex, Èvelyn Dufault et F. Guillaume Dufour (eds). 2002. *Relations internationales : théories et concepts*. Outremont: Athéna éditions, 239 p.
- Magnan, Alexandre. 2009. *La vulnérabilité des territoires littoraux au changement climatique : Mise au point conceptuelle et facteurs d'influence. Hypothèses de recherche*. Paris : Institut du développement durable et des relations internationales, 29 p.
- Magnan, Alexandre. 2010. *Two key concepts of the society-climate change interface: vulnerability and adaptation*. Synthèses Institut du développement durable et des relations internationales
- Marchesin, Philippe. 2008. *Introduction aux relations internationales*. Paris: Karthala, 224 p.

- Massa, Gabriel et Georges Madiéga (eds). 1995. *La Haute-Volta coloniale*. Paris: Karthala, 677 p.
- McAdam, Jane. 2010. «Introduction». In *Climate Change and Displacement*, Jane McAdam (ed), Oxford: Hart Publishing, p. 1-8.
- McLeman, R., et B. Smit. 2006. «Migration as an Adaptation to Climate Change». *Climate Change*, no 76, p. 31-53.
- McNamara, K.E. 2007. «Conceptualizing discourses on environmental refugees at the United Nations». *Population and Environment*, no 29, p. 12-24.
- Morse, Janice M. 1994. «Designing Funded Qualitative Research». In *Handbook of Qualitative Research*, Norman K. Denzin et Yvonna S. Lincoln (eds). Thousand Oaks: SAGE Publications, p. 220-235.
- Morton, Andrew, Philippe Boncour et Frank Laczko. 2008. «Défis politiques liés à la sécurité humaine». *Migration forcée*, no 31, p. 5-8.
- Myers, Norman. 2001. «Environmental refugees: A growing phenomenon of the 21st century». *The Royal Society*, no 356. En ligne. <<http://www.nicholas.duke.edu/people/faculty/myers/myers2001.pdf>>. Consulté le 7 novembre 2011.
- O'Brien, Karen L., et Johanna Wolf. 2010. «A values-based approach to vulnerability and adaptation to climate change». *Wiley Interdisciplinary Reviews : Climate Change*, vol. 1, p. 232-242.
- O'Brien, Karen L. et Robin Leichenko. 2007. *Human Security, Vulnerability and Sustainable Adaptation*. Human Development Report Office, Occasional Paper: UNDP, 47 p.
- Office National du Tourisme Burkinabè. 2007. «Burkina Faso: Population». En ligne. <<http://www.ontb.bf/burkina/demographie.htm>>. Consulté le 17 février 2013.
- Oliver-Smith, Anthony, et Xiaomeng Shen. 2009. *Linking Environmental Change, Migration and Social Vulnerability*. United Nations University: Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS), 84 p.
- Olmos, Santiago. 2001. «Vulnerability and Adaptation to Climate Change: Concepts, Issues, Assessment Methods». Climate Change Knowledge Network, 20 p. En ligne. <http://www.iisd.org/cckn/pdf/va_foundation_final.pdf>. Consulté le 17 février 2013.

- Organisation de l'Unité africaine [OUA]. 1969. Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. Organisation de l'Unité Africaine. CAB/LEG/24, 9 p.
- Organisation des Nations Unies [ONU]. 1994. «Assemblée générale, Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification en particulier en Afrique. Élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique. Texte final de la Convention, Nations Unies», 65 p. En ligne. <<http://www.unccd.int/convention/text/pdf/conv-fre.pdf>>. Consulté le 7 novembre 2011.
- , 2011. «New York, 20 July 2011 - Secretary-General's remarks to the Security Council on the Impact of Climate Change on International Peace and Security». En ligne. <<http://www.un.org/sg/statements/?nid=5424>>. Consulté le 15 février 2013.
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture [UNESCO]. 2005. *La Convention des Nations Unies sur les droits des migrants*. Paris : UNESCO, 31 p.
- Organisation internationale pour la migration [OIM]. 2009. *Migrations, changements climatiques et environnement*. Genève : Organisation internationale pour la migration, 11 p.
- Organisation mondiale de la Santé [OMS]. 2012. «Programme de lutte contre l'onchocercose en Afrique de l'Ouest (OCP)». En ligne. <http://www.who.int/blindness/partnerships/onchocerciasis_OCP/fr/index.html>. Consulté le 18 avril 2012.
- Otayek, René, Jean-Fabien Steck et Michel Izard. 2011. «Burkina Faso.» Encyclopædia Universalis: France S.A. En ligne. <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/burkina-faso/>>. Consulté le 15 novembre 2011.
- Page, Edward A. et Michael Redclift. 2002. «Introduction : Human security and the environment at the new millenium». In *Human Security and the Environment*, sous la dir. d'Edward A. Page et Michael Redclift, Cheltenham (UK): Edward Elgar Publishing, p. 1-24.
- Parlement européen. 2008. *Les migrations climatiques*. Bruxelles : Actes de la conférence du 11 juin au Parlement, 24 p.
- Peyraut, Malika. 2011. *Projet Exclim. Gérer les déplacements des populations dus aux phénomènes climatiques extrêmes*. Rapport de terrain – Burkina Faso, 21 p.
- Prieur, Michel, Jean-Pierre Marguénaud, Gérard Monédiaire, Julien Bétaille, Jean-François Dubost, Bernard Drobenko, Jean-Jacques Gouguet, Jean-Marc Lavieille, Séverine Nadaud et Damien Roets. 2010. *Draft Convention on the International Status of*

Environmentally-Displaced Persons. Montaignut, commune de St-Yrieix la Perche, Limousin (France), 17 p.

Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD]. 2010. «Burkina Faso. Objectif 4 - Réduire la mortalité infantile». En ligne. <<http://www.pnud.bf/fr/omd4.html>>. Consulté le 18 avril 2012.

----- 2009. «La plate-forme multifonctionnelle : introduire des sources d'énergie, ouvrir la voie au changement pour le bien des communautés rurales du Burkina Faso». 13 p. En ligne. <http://www.pnud.bf/DOCS/Plate-forme_FRA.pdf>. Consulté le 20 avril 2013.

----- 2011. *Rapport sur le développement humain 2011. Durabilité et équité : Un Meilleur Avenir pour Tous*. New York : PNUD, 195 p.

Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE]. 2008. *Afrique: Atlas d'un environnement en mutation*. Kenya : Division of Early Warning and Assessment, 374 p.

Prujiner, Alain. 1993. «Nationalité, migration et relations internationales». *Études internationales*, vol. 24, no 1, p. 63-68. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/703128ar>>. Consulté le 7 novembre 2011.

Reardon, Thomas, et J. Edward Taylor. 1996. «Agroclimatic Shock, Income Inequality, and Poverty: Evidence from Burkina Faso». *World Development*, vol. 24, no 5, p. 901-914.

Renaud, Fabrice, Janos J. Bogardi, Olivia Dun et Koko Warner. 2007. «Control, Adapt or Flee. How to Face Environmental Migration?» *Interdisciplinary Security Connections*, no 5. Bonn: United Nations University – Institute for Environment and Human Security (UNU-EHS), 44 p.

Reuters. 2010. «UPDATE 6-Ivory Coast seals border after opposition win». En ligne. <<http://www.reuters.com/article/2010/12/02/ivorycoast-electionidAFLDE6B10GL20101202?sp=true>> Consulté le 5 avril 2013.

Sage, Colin. 2002. «Food security». In *Human Security and the Environment: International Comparisons*, Edward A. Page et Michael Redclift (ed). Cheltenham: Edward Elgar, p. 128-153.

Sall, Alioune. 2002. «Pauvreté et sécurité humaine dans des environnements africains: Quelques réflexions et repères pour l'action». In *La pauvreté, une fatalité? Promouvoir l'autonomie et la sécurité humaine des groupes défavorisés. Bénin - Burkina Faso - Mali - Niger*, UNESCO. Paris: UNESCO/Karthala, p. 17-60.

- Sankara, Thomas. 2001. «La révolution ne peut aboutir sans l'émancipation des femmes (discours du 8 mars 1987)». In *L'émancipation des femmes et la libération de l'Afrique*. New York: Pathfinder Press, p. 8-46.
- Sankara Thomas. 2007. «Un front uni contre la dette (conférence de l'Organisation de l'unité africaine, Addis-Abeba 29 juillet 1987)». In *Thomas Sankara parle. La révolution au Burkina Faso 1983-1987*. New York: Pathfinder Press, p.395-403.
- Savadogo, Hamidou. 2012. «L'héritage culturel de Thomas Sankara». Rencontre radiophonique avec Catherine Pépin, diffusée le 29 janvier 2012 sur les ondes de la première chaîne de Radio-Canada. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/emissions/babylone_cafe/2011/chronique.asp?idChronique=198173>. Consulté le 20 avril 2013.
- Schramm, W. 1971. *Notes on case studies of instructional media projects. Working paper for the Academy for Educational Development*. Washington DC, 41 p. Cité par Yin, 2003.
- Scian, Noël Pierre. 2010. «Les mystères de l'or». *Sahel Sciences* (Ouagadougou), août, p. 9.
- Smit, Barry, et Johanna Wandel. 2006. «Adaptation, adaptive capacity and vulnerability». *Global Environmental Change*, vol. 16, p. 282-292.
- Smit, Barry, Ian Burton, Richard J.T. Klein et J. Wandel. 2000. «An Anatomy of Adaptation to Climate Change and Variability». *Climatic Change*, no 45, p. 223-251.
- Soccol, Brice. 2004. *Relations internationales*, 9e ed. Orléans: Paradigme - Centre de publications Universitaires, 401 p.
- Somé, Valère D. 1990. *Thomas Sankara: L'espoir assassiné*. Paris: L'Harmattan, 230 p.
- Statistique Canada. 2012a. «Estimations démographiques annuelles : Canada, provinces et territoires». 178 p. En ligne. <<http://www.statcan.gc.ca/pub/91-215-x/91-215-x2012000-fra.pdf>>. Consulté le 5 avril 2013.
- , 2012b. «Taux de mortalité infantile, par province et territoire». En ligne. <<http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/102/cst01/health21a-fra.htm>>. Consulté le 5 avril 2013.
- , 2013. «Taux brut de natalité, taux de fécondité par groupe d'âge et indice synthétique de fécondité (naissances vivantes), Canada, provinces et territoires». En ligne. <<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/pick-choisir?lang=fra&p2=33&id=1024505>>. Consulté le 5 avril 2013.
- Stavropoulou, Maria. 2010. «La Convention de Kampala et la protection contre le déplacement arbitraire». *Revue migrations forcées*, no 36. En ligne.

- <http://www.fmreview.org/fr/RDCongo/stavropoulou.htm>>. Consulté le 15 février 2013.
- Study Team on Climate-Induced Migration. 2010. *Climate Change and Migration*. The German Marshall Fund of the United States. Washington: 9 p.
- United Nations Convention to Combat Desertification [UNCCD]. 2011. «FAQ». UNCCD. En ligne. <<http://www.unccd.int/library/menu.php?newch=181>>. Consulté le 7 novembre.
- United Nations Framework Convention on Climate Change [CCNUCC]. 2013. Le protocole de Kyoto. En ligne. <http://unfccc.int/portal_francofone/essential_background/kyoto_protocol/items/3274.php>. Consulté le 20 avril 2013.
- Université Laval. 2009. *Burkina Faso*. Québec : Faculté des Lettres, Département de Langues linguistique et traduction, Trésor de la langue française au Québec. En ligne. <<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/burkina.htm>>. Consulté le 18 avril 2012.
- van Dijk, Meine Pieter. 1986. *Burkina Faso: Le secteur informel de Ouagadougou*. Paris: L'Harmattan, 203 p.
- Viau, Hélène. 1999. «La (re)conceptualisation de la sécurité dans les théories réaliste et critique : quelques pistes de réflexion sur les concepts de sécurité humaine et de sécurité globale». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 124 p.
- Wagner, Anne, Bénédicte Hermelin, Olivier Bruyeron, Vanessa Alby-Flores, Benoît Faivre-Dupaigre, Claire Kaboré, Claire Finici et Drissa Napon. 2009. *Profil sécurité alimentaire: Burkina Faso*. Rapport final. CILSS CSAO/OCDE, 26 p.
- Warner, Koko, Charles Ehrhart, Alex de Sherbinin, Susana Adamo et Tricia Chai-Onn. 2008. «In search of shelter: mapping the effects of climate change on human migration». Cooperative for Assistance and Relief Everywhere Inc (CARE), 26 p. En ligne. <http://www.ciesin.columbia.edu/documents/clim-migr-report-june09_media.pdf>. Consulté le 17 février 2013.
- Watson, R.T., M.C. Zinyoera et R.H. Moss. 1996. *Climate Change 1995 : Impacts, Adaptations and Mitigation of Climate Change: Scientific-Technical Analysis. Contribution of Working Group II to the Second Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge: Cambridge University Press, 63 p. Cité par Olmos, 2001.
- , 1998. *The Regional Impacts of Climate Change: An Assessment of Vulnerability*. A Special Report of IPCC Working Group II. Cambridge: Cambridge University Press, 16 p. Cité par Olmos, 2001.

- Wisner, Ben, Piers Blaikie, Terry Cannon et Ian Davis. 2003. «At Risk: natural hazards, people's vulnerability and disasters». En ligne. <http://www.preventionweb.net/files/670_72351.pdf>. Consulté le 5 avril 2013.
- World Hydrological Cycle Observing System. 2011. «En cours de mise en oeuvre: Niger-HYCOS». WHYCOS - Organisation météorologique mondiale. En ligne. <http://www.wmo.int/pages/index_fr.html>. Consulté le 9 novembre 2011.
- Yin, Robert K. 2003. *Case Study Research. Design and Methods*, Third Edition. London: SAGE Publications, 179 p.
- Ziegler, Jean. 2011. *Destruction massive. Géopolitique de la faim*. Paris: Éditions du Seuil, 343 p.